



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le jeudi 28 juillet 1977

Vol. 19 — No 81

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Motions non annoncées	
Motion pour faire siéger la Chambre le lundi 1er août 1977.....	2447
Présence du premier ministre du Nouveau-Brunswick.....	2447
Motions non annoncées (suite)	
Vote sur la motion pour faire siéger la Chambre le lundi 1er août 1977.....	2448
Vœux de bienvenue à M. Hatfield.....	2448
Dépôt de documents	
Réponse de MM. Davis et Blakeney à la lettre de M. Lévesque aux premiers ministres des provinces.....	2450
Synthèse des opérations financières et budgétaires pour l'année 1977/78 (trimestre se terminant le 30 juin 1977).....	2450
Questions orales des députés	
Accords de réciprocité avec les provinces.....	2450
Engagement de notaires concernant l'expropriation.....	2453
Problèmes de la police de la CUM.....	2454
Aide gouvernementale aux ACEF.....	2455
Affectation de l'ancien délégué général à Paris.....	2456
Fléchissement de la construction industrielle.....	2456
Subventions aux Jeux du Québec.....	2457
Qualité du milieu du travail dans les fonderies.....	2458
Question de privilège	
Mise au point de M. Springate concernant un article de journal relatif au respect de la loi 101.....	2458
Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi no 59— Loi concernant le rôle de la valeur locative de la ville de Montréal.....	2460
Projet de loi no 205 — Loi modifiant la Charte de la ville de Laprairie	
Deuxième lecture.....	2460
Projet de loi no 223 — Loi modifiant la Charte de la cité des Trois-Rivières	
Deuxième lecture.....	2460
Projet de loi no 227 — Loi concernant la ville de Mont-Laurier	
Deuxième lecture.....	2460
Projet de loi no 234 — Loi concernant la ville de Fermont	
Deuxième lecture.....	2460
Projet de loi no 242 — Loi concernant la ville de Richelieu	
Deuxième lecture.....	2461
Projet de loi no 48 — Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel	
Deuxième lecture (suite).....	2462
M. Rodrigue Biron (suite).....	2462
Motion d'ajournement du débat.....	2466
Vote sur la motion d'ajournement.....	2467

Table des matières (suite)

Projet de loi no 101 — Charte de la langue française	
Deuxième lecture (suite).....	2468
Motion de report à trois mois (suite).....	2468
M. William Frederick Shaw.....	2468
M. Camil Samson.....	2469
M. Fabien Roy.....	2472
M. Jacques-Yvan Morin.....	2473
M. Raymond Gagneau.....	2474
Motion d'ajournement du débat.....	2476
M. Fernand Lalonde.....	2477
M. Raymond Gagneau.....	2480
Vote sur la motion d'ajournement.....	2481
Motion de report à trois mois (suite).....	2482
M. Bryce Mackasey.....	2482
M. Rodrigue Biron.....	2483
M. Michel Gratton.....	2486
Mme Thérèse Lavoie-Roux.....	2489
M. Claude Forget.....	2491
M. Raymond Mailloux.....	2492
M. Jean-Guy Larivière.....	2494
M. André Raynauld.....	2494
M. John O'Gallagher.....	2496
M. George Springate.....	2497
Ajournement.....	2499

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec,

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le jeudi 28 juillet 1977

(Quinze heures quatorze minutes)

M. Richard (président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

M. le ministre de l'Éducation.

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

Motions non annoncées

Motion pour faire siéger la Chambre le lundi 1er août 1977

M. Burns: M. le Président, en vertu des dispositions de l'article 30, alinéa 2, je propose, encore une fois, que l'Assemblée nationale se réunisse lundi prochain à quinze heures.

Le Président: Est-ce que cette motion serait adoptée?

M. Lavoie: Un vote enregistré de la part de l'Union Nationale.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

M. Burns: Il y a plusieurs autres occasions où vous aurez la possibilité de voter. Ils peuvent enregistrer leur dissidence, c'est tout.

M. Levesque (Bonaventure): Vote. On vote. Vote enregistré.

M. Burns: Vous votez, cela va être fait. D'accord, qu'on appelle les députés.

Présence du premier ministre du Nouveau-Brunswick

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Avant de mettre aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement, je voudrais signaler la présence dans les galeries du premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, vous m'avez enlevé les applaudissements de la bouche, mais je voudrais simplement signaler que M. Hatfield et votre serviteur ont eu une rencontre très cordiale ce midi, en prévision de la réunion des premiers ministres des provinces qui aura lieu dans le courant du mois prochain à St. Andrews.

M. Levesque (Bonaventure): Question de règlement, je ne veux pas interrompre le premier ministre. Je voudrais, M. le Président, savoir s'il s'agit d'une déclaration ministérielle ou d'une motion, car c'est la seule façon de pouvoir s'adresser à cette Chambre pour commencer.

M. Lévesque (Taillon): Je croyais que, dans les circonstances, j'avais le consentement mais, enfin, je le demanderais, simplement pour ajouter un mot aux salutations que l'Assemblée...

Le Président: M. le premier ministre, je voudrais savoir avant s'il y a consentement à ce que le premier ministre souligne... Je vous rappelle, M. le premier ministre, que le principe en la matière, en vertu des dispositions de notre règlement, c'est qu'on ne peut pas faire de commentaires à moins que ce soit par déclaration ministérielle pour permettre à l'Opposition de s'exprimer.

M. Lévesque (Taillon): Ma motion serait celle-ci: que l'Assemblée nationale est probablement d'accord avec le fait qu'à la suite d'une rencontre très cordiale que j'ai eue avec M. Hatfield, en compagnie de M. Morin, on a discuté d'une...

Le Président: Il ne semble pas qu'il y ait consentement...

M. Burns: Question de règlement. Nous avons tout simplement l'intention de dire à M. Hatfield, de la part du gouvernement du Québec — et c'est purement et simplement cela que le premier ministre s'appête à faire — qu'il est le bienvenu chez nous. Mais si on empêche le premier ministre de le dire, sur des questions de procédure, alors libre à vous, mais on jugera après cela quels sont ceux qui causent des problèmes.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, nous serions très heureux de nous associer aux vœux, s'il s'agit de vœux, que veut formuler le premier ministre. Nous serions très heureux. M. le Président, c'est une question de règlement que je suis en train de soulever.

M. Burns: ... règlement, M. le Président. Le premier ministre avait la parole et si le premier ministre ne peut pas terminer...

M. Levesque (Bonaventure): J'ai soulevé une question de règlement. J'ai invoqué le règlement.

Le Président: M. le leader. M. le leader parlementaire. M. le leader parlementaire du gouvernement. Alors, s'il n'y a pas consentement, comme on ne peut pas, en vertu des dispositions du règlement, faire de commentaires, nous allons procéder à la mise aux voix de la motion du leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, je demanderais tout simplement le consentement de la Chambre, et sans aucune animosité, pour que le premier ministre traite au moins son vis-à-vis du Nouveau-Brunswick de la façon dont normalement il doit être traité lorsqu'il vient à l'Assemblée nationale du Québec.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président,

c'est vous-même qui avez souligné la présence, dans les galeries, de notre distingué visiteur. Nous avons, il y a quelques instants, demandé un vote enregistré. Normalement nous devrions d'abord procéder au vote enregistré et, s'il y avait eu lieu aux motions non annoncées, si le premier ministre avait un message, il pouvait fort bien nous en faire part par une motion aux motions non annoncées.

S'il avait par contre à faire une déclaration ministérielle, à laquelle encore nous aurions pu nous associer, comme dans le cas d'une motion, M. le Président, je soumetts respectueusement qu'il est encore temps pour le premier ministre de s'exécuter. Je dis que nous voulons simplement savoir le genre d'intervention, le statut de l'intervention que veut faire le premier ministre, et nous serons heureux de collaborer pleinement. Est-ce que c'est trop demander à la présidence?

M. Brochu: M. le Président, sur la question de règlement. Sur la question de règlement, M. le Président...

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Par considération pour M. Hatfield qui est avec nous aujourd'hui, nous donnons, de l'Union Nationale, notre consentement pour entendre le premier ministre, à condition que l'on puisse, les deux autres Oppositions, émettre peut-être quelques commentaires à la suite.

Une Voix: Le vote.

M. Levesque (**Bonaventure**): Nous sommes du même avis, M. le Président. Notre consentement dépend simplement du fait de savoir s'il s'agit d'une motion, d'une déclaration ministérielle et si nous aurons l'occasion d'y participer.

Le Président: Alors, nous allons mettre aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement, puisqu'il n'y a pas eu d'entente. Mais je pense que tout le monde a réussi à dire qu'on était heureux d'avoir la présence de M. Hatfield, c'est là l'essentiel.

Nous allons mettre aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement. Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Vote sur la motion pour faire siéger la Chambre

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Johnson, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Duhaime, Lazure, Léger, Tardif, Garon, Chevrete, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Perron, Brassard, Clair, Lefebvre, Dussault,

Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Boucher, Gravel, Gagnon, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Pointe-Claire, excusez-moi. Vous arrivez en retard.

Le Secrétaire adjoint: ... Mme Lavoie-Roux, MM. Raynald, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Ciaccia, Marchand, Pagé, Verreault, Springate.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Grenier, Fontaine, Brochu, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Samson, Roy.

Le Président: Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 83 — Contre: 9 — Abstentions: 0

Le Président: Motion adoptée.

Voeux de bienvenue à M. Hatfield

M. Levesque (Bonaventure): Je voudrais formuler une motion non annoncée. M. le Président, je voudrais faire une motion et obtenir le vote unanime de la Chambre, de félicitations et de meilleurs voeux de bienvenue à l'intention du premier ministre du Nouveau-Brunswick qui nous honore de sa visite.

M. le Président, nous voulons que ces voeux s'adressent à un éminent premier ministre d'une province importante du Canada, le Nouveau-Brunswick, en même temps qu'à un éminent concitoyen canadien.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, puisque procédurièrement, le chef de l'Opposition a trouvé le moyen de réparer ce qu'il faisait tout à l'heure, je m'associe volontiers à ces bons sentiments.

Après avoir eu le plaisir de recevoir M. Hatfield et d'avoir eu un entretien très cordial avec lui, je suis heureux d'annoncer à la Chambre, à la suite de l'entretien qu'on a eu, qu'en compagnie de M. Morin, les 18 et 19 août, en dépit des difficultés de la session, cela vaut la peine, nous serons tous les deux représentants du gouvernement à la conférence des premiers ministres à St. Andrews.

Je remercie sincèrement le chef de l'Opposition d'avoir profité de la pause du vote pour m'éviter d'avoir à présenter des excuses à notre visiteur.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: M. le Président, au nom de l'Union

Nationale, je voudrais me joindre au premier ministre et au chef de l'Opposition officielle pour souhaiter aussi la bienvenue dans notre province au premier ministre du Nouveau-Brunswick.

Je me réjouis aussi énormément de la décision prise par le premier ministre du Québec d'assister à la conférence de St. Andrews, au mois d'août prochain. Je suis sûr que le premier ministre de la province du Nouveau-Brunswick, notre voisin, est très heureux de la décision du premier ministre.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: M. le Président, je voudrais joindre ma voix aux autres pour appuyer cette motion faite par le chef de l'Opposition officielle, mais qui aurait pu tout aussi bien être faite par le premier ministre si les questions de procédure ne l'en avaient pas empêché.

Toutefois, tout en voulant souhaiter cette bienvenue à M. Hatfield, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, je pense que, en tant que premier ministre d'une province et chef d'un gouvernement, il a peut-être compris que, dans un Parlement, il arrive parfois que nous ayons quelques petits débats de procédure, et c'est probablement le cas chez lui. Or, si dans les galeries on n'a pas toujours compris ou on ne comprend pas le genre de débat de procédure qui se passe ici, le premier ministre du Nouveau-Brunswick est sûrement bien placé pour le comprendre, et sûrement qu'il nous en excusera.

M. Roy: M. le Président, quelques mots pour appuyer la motion présentée par le chef de l'Opposition officielle pour souhaiter une cordiale bienvenue à M. Hatfield, premier ministre du Nouveau-Brunswick. J'en profiterai pour souligner le fait que je suis très heureux, en ce qui me concerne, que le premier ministre ait décidé d'assister à la conférence des premiers ministres du Canada à St. Andrews. Je formule le vœu, en terminant, que cette conférence puisse permettre une meilleure compréhension entre les différentes provinces canadiennes, entre les deux grandes nations qui forment notre pays, et que, étant donné la présence du premier ministre du Nouveau-Brunswick, et la présence inévitable du premier ministre du Québec, la population du Nouveau-Brunswick tout entière comme celle du Québec tout entière, puissent en retirer des avantages marqués.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je voudrais...

M. Burns: Qu'est-ce que cela, M. le Président? Il n'a pas le droit de réplique.

M. Levesque (Bonaventure): Certainement, c'est une motion de fond, M. le Président.

Une Voix: Oui.

M. Burns: Il n'y a personne qui est contre.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, elle a été acceptée à l'unanimité. Certainement que j'ai le droit de réplique!

M. Burns: Comment voulez-vous qu'il soit... Bien non, voyons donc!

Le Président: A l'ordre, M. le leader du gouvernement!

M. le chef de l'Opposition officielle, vous avez la parole pour dire quelques mots.

M. Levesque (Bonaventure): Oui, M. le Président, et j'ai un droit de réplique de vingt minutes, en vertu du règlement.

M. Burns: On est aux écoutes!

M. Levesque (Bonaventure): Et le député de Maisonneuve n'a absolument rien à dire, rien à voir avec ce que le règlement dicte, et il n'a pas à donner des conseils à la présidence qui sait fort bien son règlement, qui connaît bien son règlement. Si le premier ministre avait été bien conseillé, nous n'aurions pas eu cet impair qui a été causé par un leader parlementaire qui a laissé le premier ministre, moins habitué à la procédure parlementaire, s'enfarger comme il l'a fait.

M. le Président, je reviens à la motion et particulièrement au droit de réplique que je veux maintenant exercer.

M. Burns: Quand on est mal pris, on essaie d'en lancer sur d'autres.

Le Président: A l'ordre!

M. Levesque (Bonaventure): Je voudrais, M. le Président, que vous demandiez au leader du gouvernement d'être moins nerveux, d'être plus respectueux des règlements.

M. Burns: Parlez de la motion.

Une Voix: Quand vous couvrez votre tête, vous découvrez vos pieds.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je voudrais remercier ceux qui ont appuyé cette motion, qui ont participé à cette expression de vœux qui sont devenus unanimes en cette Chambre. Je voudrais immédiatement féliciter le premier ministre d'avoir, à notre invitation sans doute, révisé sa décision qui avait pour effet de ne pas assister à la réunion de St. Andrews. Je suis très heureux de m'associer à ceux qui ont pris la parole pour lui dire que c'est son devoir d'être là. Son gouvernement a été élu pour être un bon et vrai gouvernement provincial. C'est le devoir du premier ministre de la province de Québec d'être présent aux conférences interprovinciales. Je suis très heureux de voir qu'il sera là et qu'il tâchera, je l'espère bien, de représenter dignement toute la population du Québec à cette réunion.

M. le Président, je suis très heureux de voir que le premier ministre a eu l'occasion de rencontrer le président de la conférence prévue pour les 18 et 19 août, c'est-à-dire le premier ministre du Nouveau-Brunswick. J'aurai l'occasion dans quelques instants, conformément au règlement, de poser des questions au premier ministre. C'est à ce moment, je l'espère, que le premier ministre renseignera davantage cette Chambre sur ce qu'il pourra dire — ce qui ne sera pas confidentiel — enfin, ce qui sera d'intérêt public. J'espère qu'il pourra renseigner davantage cette Chambre sur le résultat de ses entretiens avec le premier ministre du Nouveau-Brunswick.

Je voudrais encore une fois féliciter le premier ministre du Nouveau-Brunswick d'être ici avec nous aujourd'hui. Je l'invite à continuer la politique qu'il a déjà commencée vigoureusement, c'est-à-dire de protéger les minorités francophones dans sa province. Je vous remercie.

M. Burns: M. le Président, je regardais M. Hatfield et je pense qu'il désire le député de Bonaventure comme chef de l'Opposition.

Le Président: A l'ordre!

M. Levesque (Bonaventure): Il faut rappeler, M. le Président, que cela fait déjà quelques années que nous nous faisons face et que la baie des Chaleurs nous sépare.

M. Proulx: On veut le garder, M. le Président.

Le Président: Alors, motion adoptée unanimement.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le premier ministre, et sans commentaire, s'il vous plaît.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Réponse de MM. Davis et Blakeney

M. Lévesque (Taillon): Je ne demanderai même pas le consentement, M. le Président. Je dépose tout de go deux réponses qui me sont parvenues — d'autres étaient dans les journaux, celles-là je n'ai pas à les déposer — à propos de la lettre que j'avais envoyée aux premiers ministres des provinces, celle de M. Davis, de l'Ontario, et celle de M. Blakeney, de la Saskatchewan.

Le Président: Documents déposés.
M. le ministre des Finances.

Synthèse des opérations financières et budgétaires pour l'année 1977/78

M. Parizeau: M. le Président, conformément à l'engagement que j'annonçais lors de mon discours sur le budget en avril dernier, je suis heureux de déposer en cette Chambre la synthèse des opérations financières et budgétaires pour l'année 1977/78, pour le trimestre qui a pris fin le 30 juin dernier.

Le Président: Documents déposés.
Période de questions orales.
M. le chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Accords de réciprocité avec les provinces

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma première question, évidemment j'en ai donné avis au premier ministre, j'espère qu'il l'appréciera comme il apprécie d'autres avis qui lui sont donnés à l'avance, est celle-ci: Le premier ministre pourrait-il nous renseigner sur l'état de la question relativement à cette réciprocité et particulièrement sur le résultat des entretiens qu'il a eus aujourd'hui avec le premier ministre du Nouveau-Brunswick?

M. Lévesque (Taillon): L'état de la question, après moins d'une semaine, on comprendra qu'il est encore plus ou moins en gestation. Il y a eu une réponse, que je laisse à la Chambre et aux commentateurs le soin d'apprécier, de M. Davis à la suite d'une réunion de son cabinet de l'Ontario. Il y a eu une réponse, basée sur des principes, mais qui ne ferme pas la porte à la discussion, de la part de M. Hatfield. Il y a eu une réponse plutôt positive, à mon avis, de M. Blakeney. Les journaux m'ont appris que M. Campbell, de l'Ile-du-Prince-Édouard, n'était pas particulièrement enthousiaste. Et jusqu'ici, il n'y a pas eu de réaction — c'est la fin de juillet pour tout le monde — de la part de M. Bennett ou de ses collègues en Colombie-Britannique, ni de la part de M. Lougheed — je pense qu'on doit en discuter en Alberta avant la fin de la semaine — ni de la part de la Nouvelle-Écosse, ni de la part de M. Moores, à Terre-Neuve. Pour ce qui est de la rencontre avec M. Hatfield, très rapidement, je répète — cette fois j'espère que j'ai le consentement du chef de l'Opposition pour répondre à sa question — que je crois que l'entretien a été extrêmement fructueux, au moins sur le plan personnel, parce que je connaissais M. Hatfield depuis... La première fois que je l'avais aperçu, c'était dans une assemblée électorale en 1970. Il venait se renseigner sur l'évolution du Québec. Si j'ai bien compris les souvenirs qu'on a échangés, il en a gardé un bon souvenir. Il se souvenait même de certains des gens qui travaillaient avec nous. Je ne veux pas le compromettre. Il était venu simplement comme

observateur à ce moment-là. Mais tout en se référant à des choses comme cela, on a parlé aussi de l'ordre du jour de la conférence de St. Andrews où, pour des raisons qui tenaient aux difficultés de la session et aussi au fait que l'ordre du jour au départ ne paraissait pas nécessairement substantiel, disons, je ne voyais pas de raison d'y aller au milieu du mois d'août, mais l'ordre du jour s'est enrichi depuis.

Je ne veux pas entrer dans le détail, parce que M. Hatfield m'en a donné une idée, il l'a même envoyé par télex ces jours derniers, mais il a donné une dizaine de jours aux premiers ministres des diverses provinces pour donner leurs impressions, pour ajouter, si besoin est, à l'ordre du jour, mais déjà il est beaucoup plus chargé qu'il ne l'était les années précédentes. Cela comporte pas mal de questions intéressantes. De plus, on s'est mis d'accord pour inscrire à l'ordre du jour de la deuxième journée, le 19 août, cette question de la réciprocité. Le Québec, à ce moment, sera appelé à l'articuler et à l'expliquer de façon plus substantielle devant l'ensemble des premiers ministres présents.

Pour ces deux raisons, la première étant qu'on va pouvoir parler d'un thème qui est encore tout récent, en parler à un forum de chefs de gouvernement dont c'est la juridiction d'en parler, dont c'est la compétence constitutionnelle, dans le contexte actuel, on va pouvoir en discuter. La seconde, parce qu'il y a d'autres sujets qui se sont ajoutés, qui semblent intéressants pour tout le monde. Donc, j'ai décidé de confirmer à M. Hatfield que nous serions présents, M. Morin et moi, les 18 et 19 août, à St. Andrews.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, tout simplement deux questions additionnelles assez courtes. La première touche une déclaration du premier ministre à la suite de certaines réactions de ses collègues des autres provinces et même à la suite d'une intervention du député de Notre-Dame-de-Grâce, indiquant qu'il serait possible d'imbriquer, dans la constitution canadienne, les droits des minorités. Le premier ministre du Québec a eu comme réaction le fait que l'éducation était de juridiction exclusivement provinciale.

Ma première question additionnelle est celle-ci. M. le Président, comment concilier cette vue du premier ministre et les dispositions de l'article 93 de la constitution canadienne qui, tout en disant que l'éducation est de juridiction exclusive des provinces, implique et comporte des réserves pour l'école confessionnelle, par exemple? M. le Président, à mon sens, c'est sur quoi porte ma question — je pense que le préambule était nécessaire pour l'intelligence de ma question et surtout de la réponse — si le ministre de l'Éducation était plus loquace ailleurs et moins ici, peut-être serions-nous plus avancés dans les projets de loi 1 et 101.

M. Morin (Sauvé): Vous parliez d'intelligence au sujet des questions?

M. Levesque (Bonaventure): Je n'ai pas parlé de fatuité, comme on me le signale. M. le Prési-

dent, je demande ceci au premier ministre: Continue-t-il de dire que, imbriquer, dans la constitution canadienne, des dispositions pour la protection des minorités, à travers le Canada, dans le domaine de l'éducation, toucherait à ce principe de l'exclusivité de la juridiction provinciale en matière d'éducation, tenant compte justement des dispositions que l'on retrouve présentement et déjà dans l'article 93 de la constitution?

M. Morin (Sauvé): Oui...

M. Lévesque (Taillon): Je pense que, sans aller consulter des experts constitutionnels, très clairement, cette juridiction qui en est une de souveraineté, cela a d'ailleurs déjà été suffisamment souligné par toute une série d'opinions juridiques que les commissions d'enquête avaient recueilli au Québec, il y a déjà quelques années, cela a été étoffé depuis par d'autres opinions juridiques, je crois qu'en dépit des tortures qu'essaie de faire subir à l'article 93, le chef de l'Opposition, il y a une juridiction exclusive des provinces. Je pense que le Québec est loin d'être le seul à le dire, d'ailleurs, et que le forum interprovincial dans la structure constitutionnelle actuelle est l'endroit pour en parler.

D'ailleurs, je ferai remarquer au chef de l'Opposition, de plus, que c'est tellement vrai et tellement reconnu d'instinct, que s'il se réfère, par exemple, à l'accord Robarts-Bertrand de 1969, il trouvera à l'article 2 des choses qui, justement, vont dans le même sens qu'on croit devoir élargir — tout de même, c'est cela qu'on propose — soit cette thèse de la réciprocité qu'on a évoquée récemment. L'article 2 parle substantiellement d'un engagement pratique dans les limites du possible des deux provinces par rapport à leur minorité respective, dans le domaine de l'éducation. Je souligne cela simplement pour faire remarquer au chef de l'Opposition et à d'autres qui cherchent midi à quatorze heures depuis quelque temps que des accords bilatéraux avec des engagements réciproques sur l'exercice de droits comme ceux-là, il y a des précédents.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je pense que le premier ministre n'a pas saisi le sens de la question ou n'a pas voulu y répondre directement. La question est bien simple pourtant.

Si le premier ministre déclare que l'éducation est de juridiction exclusive des provinces, nous en sommes, nous l'avons dit et répété et je pense que tous les gouvernements...

M. Lévesque (Taillon): Démêlez-vous.

M. Levesque (Bonaventure): ... nous le retrouvons d'ailleurs dans le premier paragraphe de l'article 93 de la constitution; donc il n'y a absolument rien à dire là-dessus, tout le monde est d'accord. Sauf que dans le même article 93, et c'est là le but de ma question, on retrouve des dispositions qui protègent les écoles confessionnelles. Le fait, M. le Président, d'avoir de telles dispositions, et c'est là ma question, est-ce que

cela a empêché le principe, que l'on a dégagé depuis longtemps, de s'appliquer? Je ne pense pas.

Est-ce que le premier ministre ne croit pas que si on ajoutait, parmi ces dispositions aux écoles confessionnelles, la protection des droits des minorités en matière d'enseignement à travers le Canada, est-ce que, pour cela, on enlèverait aux provinces leur exclusivité et leur compétence totale en matière d'éducation? Je sou mets que non, mais j'attends la réponse du premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je ne répondrai pas au discours du chef de l'Opposition. Je lui rappellerai simplement que l'interprétation est tellement claire, de ce qui découle de cet article et qui est conditionné d'abord et avant tout par l'exclusivité de la juridiction, que même l'ancien chef du chef de l'Opposition, l'ancien premier ministre qui n'était pas particulièrement revendicatif à ses heures, admettait que cette exclusivité n'avait aucune limite. Non seulement il l'admettait, mais il le soutenait. Alors je ne vois pas pourquoi on reculerait là-dessus. Deuxièmement, je ne vois pas ce que le fédéral, qui est déjà fourré partout où il n'a pas d'affaires, sauf pour des raisons électoralistes dont M. Trudeau portera la responsabilité, je ne vois pas ce que le fédéral viendrait faire avec une autre ingérence dans un domaine qui ne le regarde pas.

M. Levesque (Bonaventure): Une dernière question, M. le Président. Je ferai remarquer qu'il est impossible, dans une période de questions, de réellement toucher à cette question d'une façon sérieuse et réellement fondamentale. Nous trouverons une autre occasion, je l'espère, pour pouvoir en discuter, et je pense que c'est assez important pour que j'en donne un avis au premier ministre. Ma question additionnelle est celle-ci, M. le Président.

M. Charron: Sur une question de règlement, M. le Président.

Le Président: Je m'excuse, M. le chef de l'Opposition, il y a une question de règlement qui est soulevée par le leader adjoint.

M. Charron: Pour ne pas interrompre plus longuement la période de questions, je pense que le chef de l'Opposition vient de lui-même vous signaler le rappel au règlement. Lorsque nous aborderons l'étude, article par article, du projet de loi 101 et de cet amendement qu'a déjà annoncé le gouvernement, ils auront toute l'occasion de faire valoir ces arguments plutôt qu'à l'intérieur de la période de questions.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma dernière question additionnelle, il y en a peut-être d'autres, ma dernière question additionnelle est celle-ci. Vu le rapport que nous a fait le premier ministre, et vu qu'il semble bien que le processus interprovincial, etc., va prendre un certain temps, je ne pense pas me tromper puisqu'on parle d'une réunion préliminaire le 19 août, etc.,

pendant ce temps, nous aurons à disposer probablement du projet de loi no 101, à moins que l'Assemblée n'accepte de remettre à trois mois l'étude de ce projet, est-ce que le premier ministre, M. le Président, pourrait nous indiquer quelle est la décision prise à l'heure actuelle, quant au sort réservé soit à la clause Québec ou à la clause Canada?

M. Lévesque (Taillon): Oui, le sort qui est réservé — la suite du débat le prouvera — c'est qu'il y a une ouverture dans un des articles de la loi qui prévoyait déjà des permis temporaires pour des citoyens non québécois, qu'il y a une ouverture via la possibilité d'accords de réciprocité bilatéraux avec d'autres provinces, que cela reste l'attitude du gouvernement et que cela reste également la ferme intention du gouvernement, quel que soit le temps que cela prendra, d'aller jusqu'à la troisième lecture et à l'adoption du projet de loi no 101 avant qu'on puisse parler d'ajournement.

M. Mailloux: M. le Président, il y a quelques mois, le gouvernement...

Le Président: C'est une question principale que le député de Notre-Dame-de-Grâce veut poser, et j'ai donné la parole à M. le député de Charlevoix.

M. Mackasey: M. le Président, je pense que je suis complètement dans l'ordre avec une question supplémentaire. Par respect pour le premier ministre du Nouveau-Brunswick, je vais poser la question en anglais.

Mr. President, could the Prime minister inform the Assembly whether Premier Hatfield has in any way altered his position which he stated clearly that he is not prepared to enter into any reciprocal agreement with Quebec or any other province concerning the teaching of the second language because he regards that as a fundamental right of the minority in its province and not something to bargain with. In other words, as I understood the Premier, Mr. Hatfield stated very clearly that the rights of the French minority in his province are not something to be honoured of being part of a reciprocal agreement. Am I right in presuming that Premier Hatfield has refused to enter into a reciprocal agreement in this particular field.

M. Lévesque (Taillon): In order to be as courteous to our visitor as the member from NDG, I will answer in English very briefly. The talk I had with Premier Hatfield did not intend to inverse his initial reaction to our proposal. I do not think he had changed his attitude about the principle of the thing, but we did get into, let us say, a brief discussion about the implementation of principles. In other words, where, factually, do we stand? Premier Hatfield knows, as we all know, that New Brunswick is making up for lost time, like other Canadian provinces as compared to the traditional status which was extended and entrenched for so long to the English-speaking minority in Quebec. On that basis of practical implementation, I opened

up just a little argument, an initial argument from our side, that there could be, possibly, room for agreement bilaterally about what we do, as Ontario accepted in 1969, in article of the Ontario-Quebec protocole, let us say, or agreement. All of that, anyway, it is going to be articulated more specifically by the Quebec government in order that we can go with more substantial elements to the same time to this conference, which I accepted, with Mr. Morin, to attend next month.

M. Mackasey: One more question, Mr. President. It is in a conciliatory and in a very positive sense because I am hoping Premier Hatfield will complete his promise to me, that I am going fishing on the Miramichi. He refused to extend that invitation to me last year and I expect he will do it this year.

M. Lévesque (Taillon): He is listening!

M. Mackasey: However, having said that, I can always smell a conservative behind me, I assure you, Mr. Prime Minister, in all seriousness, has Premier Hatfield retreated in any way from the position which he took publically, that is that he does not intend to enter into any reciprocal arrangement with the province of Quebec since he considers that the fundamental rights of the French minority in that province and the English-speaking minority in this province are fundamental, and he is not prepared to enter into a reciprocal agreement? I wish the Prime minister would answer that question, yes or no.

M. Lévesque (Taillon): Cette fois-ci je vais répondre au député en français, s'il le permet, pour lui dire simplement ceci. Je n'ai pas à commenter davantage l'attitude, que M. Hatfield a d'ailleurs expliquée devant les membres de la Tribune de la presse, lors d'une conférence de presse qu'on a eue après notre rencontre. Je dirai au député de Notre-Dame-de-Grâce que je ne suis pas l'interprète de M. Hatfield. Je dirai simplement qu'on va en discuter à St. Andrews. Je l'ai déjà dit, M. Hatfield a accepté que la question soit inscrite au programme, c'est lui qui préside la conférence des premiers ministres. On verra à ce moment-là. Pour ce qui est des propos que M. Hatfield a eu à tenir après la rencontre, je pense qu'il serait pour le moins inélégant que le député de Notre-Dame-de-Grâce continue à me demander des interprétations et des commentaires.

Le Président: Le député de Charlevoix.

Engagement de notaires concernant l'expropriation

M. Mailloux: M. le Président, il y a quelques mois le gouvernement annonçait son intention d'économiser dans le domaine de l'expropriation et, pour ce faire, il cesserait de négocier avec des notaires de la pratique privée et quelques notaires

seraient engagés pour faire ce travail. Le ministre des Transports voudrait-il me dire si au moment où on se parle il serait exact que, pour environ 7000 dossiers pour lesquels il y a eu entente entre les parties, il n'y aurait aucun notaire désigné? Serait-il également exact, au moment où on se parle, qu'il n'y ait que quatre notaires qui travaillent à ces dossiers?

Serait-il exact également que le ministre des Transports s'apprête à recommander au Conseil des ministres qu'il vaudrait peut-être mieux pour le gouvernement, d'agir comme l'Hydro-Québec et permettre que chacun des expropriés aille au choix de son notaire pour faire avancer son dossier?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Lessard: C'était exact il y a quelques jours, mais ce n'est plus exact actuellement. En ce qui concerne le nombre de cas d'expropriation, lorsqu'on parle de 6000 c'est un peu exagéré. On m'informe que ce serait entre 2000 et 3000 cas.

Il est exact que nous n'avons que quatre notaires, étant donné la réforme qui a été engagée, pour régler ces problèmes au niveau du ministère de la Justice. J'ai rencontré le ministre de la Justice pour discuter du problème qui avait été soulevé à l'Assemblée nationale par le député de Charlevoix. Je me suis entendu avec ce dernier, pour que pendant une période très limitée, soit une période d'environ trois ou quatre mois afin de régler justement ces cas qu'il m'apparaît urgent de régler, que nous puissions demander aux personnes soumises à l'expropriation de choisir elles-mêmes leur notaire. Nous n'avons pas l'intention de revenir à la situation antérieure. Au contraire, nous avons l'intention de continuer cette réforme et d'avoir les notaires nécessaires pour que les différents dossiers qui sont couverts, tant par le ministère de la Justice que par le ministère des Transports et les autres ministères, soient confiés à des notaires permanents de la fonction publique. Dans ce cas précis, puisqu'il s'agit véritablement d'un problème d'urgence et qu'on ne peut pas accepter que des personnes qui ont été expropriées par l'Etat ne soient pas payées dans le plus bref délai possible, nous avons décidé de passer outre au règlement. Pendant une période très limitée, nous avons dû accepter de recourir aux services de notaires de pratique privée.

Le Président: M. le député de Charlevoix.

M. Mailloux: M. le Président, je remercie le ministre de sa réponse. Le ministre voudrait-il me dire si dans le cas de tous les expropriés qui n'ont eu absolument aucun acompte — la loi 88 oblige à verser 70% de la valeur donnée — pour lesquels le gouvernement est dans l'illégalité, les intéressés pourront avoir le choix immédiat de leur notaire. C'est le gouvernement qui est dans l'illégalité actuellement pour de très nombreux cas dans la province. Est-ce qu'on permettra à ceux-là de régulariser la situation en leur permettant de choisir un notaire dans l'immédiat.

M. Lessard: M. le Président, en collaboration avec le ministre de la Justice, nous essayons, justement, d'ajuster le système afin que personne ne subisse préjudice par cette réforme, dans laquelle nous nous sommes engagés. Personne ne subira préjudice. Si nous constatons qu'il y a un préjudice subi par des expropriés, nous allons prendre toutes les mesures nécessaires pour que ces personnes puissent recevoir le montant d'argent normal, en fait, selon la Loi de l'expropriation.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Lalonde: M. le Président, question additionnelle.

Le Président: Additionnelle?

M. Lalonde: Oui. Le ministre de la Justice ou le ministère a-t-il participé au choix des notaires? Quels sont les critères qui ont été — je comprends que ce sont des notaires de pratique privée — établis pour le choix des notaires?

M. Bédard: Un critère, un notaire au choix de l'exproprié et non des notaires choisis par nous.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

Problèmes de la police de la CUM

M. Fontaine: Question principale, M. le Président. Ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Justice. Devant les réactions du milieu, notamment du président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal, M. Hannigan, au projet de loi no 57 du ministre de la Justice, visant à régler certains problèmes au niveau de la force policière de la communauté urbaine, le ministre serait-il d'accord, avant d'aller plus avant dans sa législation, pour entendre l'exécutif de la Communauté urbaine au sujet, notamment, de l'abolition que celui-ci souhaite du Conseil de sécurité publique?

M. Bédard: Tel que je l'ai dit, j'ai eu l'occasion de rencontrer déjà M. Hannigan. Je me propose de le rencontrer à nouveau. Je lui avais d'ailleurs écrit au moment du dépôt du projet de loi afin de l'inviter à me faire connaître, s'il y avait lieu, d'autres éléments qu'il aurait pu ne pas porter à mon attention lors de la consultation que j'ai faite.

Il n'est pas question, quand même, de commission parlementaire, étant donné les nombreuses consultations qui ont été faites à propos de cette loi. Lorsque nous aurons l'occasion de discuter la loi, article par article, je pense que c'est à ce moment que nous pourrions expliciter le bien-fondé de chacun des articles en question.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: Le ministre serait-il également d'accord, par ailleurs, et dans les circonstances, pour retarder encore quelque temps, quelle que soit la valeur du candidat en vue, l'arrivée d'un nouveau directeur de la police de Montréal, de façon à éviter, comme le soulignaient certains observateurs, d'avoir à le changer, une fois la nouvelle structure de police de Montréal arrêtée? En d'autres mots, le ministre ne pense-t-il pas que ce serait mettre la charrue devant les boeufs que de nommer immédiatement un nouveau directeur?

M. Bédard: Je crois que ce qui est prioritaire, pour le moment—et c'est ce que j'ai dit—c'est d'adopter la loi 57? Ensuite, nous verrons.

M. Fontaine: M. le Président, par ailleurs, le ministre ne pense-t-il pas qu'il ferait mieux d'attendre également le rapport du comité Saulnier sur ce sujet?

M. Bédard: Selon mes remarques, le projet de loi 57 constituait des mesures immédiates qui s'imposaient, étant donné l'état de détérioration qu'on connaît, et, effectivement, on devrait tenir compte de certaines recommandations qui pourraient être faites par le groupe de travail de M. Saulnier, ou encore tenir compte, aussi, dans une réévaluation qui pourrait se faire en temps et lieu, de ce qui pourrait survenir s'il y avait une restructuration municipale au niveau de l'ensemble de la Communauté urbaine de Montréal. Mais étant donné que cette restructuration n'est quand même pas municipale, n'est quand même pas pour demain, je crois qu'il y a lieu—c'est ma conviction profonde—de procéder immédiatement à l'adoption de la loi 57 qui constitue des mesures immédiates qui s'imposent.

Le Président: M. le député de Verdun.

M. Caron: M. le Président, question additionnelle. Le ministre de la Justice a révélé la semaine dernière qu'il avait demandé au directeur Daigneault, de la CUM, de démissionner. Est-il exact que la lettre de démission que le ministre a présentée au directeur Daigneault avait été préparée soit de sa main ou selon ses instructions?

M. Bédard: J'ai répondu à cette question la semaine dernière, je n'ai pas d'autres choses à ajouter.

M. Caron: Question additionnelle à cela, M. le Président. Est-il exact que le ministre de la Justice a offert un poste de tout repos et bien rémunéré en échange de la démission? Est-il exact que le directeur Daigneault a refusé de démissionner dans le moment?

M. Bédard: Ce que j'ai dit — et je le redis — c'est que ma conviction est qu'il existe un problème de structure qu'il faut absolument résoudre, et pour ce, la loi 57 constituera un pas important. J'ai dit également qu'il y avait un pro-

blème d'hommes, que j'avais eu plusieurs entretiens tant avec M. Daigneault qu'avec M. L'Ecuyer, que ces derniers m'avaient clairement indiqué leur intention de quitter leur poste, que des discussions se continuaient. Dans le cas précis de M. Daigneault, en réponse à votre deuxième question, je pense que, étant donné l'expérience policière indubitable de M. Daigneault, il était normal d'évoquer la possibilité d'employer ses énergies à d'autres responsabilités, si tel était son désir.

M. Le Moignan: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Verdun.

M. Caron: M. le Président, serait-il possible de savoir quel poste M. Daigneault aura au ministère de la Justice? Sinon, s'il ne veut pas démissionner de lui-même, avez-vous l'intention de prendre les grands moyens?

M. Bédard: J'ai l'habitude de prendre les problèmes à mesure qu'ils se présentent. Pour le moment, je crois que ce qui est prioritaire, c'est de faire adopter la loi 57. Pour le reste, je pense avoir dit, jusqu'à maintenant, que tant en ce qui a trait à M. L'Ecuyer qu'à M. Daigneault, il y avait un problème d'hommes, qu'il y aurait même un problème de caractère qui contribuait à rendre les choses très difficiles, qu'il y avait également, on le sait, un état de frustration au niveau de l'ensemble du corps policier, un malaise certain, et que je me croirais irresponsable si je ne procédais pas immédiatement à préconiser la mise en place de certaines mesures immédiates qui s'imposent et qui sont contenues dans la loi 57.

Le Président: M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: M. le Président, M. le ministre a mentionné, il y a quelques instants, qu'il avait en vue la restructuration municipale à Montréal...

M. Bédard: Je m'excuse, j'ai dit qu'à l'heure actuelle ce n'était pas l'intention du ministre des Affaires municipales de procéder immédiatement à certaines réformes qui pourraient s'imposer au niveau de la Communauté urbaine et que, d'autre part, il y avait urgence à procéder immédiatement en ce qui regarde le problème même du service de police de la Communauté urbaine, et c'est ce que nous faisons par le projet de loi 57.

M. Saint-Germain: M. le Président, je comprends très bien que ces solutions sont pour des problèmes immédiats. Mais vous projetez, tout de même, d'après vos déclarations, de restructurer, à long terme, la vie municipale sur l'île de Montréal.

M. Bédard: C'est la responsabilité du ministre des Affaires municipales.

M. Saint-Germain: Vous l'avez mentionné, de toute façon.

M. Bédard: C'est la responsabilité du ministre des Affaires municipales.

M. Saint-Germain: Ma sous-question s'adresserait au ministre des Affaires municipales.

Le Président: Je pense qu'il n'y a plus de sous-question, M. le député de Jacques-Cartier.
M. le député de Gaspé.

Aide gouvernementale aux ACEF

M. Le Moignan: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre d'Etat au développement social. Le ministre peut-il nous assurer dès maintenant, surtout en cette période où le Québec est plus affecté que toute région et tout autre pays par la hausse du coût de la vie, que la Fédération des associations coopératives d'économie familiale, mieux connue sous le nom d'ACEF où le ministre a été lui-même une âme efficace dans le passé, est-ce que cet organisme va bénéficier de l'aide du gouvernement du Québec dans la lutte qu'il mène en matière de protection du consommateur et d'endettement de celui-ci, surtout dans les régions éloignées des grands centres qui peuvent bénéficier d'autres services?

M. Marois: M. le Président, comme il s'agit vraiment d'un dossier qui relève de la gestion spécifique comme telle du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, je vais laisser, si le député le permet, ma collègue répondre à cette question.

Mme Payette: M. le Président, j'ai déjà répondu à une question du député de Beauce-Sud sur le même sujet, il y a quelques jours, expliquant que nous avons reçu au ministère, il y a une semaine, pour \$360 000 de demandes de subventions des ACEF, aussi bien au niveau des régions que de la fédération des ACEF. Comme cela s'ajoute en plus à \$450 000 de demandes venant d'autres associations de protection du consommateur, nous avons fait connaître, à la fin du printemps, au début de l'été, comment nous interviendrions pour accorder des subventions. Je vous rappelle que l'année dernière, le ministère ne disposait que de \$181 000 de subventions. Cela nous laisse le problème de trouver la différence pour l'instant. Et ce n'est qu'à la fin de l'été que nous saurons comment nous distribuerons les subventions.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: M. le Président, question principale qui fait suite à la question additionnelle que je voulais poser hier. Hier, à l'Assemblée nationale, on a fait largement mention des coûts d'aménagement de la résidence du délégué général du Québec à Paris. J'aimerais demander au ministre

des Affaires intergouvernementales si l'ex-délégué — on se rappellera que tout cela a été dû au départ organisé et prématuré de l'ex-délégué — du Québec à Paris, actuellement en vacances — quand je dis "vacances", c'est entre guillemets — c'est-à-dire est-ce qu'il est à la solde du gouvernement, d'une part? Deuxièmement, est-ce qu'on a l'intention de lui confier un travail particulier ou si on a l'intention de le placer sur une tablette de luxe?

Affectation de l'ancien délégué général à Paris

M. Morin (Louis-Hébert): M. le Président, j'ai une très brève expérience parlementaire et je me rends compte qu'il y a des questions qui sont plus difficiles que d'autres. Il y en a deux dans celles qui m'ont été posées. La première: Est-ce que l'ancien délégué général à Paris est en vacances? Je pense que oui. Eh oui! La deuxième question est plus embêtante en ce sens qu'en vertu d'une procédure administrative légèrement compliquée, M. Cloutier, avant son départ, a été nommé conseiller spécial à l'Exécutif, ne relevant pas de cette façon — et c'est un cas unique pour un délégué général — du ministère des Affaires intergouvernementales.

En conséquence, j'en ai déjà parlé dans cette Chambre, je dois humblement dire que, maintenant que M. Cloutier n'est plus employé de mon ministère, il serait séant que je passe la parole à son nouveau patron, le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, j'avoue que je n'en suis pas encore revenu de cette découverte qu'on a faite de l'affectation permanente, au Conseil exécutif, de M. Cloutier.

M. Morin (Sauvé): Jolie combine.

M. Lavoie: C'est la trouvaille du siècle pour le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): En tout cas, c'était sûrement une trouvaille et c'était une trouvaille tellement originale que je me suis permis, je l'avoue bien humblement, dans l'intérêt, je crois, du principal intéressé, de lui écrire récemment. Je n'ai pas encore eu de réponse, que je sache; je pourrai vérifier. Je lui ai conseillé, vu ses aptitudes professionnelles bien connues et le fait qu'il a encore une riche carrière devant lui, possiblement, de penser peut-être à y renoncer, mais c'est son droit de se maintenir. Au cas où il déciderait de se maintenir, je consulterai M. Morin pour savoir à quel dossier spécialement stratégique on pourrait l'affecter à son retour.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, une dernière question là-dessus.

M. Roy: Une question, mais je voudrais bien, M. le Président, m'en tenir au règlement et ne pas aller dans les hypothèses. Je conviens que cela va

être assez difficile, mais quand même. On me permettra et on m'excusera d'avance. Etant donné qu'il y a peu de possibilités qu'il y renonce, je comprends que c'est hypothétique, est-ce...

Le Président: Je vous souligne, M. le député de Beauce-Sud, que c'est une question hypothétique.

M. Roy: M. le Président, cela fait trois fois qu'on interroge le gouvernement à ce sujet et j'aimerais bien connaître les intentions du gouvernement. Etant donné qu'il est actuellement à l'emploi du gouvernement et bien payé par les deniers de la province, je pense que cela intéresse tous les contribuables québécois de savoir si on a effectivement l'intention de lui confier un travail spécifique.

M. Lévesque (Taillon): Cela rejoint, d'une façon qui est particulièrement, disons absurde, ce problème de cumul qu'on retrouve, parce que je crois que M. Cloutier, comme ancien député et ancien ministre, doit également toucher une pension, ce qui implique ce cumul. J'ai retrouvé certains des anciens — et là je ne vise personne en particulier...

M. Lavoie: Partielle.

M. Lévesque (Taillon): En tout cas, disons que c'est absurde...

M. Lavoie: Il n'a pas fait huit ans. Pour qu'elle soit totale, c'est huit ans.

M. Lévesque (Taillon): ... que c'est abusif. J'ai essayé de convaincre amicalement M. Cloutier — il n'y a pas d'ironie là-dedans et ce n'est pas péjoratif. Il a une compétence professionnelle, il a même déjà été une vedette de la chaîne de télévision pour les conseils aux âmes mal prises. Vu ses compétences professionnelles bien connues, le fait qu'il est déjà pensionné de l'Etat et cette surpension sous la forme d'un poste qui est nécessairement artificiel après un changement de gouvernement, quand on sait le passé politique de M. Cloutier, je lui ai conseillé amicalement de se rendre compte de l'absurdité de la situation. Il n'est pas obligé. A ce moment-là, ce serait peut-être l'occasion — il va falloir y arriver un jour ou l'autre — de voir comment on doit régler toute cette question des tablettes qui cumulent dans divers coins du gouvernement.

Le Président: M. le député d'Outremont.

M. Grenier: Question principale.

Fléchissement de la construction industrielle

M. Raynauld: Ma question s'adresse au ministre d'Etat au développement économique. Sans doute le ministre a dû se rendre compte que les

statistiques sur les investissements sont difficiles à interpréter ces dernières semaines. Est-ce qu'il a pris connaissance... Il faudrait que vous fassiez un peu d'investissements dans la question avant de réagir. Est-ce que le ministre a pris connaissance des chiffres qui ont été publiés par la Communauté urbaine de Montréal, où on montre que pour les six premiers mois les contrats de construction industrielle ont baissé de 74% et, à l'intention du ministre des Finances, ils ont diminué aussi de 60% par rapport à 1975?

Vu que ces statistiques ne semblent pas compatibles avec les autres qui ont été publiées la semaine dernière, je voudrais savoir sur quelle série le ministre a basé ses déclarations d'hier ou d'avant-hier, sur quelle série il a basé le prétendu document secret dont la presse a fait état. Si, comme je le pense, il s'agissait tout simplement d'une copie de la dernière enquête fédérale, comment se fait-il qu'on cite le ministre comme ayant déclaré que l'on investit plus au Québec en 1977 alors que nous en sommes encore à des intentions?

M. Landry: Sur la première partie de la question, M. le Président, cette publication semble particulièrement intéresser le député d'Outremont parce qu'il la reçoit toujours avant moi. Je ne l'ai pas reçue. La dernière fois qu'il m'a posé la question, il se rappela que je lui avais demandé de me passer le document, et il ne l'avait pas. L'a-t-il cette fois-ci?

M. Raynauld: Oui.

M. Landry: Alors, je l'analyserai et je lui donnerai une réponse dans les meilleurs délais. Sur la seconde partie de la question...

M. Raynauld: Est-ce que je vais le déposer?

M. Landry: ...le député d'Outremont a raison. En effet, il s'agissait de commentaires que je faisais sur des statistiques publiées par Statistique Canada, sur les prévisions d'investissements révisées à la demi-année, et dans ce cas, je dois lui dire que pour moi il n'y avait aucune espèce de difficulté d'interprétation. Dans les intentions d'investir, comme cela était clair d'après les chiffres rendus publics, le taux de croissance des investissements manufacturiers au Québec est exactement, pour la présente période, le double de ce qu'il est en Ontario. C'est la même chose pour les investissements totaux: 11.7% d'accroissement au Québec en 1977 contre 6.2% en Ontario.

Le député d'Outremont, qui connaît bien l'économie, comprendra qu'il ne faut pas chanter victoire au sujet d'un indicateur, que la conjoncture est difficile et qu'elle reste difficile. Cependant, je lui demanderais de reconnaître honnêtement avec ses collègues de l'Opposition que cet indice des investissements prévus au Québec est un facteur extrêmement favorable, et pour peu qu'ils nous aident à l'exploiter dans l'opinion publique, il peut devenir un multiplicateur psycholo-

gique et faire que l'économie du Québec, en dépit des circonstances adverses, réalise des performances plus considérables que l'Ontario et le reste du Canada au cours de la prochaine période.

M. Raynauld: Une question additionnelle, M. le Président. J'aimerais en effet, si c'était possible, essayer de donner confiance aux investisseurs, mais la difficulté c'est que les indicateurs sont tout à fait contradictoires, et je pense que cela n'aide pas la population lorsque le gouvernement fait des vantardises...

Le Président: Pourrais-je vous demander de formuler votre question, s'il vous plaît.

M. Raynauld: Ny aurait-il pas lieu, dans les circonstances, que le ministre essaye de tirer ces statistiques au clair? Qu'il essaye de comparer les enquêtes qui ont été faites? Ne pourrait-il pas suivre la suggestion que le premier ministre a faite la semaine dernière d'essayer de donner des chiffres qui puissent permettre de faire ces comparaisons pour que les investisseurs et l'ensemble des Québécois soient mieux informés qu'avec des enquêtes qui, du moins à première vue, apparaissent tout à fait contradictoires, comme le ministre d'Etat au développement économique le sait très bien?

M. Landry: M. le Président, dans la question du député d'Outremont, vraiment, la deuxième partie me bouleverse. Il a été, à temps plein, président d'une prestigieuse institution qui s'appelle le Conseil économique du Canada. A ce moment je ne l'ai jamais entendu mettre la fiabilité de Statistique Canada en cause. Je m'étonne, en le retrouvant sur les banquettes de l'autre côté de cette Assemblée, de l'entendre me demander de faire des clarifications — alors qu'il était payé à temps plein pour les faire — sur les méthodes de Statistique Canada.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

Subventions aux Jeux du Québec

M. Grenier: M. le Président, au ministre délégué au Haut-Commissariat, que j'avais prévenu de ma question à une couple de reprises, étant donné qu'elle commence à vieillir un peu, comme le ministre a rencontré — je ne parle pas du ministre, je parle de la question qui vieillit — les représentants des Jeux du Québec il y a environ un mois et qu'il y aurait eu des ententes verbales quant aux subventions accordées aux différentes régions participantes, y aurait-il lieu de savoir du ministre si sa lettre d'intention a suivi à la Société des Jeux du Québec ou non?

M. Charron: Oui, M. le Président. Je savais qu'à cause du processus budgétaire qui a été forcément retardé cette année à cause des élections, certains partenaires du haut-commissariat

connaissaient des difficultés, ne connaissant pas l'enveloppe budgétaire dont ils disposeraient. Alors, avant même de procéder à l'envoi, j'ai profité de la rencontre qui a eu lieu, si je me souviens bien, le 7 juin 1977, avec la Société des Jeux du Québec, au cours de laquelle je l'ai informée de l'enveloppe globale dont elle allait disposer cette année — suite à l'adoption du budget — pour chacune des régions. Sur le champ, j'ai autorisé la Société des jeux à avertir chacune des régions du montant dont elles allaient disposer, de sorte que l'anxiété qui gagnait plusieurs endroits puisse être éteinte le plus rapidement possible.

J'ai expliqué que ce n'était, en aucun temps, ma faute ou celle de quiconque, mais, alors qu'au début on achemine le budget vers novembre ou décembre, cette année, à cause du changement de gouvernement, on a dû le faire seulement en janvier ou février.

M. Grenier: Une dernière question additionnelle et je lui donnerai deux volets pour ne pas trop utiliser de temps. Est-ce que je crois comprendre que les régions n'ont pas reçu encore de lettre d'intention qui leur permettrait d'emprunter pour se financer? Deuxième partie, je parle ici de la région de Sherbrooke relativement à l'organisation des Jeux du Québec. Je sais que, avec les implications des constructions et d'infrastructure, un total de \$225 000 devrait être donné. Les intéressés vont-ils le recevoir prochainement?

M. Charron: M. le Président, d'abord sur la question du budget de chacune des régions du Québec, ce n'est pas à moi de le donner en vertu du protocole d'entente, mais bien à la Société des jeux du Québec de les en avertir. Quant à moi, j'avertis la Société des jeux du Québec du budget d'ensemble et c'est à elle, par la suite, de faire le partage entre chacune des régions. Si cela n'a pas été fait, je n'en suis pas responsable, cela ne relève pas de ma responsabilité ni de mon autorité.

Deuxièmement, pour ce qui est de la ville hôtesse des Jeux du Québec, qui s'ouvriront le 18 août prochain, c'est plus de \$225 000 qui sont investis dans cette région. J'ai déjà, il y a maintenant un mois et demi, prévenu la municipalité ou la ville de Sherbrooke qu'il s'agissait d'un investissement total qui dépasse \$300 000; les \$225 000 dont parle à bon droit le député font partie de la subvention régulière à la ville hôtesse, pour l'organisation des jeux. Traditionnellement, le député en conviendra, cette subvention est remise par le ministre — c'était le cas de mon prédécesseur et j'ai l'intention de maintenir la coutume — responsable ou délégué au haut-commissariat, le jour même de l'ouverture des jeux, au maire de la ville hôtesse. C'est ce que j'ai l'intention de faire, lorsque j'ouvrirai les jeux, le 18 août prochain, à Sherbrooke.

Le Président: J'invite maintenant, M. le ministre délégué à l'environnement, à répondre à une question qui a été posée antérieurement par M. le député de D'Arcy McGee.

Assez brièvement s'il vous plaît.

Qualité du milieu du travail dans les fonderies

M. Léger: M. le Président, je vais y répondre le plus brièvement possible, étant donné que la question est quand même très sérieuse et nécessairement technique. Le député de D'Arcy McGee m'avait demandé, puisqu'il avait vu dans des études publiées récemment des incidences accrues de cancer parmi les travailleurs de fonderies et alumineries de la Colombie-Britannique, si le Québec possédait des données sur l'expérience québécoise dans de telles industries?

Alors, je tiens à dire, premièrement que j'ai rendu public, il y a trois semaines ou un mois, un rapport d'étude sur la qualité du milieu de travail dans les fonderies du Québec. Je ne sais pas si le député est au courant; de toute façon, je lui en ferai parvenir une copie s'il ne l'a pas. Le rapport détermine qu'on n'a pas prouvé comme tel, d'élément cancérigène dans les fonderies qui ont été visitées, ce qui ne veut pas dire nécessairement qu'il n'y en a pas. On n'en a pas découvert, on a plutôt découvert des problèmes de poussière de silice qui amène une maladie possible de silicose. Toutefois, 25% des fonderies produisent des concentrations de poussière supérieures à la moyenne permise qui est de dix millions de particules par pied cube. Et 45% des fonderies visitées dépassent aussi les normes de gaz, soit de SCh, ou de carbone, pour 50 particules par million, qui est la moyenne permise.

Devant cela, M. le Président, nous avons demandé aux fonderies de nous préparer un plan de dépollution accompagné d'un échéancier. Nous avons rencontré aussi l'Association des fonderies du Québec, pour la mettre au courant des intentions du service de l'environnement.

Finalement, nous avons aussi évalué que les mesures correctives de la situation pourraient amener les coûts de 15% à 30% de l'évaluation actuelle des usines existantes, et que pour les usines à venir, comme celle de Farnham, qui a été annoncée dernièrement, cela pourrait coûter de 15 à 20% pour répondre aux normes de sécurité des travailleurs.

Maintenant, si le député veut avoir des détails supplémentaires concernant l'aspect de la protection de la santé des travailleurs, c'est le ministre d'Etat au développement social qui a le dossier.

Question de privilège

Mise au point de M. Springate concernant un article de journal

Le Président: Alors, je voudrais signaler à cette Chambre que j'ai reçu un avis, suivant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 34 que je vous lis: "Mr. Speaker, please be advised that following today's questions period I intend to raise a question of privilege based on an article that was published in today's *Le Soleil*. Et c'est signé: le député de Westmount. Alors, M. le député de Westmount, je vous demande de vous en tenir à la question de privilège et d'être succinct.

M. Springate: M. le Président, dans l'édition du Soleil d'aujourd'hui, la manchette de première page se lit comme suit: "Springate et Shaw ont tout loisir de désobéir civilement". Le premier paragraphe de cet article se lit comme suit: "Les députés opposés à la Charte du français, comme MM. William Shaw et George Springate, ne courent absolument aucun risque à inviter les Anglo-Québécois à ne pas respecter la future loi et à flirter avec la désobéissance civile: cette notion n'existe tout simplement pas dans les lois québécoises". Et un autre paragraphe du même article: "La question de la désobéissance civile s'est introduite dans le débat à la faveur de la présence de deux députés anglophones, MM. William Shaw (Pointe-Claire) et George Springate (Westmount) à une assemblée de parents anglo-protestants qui s'est déroulée à Montréal, lundi dernier".

M. le Président, les manchettes et les propos de cet article donnent nettement l'impression, et portent une accusation grave, que j'ai demandé ou que je vais suggérer à mes concitoyens de ne pas se soumettre à une loi adoptée en cette Chambre. De mon siège, comme député, je dis à cette Chambre que, ni de près ni de loin, je n'ai jamais incité à la désobéissance d'une loi et je n'ai aucune intention de le faire.

J'ai travaillé pendant douze ans dans les rues de Montréal comme policier. Je possède deux diplômes en droit: droit civil et droit commun. J'enseigne le droit. I know the difference between combatting a law legally and I have, and I will continue to fight bill 101 with every legal recourse at my disposition. But there is a difference between that and urging citizens to disobey a law. Mr. Speaker, there is no one in this House who fought bill 22 harder, harsher, stronger than I did. But everytime I fought it here, in radio stations, newspaper articles, it was done legally. And there is not a soul anywhere who can tell me that I asked people to disobey a law. There was never any disobedience of a law urged by my words on that radio station. That is exactly what they said and they never, from close or far, ran into that, Mr. Speaker. I happen to believe, Mr. Speaker's, in DICEY's rule of law and in that old latin axiom "dura lex, sed lex". Et, M. le Président, je dois ajouter que je parle pour moi-même.

Je laisserai à d'autres députés d'autres formations politiques de s'expliquer eux-mêmes sur les paroles que peut-être ils ont dites, soit ici ou ailleurs, ou peut-être ce qu'ils ont pu prononcer concernant la désobéissance civile.

Peut-être, M. le Président, que le Soleil se base sur un article qui a été publié dans le Montreal Star du mardi 26 juillet. Le premier paragraphe se lit comme suit: Parents representing English language schools from Aylmer to the Gaspé voted overwhelmingly last night to ask their schools boards to defy bill 101 and open English schools to all who apply, including francophones students.

M. le Président, je demande le consentement unanime de la Chambre pour me permettre de rétablir les faits. L'accusation qui a été portée dans le...

M. Burns: C'est ce que vous êtes censé faire depuis quinze minutes.

M. Springate: Non, non, cela ne fait pas quinze minutes.

Le Président: Je m'excuse, M. le député de Westmount. M. le leader du gouvernement, je comprends que vous vous êtes reposé durant trois jours, et je me rends compte que cela deviendra plus fatigant pour la présidence, mais je vous demanderais votre collaboration, compte tenu de la gravité de la question qui est soulevée. On peut donner quelques minutes à M. le député de Westmount. Je vous demanderais de conclure le plus rapidement possible.

M. Burns: M. le Président, je veux simplement dire au député de Westmount que je ne veux pas l'empêcher de rétablir les faits, mais je ne veux pas non plus qu'on lance un débat qui n'est pas permis dans le cadre de l'article 34. Ce n'est que cela que je voulais dire.

Le Président: Il n'y aura pas de débat, M. le leader du gouvernement.

M. Springate: M. le Président, simplement pour rétablir les faits, c'est que lundi soir, c'est vrai, j'ai assisté à cette rencontre, ce "meeting", cette réunion, si vous voulez. Mais jamais, à cette assemblée, il n'y a eu motion, débat, discussion sur le fait que les écoles anglaises soient ouvertes dès le mois de septembre à tous les étudiants de la province de Québec. Qu'est-ce qui est arrivé? C'est ceci: quelqu'un s'est levé et il a dit: C'est cela que je vais faire. C'est ce que notre groupe va faire. No motion, no seconder, no debate, no vote more importantly. There is nothing there. What are they doing in the Star? I don't know.

M. le Président, je dois ajouter aussi que je n'ai jamais parlé au reporter du Soleil, Raymond Giroux, concernant cet article. J'ai été ici lundi, mardi, mercredi et aujourd'hui. Il ne m'a jamais téléphoné. Il n'a même pas eu la politesse de me téléphoner pour me demander mon opinion.

Je demande aussi, M. le Président, que le Soleil rétracte l'article et la manchette qui ont été publiés aujourd'hui, and, Mr. Speaker, that they give equal importance, in le Soleil, in my case. M. le Président. Je vais conclure, I have enough faults. It is easy as hell to criticize George Springate but, if you are going to criticize me, at least speak on my faults. You don't have to invent them. I have enough. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, après ce brillant exposé d'un de nos collègues, nous allons passer à autre chose; comme me le suggère le ministre de l'Education, cette mise au point cruciale et assez importante.

Après certaines consultations, M. le Président, il apparaît qu'un certain nombre de choses au feuilletton pourraient être possiblement examinées

sans beaucoup de difficultés. Avant les projets de loi privés qui apparaissent aux articles 26 à 30, j'appellerais la prise en considération du rapport qui apparaît à l'article 25.

**Prise en considération du rapport
de la commission qui a étudié
le projet de loi no 59**

Le Vice-Président: La Chambre prend en considération le rapport de la commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié le projet de loi no 59, Loi concernant le rôle de la valeur locative de la ville de Montréal. Ce rapport est-il agréé?

M. Lavoie: Agréé.

M. Levesque (Bonaventure): Agréé.

M. Burns: Je dois souligner que c'est un brillant rapport qui nous a été déposé par le député de Viau.

M. Lavoie: Un discours.

M. Burns: Troisième lecture, M. le Président, je présume, séance subséquente ou prochaine séance.

Le Vice-Président: Troisième lecture, séance suivante ou autre séance.

M. Burns: D'accord. M. le Président, dans l'ordre, je n'aurai pas à vous les appeler les uns après les autres, je pense que cela ne pose pas de problèmes, du moins, selon ce que le rapport des commissions parlementaires nous indique, j'appelle les articles 26, 27, 28, 29 et 30, s'il vous plaît!

Projet de loi no 205

Deuxième lecture

Le Vice-Président: Si vous le permettez, je vais quand même les prendre l'un après l'autre. M. le député de Laprairie étant présent, il propose la deuxième lecture du projet de loi no 205, Loi modifiant la Charte de la ville de Laprairie. Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

Projet de loi no 223

Deuxième lecture

Le Vice-Président: Adopté. M. le député de Trois-Rivières propose la deuxième lecture du projet de loi no 223, Loi modifiant la Charte de la cité des Trois-Rivières.

M. Lavoie: Dans ce cas, M. le Président, nous préférons que le député de Trois-Rivières fasse son discours immédiatement.

Le Vice-Président: Vous savez fort bien que M. le député n'est pas obligé de faire un discours.

M. Lavoie: On veut l'entendre, M. le Président.

M. Burns: Vous l'entendrez bien assez vite!

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

Projet de loi no 227

Deuxième lecture

Le Vice-Président: M. le député de Papineau propose, à son tour, la deuxième lecture du projet de loi no 227, Loi concernant la ville de Mont-Laurier.

M. Lavoie: On va l'adopter.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

M. Burns: Adopté.

M. Lavoie: A condition qu'il donne son droit de parole au député de Trois-Rivières encore.

M. Levesque (Bonaventure): Ou au député de Laurier.

Une Voix: On pourrait s'amuser.

M. Lavoie: D'accord, le suivant.

Projet de loi no 234

Deuxième lecture

Le Vice-Président: M. le député de Duplessis propose la deuxième lecture du projet de loi no 234, Loi concernant la ville de Fermont.

M. Levesque (Bonaventure): Discours.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

M. Lavoie: A moins que cinq députés ne s'y opposent, c'est la troisième lecture.

Le Vice-Président: Je pense que c'est le dernier, M. le leader parlementaire du gouvernement. Nous devons passer ensuite aux troisièmes lectures. M. le député d'Iberville propose...

Une Voix: Est-il présent?

Le Vice-Président: Oui, j'ai vérifié à chaque fois, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle. Vous savez que j'aurais choisi quelqu'un d'autre, s'il n'eût point été présent.

M. Levesque (Bonaventure): Très bien.

M. Lavoie: C'est bien cela.

Projet de loi no 242

Deuxième lecture

Le Vice-Président: M. le député d'Iberville propose la deuxième lecture du projet de loi 242, Loi concernant la ville de Richelieu. Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi.

M. Burns: Selon les dispositions de notre règlement, nous pourrions faire passer la troisième étape à ces projets de loi. Si cela pose le moindre problème, je n'ai pas d'objection à les rappeler demain. Cela éviterait, cependant, de réimprimer ces articles à notre feuilleton de demain. J'en fais la suggestion.

M. Lavoie: M. le Président, nous aimerions bien collaborer, mais, par contre, étant donné qu'il s'agit de réimpression de cinq articles uniquement, j'aimerais vérifier avant, étant donné qu'il peut possiblement y avoir eu des commentaires ou des remarques, et je préfère qu'on réserve la troisième lecture pour la prochaine séance.

Le Vice-Président: Est-ce que je pourrais...

M. Burns: J'imagine qu'il y a plus de cinq députés qui s'y opposent.

Le Vice-Président: Un instant, s'il vous plaît! Est-ce que je peux demander, à la suite de ces cinq articles, s'il y a cinq députés qui s'opposent, en vertu de l'article 114?

M. Lavoie: Oui, mais ne me laissez pas tomber!

Le Vice-Président: Troisième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

M. Burns: D'accord, M. le Président, pas de problème.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, j'appellerais, pour le moment, l'article 7 pour permettre au chef de l'Union Nationale de terminer le discours qu'il a été obligé d'interrompre hier soir à cause de l'heure de tombée de nos travaux.

Et, immédiatement après le discours du chef de l'Union Nationale, parce que je ne voulais pas le couper en deux, nous reviendrons à l'article 6 et nous reprendrons le débat sur l'article 101.

M. Lavoie: Si je comprends bien, lorsque le chef de l'Union Nationale aura terminé son intervention sur la loi 48, lui-même proposera l'ajournement du débat.

M. Burns: Non, moi-même, je proposerai l'ajournement du débat ou l'un ou l'autre des leaders adjoints.

M. Lavoie: Est-ce que je pourrais demander s'il y a eu consultation, négociation entre le gouvernement et l'Union Nationale sur cette procédure?

M. Burns: Non.

M. Lavoie: C'était l'intention du chef de l'Union Nationale de faire cela.

M. Burns: Non. J'ai tout simplement — je peux le dire ouvertement et en toute clarté — reçu une demande du leader par intérim de l'Union Nationale afin de permettre au chef de l'Opposition de terminer son discours. On me dit qu'il lui reste environ 15 ou 20 minutes. Reconnaisant le fait qu'il n'était pas normal que le chef de l'Union Nationale, qui s'attendait à terminer son discours aujourd'hui, se voie, à toutes fins pratiques, placé dans une situation de faire un discours en deux parties, l'une hier soir et l'autre on ne sait quand, j'ai accédé à cette demande. Je considère qu'elle est tout à fait normale et légitime. C'est dans ce sens que — même si j'ai averti les collègues leaders que j'ai rencontrés ce matin — en principe, nous revenons à l'article 101, à la suite de la demande que je considère légitime de la part du chef de l'Union Nationale. J'ai pensé que nous devions appeler l'article 7. Je pense que ce serait très bas à l'endroit d'un chef de parti de ne pas le faire.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président.

Le Vice-Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Si je comprends bien la suggestion du leader du gouvernement, c'est de passer immédiatement à l'étude du projet de loi no 48. Nous sommes pleinement d'accord?

M. Burns: Pour permettre au chef de l'Union Nationale...

M. Levesque (Bonaventure): Mais, ce qui m'inquiète, c'est qu'on laisse en plan l'étude en deuxième lecture de ce projet de loi. Est-ce que je ne pourrais pas suggérer au leader du gouvernement que l'on poursuive l'étude du projet de loi no 48 afin de permettre au ministre de l'Industrie et du Commerce d'avoir son...

Le Vice-Président: Si vous le permettez. A l'ordre, s'il vous plaît! Trois remarques très brèves. D'abord, je pense que tout le monde admettra que c'est au leader parlementaire du gouvernement d'appeler l'article qu'il désire appeler au moment présent. Il a appelé l'article 7, si je ne me trompe pas. Lorsque M. le chef de l'Union Nationale aura repris la parole et aura terminé son exposé, c'est à ce moment que nous verrons ce qui se passera. Alors, nous reprenons... Oui, M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: C'est probablement sous la forme d'une demande de directive que je dois, à ce moment-ci, intervenir. Tout le monde se rappelle, M. le Président, que mardi soir, on a demandé le consentement unanime de tous les députés en cette Chambre pour faire sauter la journée des députés du mercredi et discuter du projet de loi no 48, sous prétexte que c'est un projet de loi à incidence économique de grande importance et urgent. Je ne conteste pas cela, je pense que c'était vrai et c'est encore vrai. Si c'était vrai et si c'est encore vrai, M. le Président, à moins — évidemment, je ne connais pas tous les dessous de l'affaire — qu'il y ait tellement de discours et que ce soit un "filibuster", il me semble qu'avec la collaboration du leader parlementaire du gouvernement, on pourrait peut-être terminer très rapidement la deuxième lecture de ce projet de loi 48. J'avais, M. le Président, et je le soumets très humblement aussi l'intention de prendre la parole sur ce projet de loi. Il me semble que si on le reporte ad vitam aeternam, je serai moins disposé, mercredi prochain, à donner le consentement unanime, si ce n'est pas pressant à ce point.

Le Vice-Président: D'accord. Je ne le prends pas comme une demande de directive, M. le député de Rouyn-Noranda. Je dis simplement ceci: On place la présidence devant une hypothèse de ce qui va se passer après, même si le leader parlementaire du gouvernement a annoncé d'avance ses couleurs, enfin, ce qu'il entendait faire. Il prendra les moyens qu'il juge à propos pour y arriver et, à ce moment, la présidence et l'Assemblée décideront si ce sont les moyens réguliers pour y arriver.

Sur ce, c'est la reprise du débat sur la motion de M. le ministre de l'Industrie et du Commerce, proposant que le projet de loi no 48, Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel, soit maintenant lu une deuxième fois. A l'ajournement, c'est M. le chef de l'Union Nationale, le député de Lotbinière, qui avait la parole.

Projet de loi no 48

Deuxième lecture

M. Rodrigue Biron (suite)

M. Biron: M. le Président, avant de reprendre où j'en étais hier, je tiens à remercier le leader du gouvernement de me permettre aujourd'hui de terminer mon intervention commencée hier soir, quand même assez tard, sur ce projet de loi. Hier soir, j'avais fait plusieurs suggestions au ministre de l'Industrie et du Commerce, spécialement en ce qui regarde les avantages fiscaux afin de permettre aux grandes entreprises d'y participer aussi vis-à-vis de leurs investissements. J'avais fait aussi certaines suggestions, quant à l'achat uniquement à l'état neuf de produits de machinerie de construction ou autres, de pouvoir y ajouter des achats à l'état même usagé. J'avais fait aussi une suggestion, et j'en étais là, quant aux zones réservées pour pouvoir profiter de cette nouvelle loi. Je suggérais d'y ajouter la zone de Montréal en particulier parce qu'à Montréal, il y a beaucoup de manque d'investissements, spécialement dans le domaine industriel, et les statistiques toutes récentes nous le prouvent encore. Voilà pourquoi je trouve aussi important de pouvoir y ajouter cette zone et faire participer nos petites, moyennes et grandes entreprises de cette zone à cette nouvelle loi afin de créer des emplois à Montréal.

Là-dessus, j'ai peut-être une autre suggestion — et nous viendrions sur ces principes de cette loi, quand même, que nous voulons discuter en commission parlementaire — c'est ce maximum imposé à la participation d'une entreprise au point de vue de ses impôts à payer. On sait qu'on a mis un plafond de 50% sur la possibilité des impôts à payer d'une entreprise par laquelle l'entreprise peut bénéficier de l'aide du gouvernement. Je crois que dans les années extrêmement difficiles comme celles que nous traversons présentement, il y aurait peut-être lieu, pour les petites et moyennes entreprises, d'ouvrir ce maximum possible pour les entreprises et aller même jusqu'à 100% des impôts à payer pour, en particulier, les petites et moyennes entreprises afin de les encourager à investir davantage dans l'économie du Québec.

Un autre principe que je suis quand même heureux de voir, c'est qu'on essaie d'aider les entreprises qui ne se nuiront pas sur ce nouveau marché à chercher au Québec. On dit, à l'article 26 en particulier, que cette subvention ou cette aide à l'investissement pourra venir si l'entreprise peut prouver que sa nouvelle production ne nuira pas de façon notable aux autres entreprises de la zone concernée. Je voudrais avoir plus d'explications là-dessus, lors de l'étude de ce projet de loi. Qui jugera s'il y a un marché disponible? Qui jugera si cette nouvelle entreprise nuit ou ne nuit pas aux entreprises déjà existantes? Il y aurait lieu d'être plus clair dans ce projet de loi en particulier.

Ce sont les quelques reproches que je fais à la loi même si, en principe, nous appuierons ce pro-

jet de loi. Nous constatons aussi, en particulier, que les entreprises qui ont le plus besoin à l'heure actuelle de stimulants fiscaux, soit les entreprises qui ne font pas ou à peu près pas de profit et qui auraient besoin de stimulants de la part du gouvernement, soit pour moderniser leurs installations, acheter de nouveaux brevets ou de nouveaux équipements, ou pour diversifier la nature de leur production, ces entreprises qui ne font pas de profit ne pourront pas malheureusement bénéficier des bienfaits de la loi, des stimulants fiscaux au développement industriel.

Donc, la situation économique au Québec exige des actions, beaucoup d'actions, mais exige aussi des actions beaucoup plus vigoureuses, et c'est à ce niveau que se situent nos réserves vis-à-vis du projet de loi. Loin de nous l'intention de chercher des coupables, mais nous avons manifesté, lors du discours inaugural, notre intention d'appuyer toutes les politiques du gouvernement qui, à notre avis, serviraient les intérêts de l'ensemble de la population du Québec.

Nous refusons de nous engager dans une guerre de chiffres stérile et inutile, dans des discussions inutiles. Tout ce que nous voulons c'est collaborer avec le gouvernement lorsqu'il prendra des décisions dans les meilleurs intérêts de la population du Québec.

Je me souviens d'avoir dit à plusieurs reprises, et je le redis, M. le Président, que pour nous les intérêts de la population québécoise, les intérêts du Québec, des Québécois et des Québécoises passent avant l'intérêt du parti ou des partisans de l'Union Nationale. C'est pourquoi nous voulons collaborer et suggérer de nombreuses améliorations aux différents projets de loi.

Ce qu'il faut faire, en observant les statistiques économiques de la province de Québec, c'est le diagnostic sur l'état de santé de l'économie qui nous fait tous vivre et duquel dépend notre niveau de vie. Il est temps d'arrêter de comparer les statistiques avec celles de l'Ontario ou du reste du Canada. Il faut plutôt reconnaître que cela va mal ou que les perspectives sont tout au moins récessives et qu'il importe de poser les gestes qui pourraient possiblement améliorer la situation dans laquelle nous nous trouvons présentement. C'est un geste, par ce nouveau projet de loi, qui a été posé et nous voudrions voir poser d'autres gestes. Il ne s'agit pas de dire que cela va bien au Québec lorsque cela va mal, lorsque les perspectives sont difficiles. Il s'agit d'être honnêtes dans la situation actuelle et d'essayer de poser les meilleurs gestes possible dans les meilleurs intérêts de la population du Québec.

Un des principaux effets d'un allègement fiscal significatif serait de permettre des investissements suffisants pour diminuer sensiblement le niveau de sous-emploi dans la province. Ainsi, la population active du Québec est passée de 2 794 000 à 2 884 000 entre juin 1976 et juin 1977. Cela représente donc une augmentation de 2,1% de la population active au Québec. Pendant ce temps le nombre des travailleurs est passé de 2 566 000 à 2 580 000, soit une augmentation de

0.5%; donc, l'augmentation des travailleurs est inférieure à l'augmentation de la population active. Il ressort de l'analyse de ces statistiques une vérité qu'aucun économiste ne pourra démentir. L'économie québécoise ne génère pas suffisamment d'emplois pour compenser l'augmentation de la population active.

Dans une période de récession, le rôle principal de l'Etat est de stimuler au maximum l'activité économique de façon à assurer la survie de notre cycle économique. Nous traversons, à l'heure actuelle, une période difficile. Par exemple, l'Etat peut accroître la disponibilité du revenu des contribuables de façon à leur permettre de consommer suffisamment pour maintenir le rythme de production et le taux d'emplois à des niveaux respectables.

Le gouvernement n'a pas posé ce geste, en refusant, à l'occasion du budget annuel de cette année, l'indexation des impôts, ne fût-elle que partielle. Pourtant on avait fait des promesses dans cette direction. Au contraire, on a imposé de nouvelles taxes à la population du Québec; donc, moins d'argent disponible pour consommer pour la population québécoise.

Une autre façon de réduire l'impact de la récession sur la production et l'emploi serait de déprécier la monnaie de façon à accroître la valeur des exportations mais cette solution risque d'amener une augmentation de l'inflation et ne règle pas le problème de la création d'emplois et ne règle pas le problème particulier du Québec.

Il existe une solution qui pourrait être davantage exploitée par le gouvernement québécois et qui est de la juridiction du gouvernement provincial. Le gouvernement a les leviers économiques nécessaires pour cela. C'est de réduire au maximum les effets néfastes du chômage en le combattant directement par la création d'emplois permanents nouveaux. Pour ce faire, il faut favoriser les investissements. Bien sûr, des sommes d'argent investies au Québec dans l'économie par des travaux du gouvernement créent des emplois, mais créent des emplois d'une façon temporaire. Ce que nous voulons, c'est la création d'emplois permanents en aidant les entreprises à investir davantage.

Le but du projet de loi est de créer des emplois permanents et il est louable. Mais nous devrions aller beaucoup plus loin dans cette direction. Le projet de loi no 48 ne permet d'appliquer cette mesure que d'une façon très limitée et ainsi les effets de la mesure seront véritablement négligeables. Il faudrait en effet trouver une formule qui permette aux entreprises dont la situation financière est précaire de bénéficier de l'aide gouvernementale dans la mesure où un développement de l'entreprise, soit par l'amélioration des équipements ou par la diversification de la production, pourrait éventuellement amener la rentabilité de l'entreprise, le maintien et la création d'emploi.

Il faudrait également prévoir pour les entreprises non actuellement rentables un mécanisme d'exemption fiscale reportable sur les trois pro-

chaines années où elles inscriront un profit à leurs états de revenus et dépenses.

Nous proposons même que l'Etat garantisse à une banque ou à une institution prêteuse, le montant égal à 25% de l'investissement jusqu'à concurrence de \$100 000 si éventuellement l'entreprise ne pouvait acquitter sa dette, ce qui permettrait à beaucoup d'entreprises non rentables à l'heure actuelle d'investir des sommes d'argent plus considérables ou, au moins, d'investir et de créer de nouveaux emplois avec l'endossement du gouvernement du Québec.

Bien sûr, éventuellement, certaines entreprises ne pourraient payer leurs dettes, mais cela représente encore un montant minime pour la quantité d'emplois que nous pourrions créer au Québec. Pour ceux qui s'inquiètent de cette mesure, disons qu'elle pourrait être financée en très grande partie par les sommes non réclamées du fonds de relance industrielle ou par d'autres fonds votés par le Parlement. D'autre part, le ministère de l'Industrie et du Commerce de même que le Centre de recherche industrielle du Québec ont établi une liste d'industries dans lesquelles le potentiel de développement est important et où le marché et les ressources de production sont avantageuses.

Pour n'en citer que quelques-unes, il y a la fabrication d'articles en matière plastique, de machines et d'équipements divers, l'industrie des aliments et boissons, l'industrie du bois et bien d'autres. Il faudrait que le ministère du Revenu et le ministère de l'Industrie et du Commerce définissent le plus rapidement possible un programme d'avantages fiscaux qui pourrait aider l'implantation d'entreprises nouvelles dans ces secteurs de pointe, et spécialement dans le secteur de l'alimentation où nous savons que nous produisons des aliments pendant quelques mois seulement au cours de l'été et que nous en dépensons pendant douze mois chaque année. Il y a peut-être lieu d'ouvrir davantage notre loi, pour permettre aux entreprises dans le domaine de l'alimentation et surtout aux cultivateurs du Québec, aux producteurs agricoles de bénéficier davantage de cette loi, pour les aider à bâtir soit des entrepôts frigorifiques ou d'autres équipements par lesquels nous pourrions conserver nos aliments pendant une plus grande période de temps.

Nous espérons que le livre vert sur la recherche scientifique que déposera avant la fin de l'année, j'espère bien, le ministre d'Etat au développement culturel contiendra des mesures dans le sens que nous proposons ici. Je présume que, suite à nos revendications, le parti ministériel nous rétorquera que les prévisions de Statistique Canada concernant les investissements au Québec présentent une situation que certains ministres ont qualifiée de satisfaisante. Je ne voudrais pas faire ici preuve d'irréalisme et prétendre que la situation des investissements au Québec est absolument mauvaise. Je ne crois pas que ce soit le cas.

Cependant, il faut bien comprendre que certains projets ne créeront que très peu d'emplois

par rapport au montant total de l'investissement. Ainsi, les \$100 millions qu'investira CIL à Bécancour ne créeront que 80 emplois. Il faut également bien comprendre que les investissements qui augmenteront de \$1,1 milliard en 1977 comprennent déjà \$740 millions dans les services d'utilité publique. Je me réjouis des quelque 14 000 emplois qui sont créés par les travaux en cours sur le territoire de la baie James en particulier.

Néanmoins, il faut se méfier de ce genre d'investissements, car l'expérience des dix dernières années nous montre bien qu'ils ne créent pas des emplois à long terme, mais plutôt des emplois à court terme. Ce dont nous avons besoin au Québec actuellement, ce sont des emplois à long terme. Nous proposons au gouvernement de favoriser les investissements en sachant très bien que la courbe de croissance des investissements au Québec n'est peut-être pas inquiétante en termes de valeur des investissements, mais plutôt du fait que la nature de ces investissements n'assure pas une création suffisante de nouveaux emplois et d'emplois plus durables.

La position de l'Union Nationale est d'autant plus défendable que l'ensemble des milieux d'affaires du Québec s'inquiète de la situation actuelle de non-investissement au Québec. Le rapport du Conseil du patronat estimait à \$600 millions le manque à gagner des investissements au Québec. Ce chiffre n'est peut-être pas tout à fait exact ou scientifique, mais il exprime quand même une inquiétude généralisée. Il faut s'en servir pour orienter les décisions à prendre, pour nous, au gouvernement du Québec, afin d'avoir un climat ambiant qui permettrait aux investisseurs d'investir davantage au Québec et d'être un peu plus en sécurité dans leurs investissements.

Un examen des données disponibles sur les investissements au Québec en 1977, peut nous aider à mieux comprendre la situation. L'augmentation des investissements sera, selon la prévision de Statistique Canada, de \$1,1 milliard. A ce jour, ce milliard comprend les \$200 millions de l'Alcan, les \$35 millions de GM et les \$100 millions de CIL. On y retrouve également les \$740 millions des services d'utilité publique. On remarque qu'il y a effectivement très peu d'investissements qui se rattachent au secteur de la PME et que des mesures fiscales généreuses pourraient provoquer.

La venue de nouveaux investissements peut se provoquer par des mesures fiscales à même ce projet de loi 48 qui est excellent à cet égard, mais qui, encore une fois, ne va pas assez loin. Nous voudrions voir de plus en plus de PME investir dans le Québec. Je sais que le ministre de l'Industrie et du Commerce croit, lui aussi, à ces entreprises essentiellement québécoises qui vont investir chez nous. A l'heure actuelle, il semble que l'inquiétude anime beaucoup plus des Québécois et des PME que des grandes entreprises ou des multinationales vis-à-vis du climat politique ou économique du Québec. Voilà pourquoi j'encourage le ministre de l'Industrie et du Commerce à se montrer beaucoup plus généreux avec son projet de loi et faire en sorte que beaucoup plus de

PME du Québec puissent investir en nouveaux équipements ou en nouvelles constructions de toutes sortes chez nous.

Il existe un certain nombre de mesures dont j'ai fait mention dans mon discours sur une motion de blâme, face à la politique économique de l'actuel gouvernement. Dans un premier temps, j'avais proposé un rabais d'impôt pour toute petite et moyenne entreprise faisant affaires au Québec. Ce rabais pourrait être de l'ordre de 75% des impôts payables au Québec, alors que la loi nous parle de 50% pour les trois prochaines années fiscales, à condition que cet argent soit réinvesti dans des entreprises nécessitant du capital de risque. On sait, en effet, qu'aucune institution financière, y compris certains organismes gouvernementaux comme la SDI ou la Banque fédérale de développement, ne consentent à rendre disponibles des capitaux de risque. Le ministre me répondra qu'il y a peut-être des SODEQ. Mais encore là, les SODEQ ne sont pas assez connues et ne sont pas assez à la portée des petites et des moyennes entreprises. Il y a un développement considérable qu'on peut faire dans ce domaine et surtout une publicité, une information à donner aux petites et moyennes entreprises. Mais avant que les SODEQ ne remplissent véritablement leur rôle essentiel, cela va prendre plusieurs années. Voilà pourquoi il faut commencer immédiatement. On ne peut pas attendre au Québec, on ne peut pas courir le risque d'attendre cinq ou dix ans avant de développer économiquement les petites et moyennes entreprises et avoir du capital de risque pour ces entreprises. Il faut procéder immédiatement. On est même très en retard.

Une autre façon d'aider les investissements serait de permettre un amortissement accéléré pour toutes les entreprises allant jusqu'à 150% des investissements faits avant le 31 décembre 1978. Là aussi, avec ce projet de loi, on permet certains amortissements. Mais il faudrait aller même au-delà du 100% d'investissements pour permettre à certaines entreprises de déprécier jusqu'à 150% de la valeur investie. Mais lorsqu'on investit dans du capital de risque, on investit dans de l'équipement ou de la construction, on crée ainsi des emplois permanents au Québec et, éventuellement, le gouvernement pourrait en profiter, parce qu'il y aurait beaucoup plus de Québécois qui pourraient travailler et gagner de l'argent chez nous.

Il est surprenant que le modèle suédois, dont le gouvernement s'est inspiré dans sa création du fonds de relance industrielle, n'ait pas été suivi en ce qui concerne l'institution d'une banque de capital de risque et l'application d'un programme d'amortissement accéléré. Je voudrais insister avec vigueur sur la proposition de déduction spéciale des impôts pour les employés concernés de toute petite ou moyenne entreprise, dans laquelle au moins 25% du capital-actions sera détenu par les travailleurs actifs de l'entreprise. Encore ici, le gouvernement aurait avantage à s'inspirer du modèle qui lui a donné son épithète de social-démocrate, et cesser de se contenter de mots.

Voilà quelque chose de nouveau que j'avais

suggéré ici à Québec il y a une semaine et demie ou dix jours à propos de la participation de travailleurs au capital de risque, au capital-actions, des petites et moyennes entreprises qui pourraient aider leurs employés à y investir davantage, à participer aux décisions et aux profits de l'entreprise. Voilà pourquoi je répète au ministre de l'Industrie et du Commerce qu'il y aurait lieu, à même sa loi encore, de permettre davantage de déduction de l'impôt pour les entreprises dans lesquelles les employés concernés ont au moins une participation de 25% du capital-actions. Cela pourrait produire de nouveaux investissements au Québec.

Il faudrait également prévoir un mécanisme de remboursement aux PME de toute augmentation du salaire minimum décrété par le gouvernement durant les trois prochaines années. Parce qu'on empêche les investissements en augmentant le salaire minimum rapidement. Encore une fois, je ne suis pas contre l'augmentation du salaire minimum, pour autant qu'on puisse augmenter la productivité ou pour autant que cette mesure sociale soit payée véritablement par tous les Québécois. Le salaire minimum, parce qu'il faut qu'une mesure sociale, de ce genre, soit payée par l'ensemble des citoyens et non pas seulement par un groupe particulier d'individus ou d'entreprises. Je pense que le ministre de l'Industrie et du Commerce devrait se pencher sur cette proposition et l'étudier sérieusement.

En résumé, nous allons voter pour ce projet de loi en deuxième lecture, même si nous avons certaines réserves dans le sens que le projet ne va pas assez loin. Nous allons intervenir en commission parlementaire afin de l'améliorer si possible. Nous ne croyons pas que ce projet va provoquer suffisamment d'investissements créateurs d'emplois durables ou permanents au Québec, mais nous pourrions certainement l'améliorer dans ce sens. Ce projet de loi ne tient, encore une fois, en terminant, malheureusement pas compte des entreprises qui ne font que peu ou pas de profits.

Nous devons donc faire un effort supplémentaire dans cette direction. Nous allons faire aussi un effort supplémentaire dans la direction d'une négociation avec le gouvernement canadien pour profiter au maximum des services offerts par le ministère de l'Expansion économique régionale ou le ministère de l'Industrie et du Commerce et faire profiter nos entreprises québécoises des services ou de l'aide qui peut être apportée par le gouvernement canadien.

Il faut cesser nos critiques, maintenant, au point de vue des investissements. Au point de vue économique, il faut véritablement s'attabler pour trouver ou prendre des actions nécessaires qui vont favoriser les investissements, qui vont améliorer la productivité, augmenter le salaire. Favoriser les investissements va faire en sorte que nous pourrions aussi augmenter notre marketing, notre mise en marché, et aider les entreprises, véritablement, à vendre à l'extérieur du Québec, le meilleur centre de distribution, la meilleure façon de distribuer nos produits. Surtout, j'encourage énormément le gouvernement à continuer dans la

direction de l'aide à la recherche scientifique ou la recherche de marché. Je l'ai dit hier et je le répète que, malheureusement au Québec, nous ne faisons pas assez de recherches scientifiques. Nous devons faire en sorte que les Québécois deviennent de plus en plus novateurs, entrepreneurs et n'aient véritablement pas la crainte d'investir dans leur province ou dans leur pays.

Lorsque le ministre nous a dit hier qu'il était grand temps maintenant de passer de la révolution culturelle à la révolution tranquille à vocation économique, je suis totalement d'accord avec lui. Je sais que le ministre d'Etat au développement économique sourit lorsqu'on parle de révolution tranquille à vocation économique. C'est grand temps que les Québécois participent véritablement, maintenant qu'on a eu une certaine formation, que nous participions à cette vocation économique.

En terminant, je vous cite une lettre que j'ai reçue hier ou avant hier, d'un jeune de Québec, qui a terminé son cours comme économiste à l'université de Sherbrooke et qui, depuis neuf mois maintenant, se cherche un emploi. Il m'a écrit une lettre de quatre ou cinq pages pour me dire comme c'était triste d'être économiste et de ne pas avoir d'emploi dans sa propre province. Il m'a dit: "Même, je me demande si mes futurs beaux-parents, parce que je me marie dans quelques mois, vont être bien fiers de leur gendre". Bien instruit, économiste, mais qui ne peut pas travailler, à qui on n'en donne pas l'occasion. Il a fait peut-être 25 ou 30 demandes dans des entreprises différentes pour toujours avoir la même réponse. On n'avait pas besoin de lui, maintenant.

Cela prend de l'action. Cela prend une révolution tranquille à vocation économique. Cela prend de la création d'emplois au Québec. Tant et aussi longtemps que le gouvernement nous apportera des lois qui nous permettront de créer de nouveaux emplois au Québec, de relancer l'économie du Québec, nous allons certainement collaborer avec le gouvernement et nous allons suggérer même des améliorations à ces lois, mais nous allons travailler en collaboration avec le gouvernement pour aider la relance économique et surtout la création d'emplois au Québec.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

Motion d'ajournement du débat

M. Burns: M. le Président, je propose l'ajournement du débat, tel que je l'avais annoncé tout à l'heure.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Raynauld: M. le Président...

Le Vice-Président: Un instant. Parlez-vous sur la motion d'ajournement du débat?

M. Raynauld: Oui. Sur la motion d'ajournement.

Le Vice-Président: D'accord. Vous avez dix minutes.

M. Raynauld: Je vais parler sur la motion d'ajournement parce qu'un des premiers problèmes que j'ai, c'est que je ne comprends plus rien. Bien sûr, on me dira que c'est normal...

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

C'est un débat restreint. Chaque parti reconnu a droit à dix minutes. J'aimerais bien qu'on ne prenne pas plus qu'une demi-heure pour le débat sur la procédure.

M. le député d'Outremont.

M. Raynauld: Merci, M. le Président. Je pensais qu'il s'agissait tout simplement des dix minutes prévues à l'article 77 du règlement. Vous voyez, je l'ai appris. J'allais dire que je ne comprenais pas parce que, hier, on a demandé qu'à l'occasion de la journée des députés on retarde la discussion d'une motion qui avait été faite par l'Union Nationale.

L'Union Nationale a retiré cette motion pour essayer d'accélérer l'adoption du projet de loi 48. Nous avons donné notre consentement à l'Union Nationale pour tâcher, justement, d'accélérer les travaux.

Hier après-midi, nous avons commencé la discussion sur le projet de loi 48 suivant cette entente. On pensait, en tout cas je pensais hier qu'il allait de soi que ce débat allait se continuer, d'autant plus que le chef de l'Union Nationale n'avait même pas terminé son discours. Et là, aussitôt que le chef de l'Union Nationale termine le sien, on dit: On arrête tout et on retourne à un autre sujet.

Hier, je pense que la démonstration a été faite, d'abord par le ministre de l'Industrie et du Commerce lui-même, que l'adoption de ce projet était urgente, que l'économie exigeait un projet de loi comme celui-ci. Je pense que, de part et d'autre, nous avons exprimé des vues identiques sur l'ensemble du projet de loi, et l'Union Nationale et nous sommes favorables à l'adoption en deuxième lecture de ce projet de loi. Bien sûr, nous voulons également aller en commission parlementaire et proposer des amendements éventuellement, mais nous sommes d'accord sur le principe de ce projet de loi, nous voulons que ce projet de loi soit adopté le plus vite possible.

Hier, le ministre de l'Industrie et du Commerce a donné un certain nombre de raisons pour lesquelles il fallait adopter un projet de loi comme celui-ci. Il a fait état de la faiblesse du secteur manufacturier, il a fait état de la faiblesse de la productivité dans la fabrication secondaire, il a fait état de la faiblesse de l'exportation, trois considérations très importantes que l'adoption du projet de loi pourrait contribuer à corriger, dans une mince mesure, comme j'ai essayé de l'expliquer hier.

Là, aujourd'hui et hier, nous recevons d'autres informations qui indiquent qu'encore une fois les investissements ne sont pas aussi élevés qu'on voudrait le laisser croire et qu'on pourrait l'espé-

rer — je le dis pour ceux-là — et j'ai essayé, comme je l'ai fait tout à l'heure, d'indiquer qu'il y avait au moins de la confusion sur l'état des investissements. Au moins, au minimum, il y a de la confusion, parce qu'il y a certains indicateurs qui montrent que les investissements baissent, et il y en a d'autres qui disent que les investissements montent. Vous n'étiez pas ici, hier, quand le ministre a parlé de l'état de l'économie, c'est de cela qu'il a parlé. C'était urgent.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Quand je constate que je n'ai plus de présomption, qu'on est d'accord pour que ce qui se passe se passe, je suis vraiment obligé d'intervenir. Je demanderais du député d'Outremont de ne pas parler du fond du projet de loi 48, mais de la motion d'ajournement du débat.

M. Raynauld: Mais, M. le Président, j'essaie de montrer pourquoi il est urgent d'adopter ce projet; il me semble que c'est le sujet de la motion. On demande d'ajourner le débat, et, moi, j'essaie de présenter des raisons pour lesquelles il ne faudrait pas l'ajourner. Et une des principales raisons pour lesquelles c'est urgent, c'est que la situation économique au Québec, à l'heure actuelle, a besoin d'avoir un stimulant quelconque pour tâcher de rétablir une certaine confiance qui n'existe plus. Je pense que c'est une des raisons principales. Il n'y a pas eu beaucoup de mesures sur le plan économique. Il arrive que le gouvernement présente une mesure économique qui, elle, aurait peut-être une chance, justement, de redonner cette confiance à des investisseurs dans l'avenir du Québec. On leur donne, à ces investisseurs, certaines facilités, des exonérations fiscales leur permettant peut-être d'adopter des projets plus tôt qu'ils ne les auraient adoptés autrement.

Donc, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas possible, à ce stade, d'indiquer au gouvernement qu'en effet l'adoption de ce projet de loi est urgente à cause de la situation économique.

Une deuxième raison, c'est qu'on a aussi besoin de temps pour discuter en commission parlementaire ou autrement des amendements qui devraient être proposés et qui devraient être adoptés éventuellement. Je pense que le chef de l'Union Nationale et moi-même, hier soir, avons essayé d'expliquer que la faiblesse de ce projet de loi, c'est qu'il n'allait pas assez loin, qu'il fallait essayer de trouver des moyens de rendre son impact à ce projet de loi moins négligeable qu'il ne l'est.

J'essaie ici encore de montrer qu'il faut du temps pour passer en commission parlementaire, et si on ne l'adopte pas maintenant, cela va être retardé encore bien davantage. Donc, l'essaie de montrer qu'il faut que ce projet soit examiné, et plus tôt on va l'examiner, mieux ce sera. Il faut l'examiner pour tâcher de donner plus d'impact à ce projet de loi. Le chef de l'Union Nationale a mentionné tout à l'heure qu'on pourrait peut-être envisager des amortissements accélérés. J'ai indiqué hier soir qu'on pourrait peut-être imaginer de définir les PME de façon un peu plus large, qu'il faudrait faciliter les procédures, etc.

Donc, on a besoin de temps pour faire de ce projet de loi ce qu'il devrait être; un instrument important de relance économique dans la province de Québec. Or, toutes les mesures d'ajournement, comme celles qui viennent d'être proposées, ne font que retarder l'adoption, retarder l'étude de ce projet de loi, et nous voudrions que cette étude soit entreprise le plus tôt possible. Evidemment, je me rends bien compte que si on ajourne le débat sur ce projet de loi cet après-midi, premièrement, on ne sait pas quand il va revenir. De plus, il y a le risque, évidemment — parce que tout le monde sait qu'on est en été — qu'il soit retardé jusqu'à la reprise des débats, quand on s'apercevra qu'il faut apporter certaines modifications à ce projet de loi pour le rendre efficace, pour le rendre vraiment aussi stimulateur que nous voudrions tous qu'il soit.

Voilà, en général, M. le Président, les raisons pour lesquelles je voudrais m'opposer, au nom du Parti libéral, à l'ajournement du débat sur le projet de loi 48.

Le Vice-Président: Si vous permettez. A l'ordre, s'il vous plaît! Le ministre a le droit de réplique, puisqu'il est le parrain de la motion. Il aurait dix minutes. Il n'est pas tenu de le faire. Je dois donc demander si cette motion sera adoptée.

Une Voix: Vote enregistré.

Le Vice-Président: Que l'on appelle les députés.

Vote sur la motion d'ajournement

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Nous allons voter sur la motion d'ajournement du débat proposé par le leader parlementaire du gouvernement. Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Laurin, Morin (Sauvé), Léonard, Couture, Tremblay, Mme Payette, MM. Proulx, Charron, Duhaime, Léger, Tardif, Garon, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Laplante, Bissillon, de Bellefeuille, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellet, Perron, Brassard, Clair, Lefebvre, Dussault, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Gagnon, Jolivet, Biron, Grenier, Russell, Fontaine, Brochu, Roy.

Le Vice-Président: Celles et ceux qui sont contre la motion.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Lalonde, Forget, Garneau, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Picotte, Ciaccia, Marchand, Pagé, Gratton, Verreault, Springate, Dubois, Samson.

Le Vice-Président: Abstentions.

Le Secrétaire adjoint: Abstentions?

Le Vice-Président: Un instant. Est-ce que c'est un vote contre ou...

Le Secrétaire adjoint: Abstentions, M. Le Moignan...

Contre? Ils ne se sont pas levés tout à l'heure.

Le Vice-Président: C'est pourquoi j'ai fait vérifier.

Le Secrétaire adjoint: Pour: 50—Contre: 23—Abstentions: 1

Le Vice-Président: La motion est adoptée.
M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, article 6, s'il vous plaît.

Projet de loi no 101

Deuxième lecture (suite)

Motion de report à trois mois (suite)

Le Vice-Président: C'est la reprise du débat sur l'amendement du député de Verdun à la motion de M. le ministre d'Etat au développement culturel concernant le projet de loi no 101, Charte de la langue française. Cette motion à l'effet que la motion en discussion — motion en deuxième lecture — soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans trois mois".

A l'ajournement de ce débat, la parole était à M. le député de Pointe-Claire qui l'avait demandée.

M. William Frederick Shaw

M. Shaw: M. le Président, en ma qualité de député de l'Union Nationale qui est fier de l'être et qui entend le demeurer, je suis très heureux d'intervenir dans le présent débat sur la motion d'amendement proposée par le député de Verdun.

Le 17 juillet, à North Hatley, notre parti a étudié le projet de loi no 1, article par article, pour en arriver à une position unifiée sur les amendements au projet de loi 101.

Ce document de 230 pages est une preuve concrète — je peux le constater personnellement — que les concessions que j'ai faites sont considérables, mais je sais que la position linguistique du Québec ne prévoit pas une solution idéale pour les anglophones du Québec. Mais nous sommes arrivés à un consensus qui est juste, équitable et, ce qui est plus important, applicable en tant que loi.

Nous avons deux groupes de citoyens qui sont touchés par ce projet fondamental. Nous avons les espoirs, les vœux de la majorité franco-

phone du Québec et nous avons aussi les craintes justifiables et l'avenir lui-même de la communauté anglophone du Québec. Une loi si importante doit être faite en consultation et négociation entre les deux groupes. Si cela n'est pas fait en négociation entre les deux groupes, ce sera un affrontement, et la rigidité d'attitude provoquera une résistance normale. Si le gouvernement démontre qu'il veut la confrontation, c'est ce qui se produira et, malheureusement, je le déplore, cela donnera lieu à la désobéissance civile.

Each day, Mr. President, I am reminded by that calendar across the Assembly of the real attitude of the government: "On ne veut plus d'anglais au Québec". I know that there are some members of this government who are uncomfortable with that continuing insult to the English-speaking reality of Quebec. I know that there are many members of this House who want to negotiate some kind of accommodation between the two founding people of this province. But the radicals have prevailed, they are promoting a confrontation between us.

They want to intimidate and threaten the anglophone community. Bill 101 in its present form is confrontative, it is repressive and it refuses to accept the reality. The government has a power to pass the law as it is. It has the majority of the seats in this Assembly and it can try and stuff this bill down our throats. It is one thing to pass a law and another to enforce it.

The previous government did this with his bills 23 and 263 and I might add bill 22. These laws provoked a negative reaction from the labour movements and massive resistance from labour members. Is the government aware that it is embarking on the same track with bill 101? I attended a meeting recently, called to discuss this resistance. It was attended by the representatives of the Quebec Association of the Protestant School Boards, the Provincial Association of Protestant Teachers...

Le Président suppléant (M. Laplante): M. le député de Laval.

M. Lavoie: Avec votre permission, je ne voudrais pas être discourtois à l'égard du député de Pointe-Claire, mais j'interviens étant donné que le député de Pointe-Claire est le premier à parler sur cette motion. Je n'ai aucune objection à ce que le président ait une ouverture d'esprit en ce qui concerne la pertinence du débat. Mais je ne voudrais pas qu'on accorde au député de Pointe-Claire, et je ne lui refuse pas personnellement ce qu'on n'accorderait pas à d'autres. Je ne voudrais pas que la présidence ait deux poids, deux mesures. En somme, je crains qu'on ait une attitude très large, en ce qui concerne la pertinence du débat, envers le député de Pointe-Claire et après qu'on ferme le corridor. Sans être discourtois à l'égard du député de Pointe-Claire, je voulais faire la mise au point immédiatement.

M. Charron: Sur la même question de règlement, je partage l'opinion du député de Laval et je

la précise. Je crois que vous devez être très strict selon la lettre du règlement, c'est-à-dire rappeler immédiatement au député de Pointe-Claire qu'il doit s'en tenir à l'opportunité de reporter à trois mois le projet de loi 101. Cette règle stricte que je vous demande d'appliquer, vous l'appliquerez également, avec la même sévérité, à tous les autres intervenants dans cette Assemblée sur cette motion.

Le Président suppléant (M. Laplante): J'attendais...

M. Brochu: Sur la question de règlements, si vous permettez, M. le Président. Le député de Pointe-Claire, surtout aujourd'hui, étant le premier intervenant sur la motion de report à quelques mois du député de Verdun, il doit se bien situer dans le débat et fournir ce qui lui apparaît, dans l'ensemble du débat, les raisons fondamentales qui vont lui permettre de prendre la position qu'il pourra vous indiquer tout à l'heure. Alors je pense qu'il est peut-être justifié, au début du débat, de permettre au député de Pointe-Claire, sans aller au-delà des cadres de la discussion, de bien situer son intervention pour motiver le vote qu'il aura à prendre à ce sujet.

Le Président suppléant (M. Laplante): Permettez-moi de donner raison au député de Laval et au leader adjoint du parti ministériel. Je demanderais au député de Pointe-Claire de revenir à la motion amendée, sur les trois mois.

M. Shaw: Merci, M. le Président. The citizens of this province, both English and French, have a tradition of respecting the law. The people involved in education are law abiding members of our community, but the legislators must respect the law and pass legislation that is equitable and just. The English-speaking community of Quebec, more numerous than the population of all but four of Canada's provinces, has no choice but to resist legislation that threatens their institutions.

The crisis, Mr. President, is the opening of the schools, the English schools in September. And perhaps this is the reason why the member for Verdun proposed the motion of delay of three months in order to avoid the crisis that is impending because of the building resistance...

When I heard the minister of Education arrogantly say yesterday that the majority of the school boards were cooperating, I could not help ask myself if we were in the same province.

The truth is that it is not the member for Pointe-Claire that is provoking resistance. It is the Minister of Education and the Minister of Cultural Development. The people in any society will act to resist repressive, discriminatory legislation.

The government must act responsibly with sensitivity and flexibility and not with threats and intimidation. I was pleased to note yesterday the Premier speaking of flexibility on this question.

The people of Quebec want to get on with this bill that has been hanging over our heads for over six months and have it properly examined in

parliamentary commission. Never before in our history has one piece of legislation so tied up an administration, but no one will accept a steam-rollered, coercive legislation. The crisis of confrontation for the opening of schools must be diffused in the interest of peace, order, and good government.

Therefore, delaying bill 101 will not reduce the tensions that are building but expand them. In our numerous proposed amendments to bill 101, we, as a responsible Opposition party, have suggested a way out for the government that will defer application of the bill until the next school year, as far as the chapter on education is concerned.

We must find out, Mr. President, whether this government is controlled by its radicals or by its leaders. We must find out whether it is the intention of this government to promote confrontation and resistance and perhaps even violence, or whether it has the sensitivity to govern by consensus as is the function of any democratic Government. Does it intend to pass just an equitable legislation that will be accepted by all the people? The Union Nationale is committed to this policy, committed to the pre-eminence of the French language in Quebec, but respecting the rights of all Quebecers in an attitude of justice and equity.

Mr. President, the motion of the member for Verdun to defer this bill for 90 days, in effect to reduce the tension associated with the opening of our schools in the fall, is good sense, except it is far more important for us to solve this problem now, immediately. This is the recommendation of our party that we immediately see, either in an emergency debate or a discussion with the parliamentary commission concerning the section concerning the opening of the school year, that this crisis will not continue. Now, it is the time for the government to back up its election promise of a "vrai gouvernement" and accept the responsibility of any resistance to its confrontative and repressive legislation. Thank you very much.

Mme le Vice-Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Camil Samson

M. Samson: Mme le Président, la motion qui est devant nous, visant à reporter l'étude en deuxième lecture du projet de loi 101, qui nous a été présentée par l'honorable député de Verdun, est une motion que j'ai l'intention de soutenir, d'abord, parce que nous devons tenir compte, en ce temps-ci de l'année, on est rendu à la fin de juillet, du fait que bien des déclarations dans le passé ont été faites par certains députés qui siégeaient alors en cette Chambre, et qui y siègent peut-être encore, selon lesquelles, lorsque nous avons à étudier des projets de loi vers la fin d'une session, ou encore à l'approche de l'ajournement d'une session et durant la bousculade qui caractérise cette période de la session, il n'est pas normal que les députés soient sous la pression pour étu-

dier quelque projet de loi que ce soit et encore moins un projet de loi d'une telle importance.

Or, nous nous trouvons à l'approche d'un ajournement. Même si certaines déclarations font croire qu'il n'y aura peut-être pas d'ajournement ou que l'ajournement sera retardé de beaucoup, il reste que nous pourrions nous poser des questions quant à l'opportunité pour le gouvernement de nous présenter des motions à toutes les semaines comme celle qui nous a été présentée à savoir qu'on devra siéger lundi, chose qu'on ne fait pas normalement.

Si on n'est pas vers l'ajournement d'une session, il n'y aurait pas lieu de nous présenter ces motions. Si on nous présente ces motions, c'est parce qu'on est à l'approche de l'ajournement d'une session.

Si on est à l'approche de l'ajournement d'une session, ce n'est surtout pas le bon temps pour étudier des projets de loi d'une aussi grande importance.

Le gouvernement, depuis le dépôt de son projet de loi 1, qui était en quelque sorte le beau-père du projet de loi 101, a déjà changé d'idée. En effet, on a commencé cette discussion il y a déjà plusieurs mois avec le bill 1. Aujourd'hui, on est "sans" un. Si on lui laisse un peu de chance, peut-être que cela pourra être "sans" un bill. C'est peut-être cela qui serait la meilleure solution, Mme le Président.

Comme il leur faut plus de temps qu'à d'autres pour comprendre, il faut donner du temps à ces gens. C'est du temps que cela prend. Il faut qu'on gagne du temps pour le bien-être de ce gouvernement, le bien-être de la population, évidemment. Parce qu'on n'a pas tenu compte, dans les différentes discussions... évidemment on a toujours le même rituel qui nous arrive du gouvernement ou du représentant gouvernemental, le ministre d'Etat aux affaires culturelles qui, lui, est en quelque sorte borné avec ce projet de loi. Il ne voit pas d'autre chose. Pour lui, il peut monter au ciel avec le projet de loi 1 ou "sans un" et il n'y a pas d'autre chose sur la terre. Il n'a pas été sur la terre, par exemple, comme son collègue du ministère de l'Industrie et du Commerce qui, lui, aurait préféré voir aujourd'hui discuter d'autre chose de plus pratique, ce qui aurait peut-être permis de créer certains emplois pour donner des revenus à des gens qui n'en ont pas ou qui en ont peu. Cela, c'est son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce qui s'est vu, encore une fois, couper l'herbe sous le pied par son gouvernement, par l'insistance du ministre d'Etat aux affaires culturelles qui ne voit que de la culture. La culture, c'est bien beau, Mme le Président, mais il faudrait aussi penser à la culture d'autres choses.

La culture maraîchère, par exemple, la culture dans le domaine de l'agriculture qui nous permet de manger, mais l'autre culture, elle ne nous permet pas toujours de manger. C'est dommage, mais on n'en mange pas de cela. Cela pourrait peut-être aider certains membres du gouvernement qui n'ont peut-être pas le sens des réalités.

Savez-vous, Mme le Président, que ce gouver-

nement n'a pas tenu compte que, dans des régions où on est proche des frontières d'autres provinces, le projet de loi 101, qui va parler seulement de la langue, n'empêche pas une réalité qui est la suivante: dans ma région, proche des lignes de l'Ontario, j'ai des travailleurs québécois demeurant au Québec qui...

M. Charron: La motion.

M. Samson: Prenez votre temps, le jeune, vous, là! Vous allez apprendre des choses en vieillissant.

M. Charron: La motion.

M. Samson: ... sont obligés, c'est pour cela qu'il faut retarder ce projet de loi et il faut en retarder l'étude pour que le gouvernement...

M. Charron: Tout de même, il faudrait peut-être penser à la motion.

M. Samson: ... comprenne que, pour gagner leur vie, des concitoyens de mon propre comté sont obligés d'aller travailler en Ontario: à Hearst, Kapuskasing, Larder Lake, Kirkland Lake, Virginia Town, Blind River, Sudbury. Ils travaillent dans les mines, ils travaillent en forêt, à Iroquois Falls, pour aller gagner de l'argent pour venir payer leurs taxes, leurs impôts québécois. C'est ce qu'ils sont obligés de faire, mes concitoyens du Nord-Ouest québécois, dans une grande proportion.

Est-ce que le gouvernement, parce qu'il voudrait adopter son projet de loi 101 au plus coupant, va refuser les taxes que ces gens viennent payer au Québec avec de l'argent gagné en Ontario? Je n'ai jamais entendu dire que le gouvernement ait refusé ou s'apprête à refuser cet argent qui vient d'autres provinces, et que mes concitoyens gagnent en ayant appris une autre langue au Québec. Ils ne vont pas gagner cet argent en français, ils vont le gagner dans la langue de ceux qui veulent bien leur donner de l'emploi, dans la langue de ceux qui ont du travail à leur fournir. Mais ce n'est pas cette question qui va régler les problèmes fondamentaux des Québécois. Ce projet de loi n'aidera pas mes concitoyens ou ceux de mes concitoyens qui ne sont pas nécessairement de langue anglaise et qui ont besoin d'apprendre l'anglais pour aller gagner leur vie, pour la gagner chez nous même, pour la gagner dans la province voisine. La même chose se passe dans des régions comme celle de l'Outaouais, et dans des régions comme celle de la Gaspésie, et dans des régions comme celle de la Côte-Nord.

C'est ce genre de choses que ce gouvernement n'a pas pris en considération, ce genre de choses qu'il devrait prendre en considération. On dit: Le droit de vivre en français. Mais parce qu'on parle du droit de vivre en français, on oublie le droit de vivre tout court, et c'est à cela que le gouvernement devrait penser.

M. Charron: La motion.

M. Samson: Le droit de vivre, Mme le Président, c'est un droit que nous avons et que le gouvernement n'a pas encore découvert. Pendant les trois mois qu'on va leur laisser— s'il leur est intelligemment possible de réfléchir pendant ces trois mois— ils pourront peut-être en arriver à comprendre qu'il vaut mieux retarder une chose comme celle-là que de la passer à la vapeur, à ce temps-ci de l'année.

On dira ce qu'on voudra, celui qui a tenté de m'arrêter de parler tantôt en voulant me tracer un corridor, Mme le Président, celui-là est un de ceux qui, lorsqu'il était dans l'Opposition, tenaient des propos semblables à ceux que je tiens aujourd'hui, à ce temps-ci de l'année. Pour le bénéfice de ceux qui parlent à ma gauche, que je sens dans mon oreille gauche, c'est cela qui se passait il y a un an, il y a deux ans, il y a trois ans. C'est le genre de discours.

Voulez-vous savoir comment les anciens gouvernements, aujourd'hui, faisaient quand ils étaient dans l'Opposition?

Mme le Vice-Président: J'aimerais mieux que vous parliez sur l'amendement.

M. Samson: Ils prenaient le même discours et six membres différents de l'Opposition le lisaient six fois. Tout ce qu'on changeait, c'étaient quelques petits paragraphes. C'était le même discours type qui revenait toujours pour reporter à trois mois, pour reporter à six mois, à quatre mois, à cinq mois, pour faire ce qu'on appelle en français, Mme le Président, un "filibuster". Autrement dit, retarder les travaux de la Chambre. On n'invente pas cela aujourd'hui. Cela n'a pas été inventé aujourd'hui. Cela s'est fait durant le règne de l'ancien gouvernement et cela se faisait surtout par les gens qui sont aujourd'hui au gouvernement.

C'est pourquoi, Mme le Président, je n'entends pas les brailards qui braillent à ma gauche. Je ne les entends pas, Mme le Président. J'espère que vous ne les entendez pas non plus parce que cela vous ferait trop de peine, et je ne voudrais pas vous faire de la peine, surtout pas à vous qui êtes toujours si souriante. Mais, Mme le Président, je vous dis que les trois mois qui sont réclamés sont nécessaires, pas pour l'Opposition — parce que ce n'est pas l'Opposition qui portera l'odieuse d'un mauvais projet de loi, c'est le gouvernement — mais pour le gouvernement.

C'est donc dire qu'en acceptant cette motion de report à trois mois, Mme le Président, on permet au gouvernement de revenir avec l'étude en deuxième lecture de son projet de loi vers la fin d'octobre, en prenant le temps qu'il faut, à ce moment, parce que cela leur en prend du temps pour comprendre. Ils ne comprennent pas vite. Cela fait des mois et des mois qu'ils ont déposé leur projet, le livre blanc, vous savez, sur la langue. Après cela, ils sont arrivés avec la loi 1, et là, aujourd'hui, c'est le 101 et demain cela va être cent autres choses, Mme le Président. C'est comme cela que ce gouvernement va finir par comprendre, par les erreurs qu'il fait. Dans les trois mois qui s'en viennent, on va peut-être les

empêcher de faire certaines erreurs si on leur donne ce temps. Mme le Président, avec le signal amical que vous me faites me signalant que mon temps s'achève, ...

Mme le Vice-Président: Déjà écoulé, M. le député.

M. Samson: ... je vous dis en terminant, Mme le Président, que c'est un grand service qu'on rend au gouvernement en proposant de reporter l'étude de ce projet à trois mois d'aujourd'hui.

M. Roy: Mme le Président, sur la motion...

M. Charron: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: Je regrette...

M. Roy: Mme le Président, habituellement, on fait le tour de cette façon-là. Je ne veux pas interrompre ni empêcher de parler le député de Saint-Jacques. Mme le Président...

M. Charron: Mme le Président, je me suis levé en même temps que le député de Rouyn-Noranda tout à l'heure.

M. Roy: ...je pense que c'est normal que l'on procède de cette façon-là.

M. Charron: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud, M. le député de Rouyn-Noranda a déjà terminé son intervention. Je pense qu'il est de tradition, dans cette Chambre, qu'on fasse un tour d'un membre de chacun des partis... les formations politiques, merci beaucoup. L'amendement a été proposé par M. le député de Verdun. On en est venu à un intervenant de l'Union Nationale, au député de Rouyn-Noranda. Le parti ministériel n'est pas encore intervenu, M. le député.

M. Roy: Il vient après, habituellement.

M. Charron: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Sur une question de règlement, M. le député de Saint-Jacques, M. le ministre.

M. Charron: Sur une question de règlement, Mme le Président. Il est régulier que sur une motion présentée par l'Opposition, sans interrompre et sans revendiquer aux ministériels le droit d'intervenir à plusieurs reprises, immédiatement après une proposition de l'Opposition, on doive entendre l'avis du parti ministériel. Nous ne l'avons pas fait cette fois-ci.

M. Lavoie: Sur la question de règlement.

Mme le Vice-Président: J'entends votre intervention et je vois.

M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Il n'y a rien dans le règlement qui... C'est à la discrétion de la présidence et je vous avais indiqué tout à l'heure que notre prochain intervenant était tout probablement le député de Jean-Talon. Vous m'avez indiqué que vous aimeriez faire une rotation, ce qui est d'ailleurs dans la tradition ici, au Parlement. Je pourrais vous souligner des centaines d'exemples depuis une dizaine d'années alors que nous avons connu le multipartisme ici, à l'Assemblée. Lorsque l'Union Nationale était l'Opposition officielle, elle parlait sur une motion et, après, c'était le Ralliement créditiste et le Parti québécois. Après 1976, il y a eu la même rotation. Je ne verrais pas pourquoi le député de Saint-Jacques et ministre délégué au Haut-Commissariat ne nous réserverait pas sa pièce d'éloquence pour après le dîner, comme pousse-café, Mme le Président.

Une Voix: C'est bien dit cela.

M. Charron: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Oui, monsieur...

M. Charron: Est-ce que vous me reconnaissez maintenant sur la motion?

Mme le Vice-Président: Je regrette...

M. Roy: Mme le Président, je m'excuse, mais sur la motion... Question de règlement, j'aimerais quand même vous signaler un fait.

Je comprends qu'il est normal que le gouvernement intervienne sur une motion présentée par un député de l'Opposition. Mais, habituellement, lorsque le gouvernement intervenait, il intervenait immédiatement après la motion. Puisqu'on a laissé faire le tour des représentants des partis de l'Opposition à l'Assemblée nationale, pourquoi ferait-on exception à ce moment-ci? Puisque je vous avais effectivement signalé que c'était mon intention de prendre la parole après le député de Rouyn-Noranda qui parlait, lui, après le représentant de l'Union Nationale, de façon qu'une fois que les représentants des partis de l'Opposition aient parlé, les représentants du gouvernement puissent intervenir sur la motion et là s'exprimer. Mais une fois que les représentants de l'Opposition ont exprimé leur point de vue. C'est la tradition. Ce sont les habitudes qui ont été adoptées à l'Assemblée nationale au cours des années antérieures.

M. Charron: Mme le Président, ce n'est pas vrai et le premier à le savoir est le député de Beauce-Sud.

M. Lavoie: Est-ce que je pourrais vous suggérer peut-être de prendre cette décision en délibéré jusqu'à 20 h 15?

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition officielle, j'ai tenté, pendant vos interventions de me poser des questions à savoir ce qui

s'était passé et je crois avoir entendu M. le député de Beauce-Sud m'appeler avant M. le député de Saint-Jacques et ministre au Haut-Commissariat. Comme lui-même permet l'intervention.

M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Mme le Président, normalement on devrait avoir dix minutes pour une motion comme celle-là, mais étant donné qu'il ne reste que cinq minutes, je vais me limiter à dire ce que j'ai à dire dans cinq minutes, parce que c'est mon intention de parler assez franchement et assez directement pour être bien compris et, pour cela je n'ai pas besoin de dix minutes.

Mme le Président...

Une Voix: Ce sera un précédent.

M. Roy: Sans précédent.

...pour vous dire catégoriquement que je vais voter contre cette motion. Tout à l'heure j'entendais une intervention de la part du député d'Outremont qui discutait de l'urgence de procéder immédiatement. Là, le gouvernement procède par motion pour demander que l'on procède immédiatement et nous avons justement une motion pour retarder le projet à trois mois.

Mme le Président, la population du Québec qui nous a élus en a assez, elle est fatiguée de ce débat de procédure et de tout ce qui se passe à l'Assemblée nationale. Nous ne sommes pas payés et notre personnel de soutien n'est pas payé pour permettre aux élus du peuple de jouer au chat et à la souris. La population du Québec en a assez d'entendre parler de la langue et de nous voir accrochés sur la langue à un tel point que tout le monde va en avoir mal à la langue tantôt.

Que veut-on de plus?

Si on fait un bref historique de toute cette question, reportons-nous à 1969, pour voir les longues semaines, les mois pendant lesquels on a discuté de la langue, qu'on se rappelle toutes les questions qui ont été posées à l'Assemblée nationale de 1970 à 1974 sur la langue. Qu'on se rappelle les débats de 1974, première lecture qui a eu lieu sur la loi 22, alors que, du 11 juin au 10 juillet 1974, nous avons siégé sans interruption en commission parlementaire, alors que du 16 au 25 juillet nous avons siégé sans interruption à l'Assemblée nationale et en commission parlementaire pour l'étude de la loi article par article, et toutes ces questions qui sont survenues à l'Assemblée nationale depuis cette date, sur cette fameuse question de la langue.

Aujourd'hui, nous avons le projet de loi no 101, après avoir étudié le projet de loi no 1 en commission parlementaire, après avoir siégé pendant de nombreuses semaines sur cette question fondamentale. Lorsque la loi vient devant l'Assemblée nationale pour que nous procédions en deuxième lecture, enfin, pour passer en commission parlementaire par la suite et pour l'étudier article par article, s'il y en a qui ont des propositions

à faire, qu'on fasse comme les gens de l'Union Nationale, ils en ont fait des propositions, nous en aurons à faire des propositions, mais qu'on aille les présenter là, les propositions d'amendement qu'il y aura sur ce projet de loi, mais qu'on procède une fois pour toutes.

Ce débat a déjà trop duré, qu'est-ce qu'on veut de plus? Recommencer les commissions parlementaires? Recommencer les mémoires? Recommencer les audiences? Monopoliser à nouveau pendant un mois, pendant deux mois, pendant trois mois encore l'Assemblée nationale? Combien tout cela coûte-t-il à la population du Québec qui a d'autres problèmes et d'autres préoccupations et qui a hâte, Mme le Président, qu'on passe à d'autres sujets, à d'autres questions fondamentales.

C'est une motion dilatoire. J'ai regardé dans notre règlement, Mme le Président, pour voir quels sont les interdits qu'on pose à un député et je n'en ai pas vu qui m'interdisent d'accuser le Parti libéral de faire de l'obstruction systématique et de bloquer les travaux de l'Assemblée nationale et de nous faire perdre notre temps. Ils seront jugés par la population. D'ailleurs, leur cote de popularité commence à être à la baisse. Mme le Président, il est temps qu'on passe à autre chose. C'est pourquoi je voterai contre la motion, et c'est pourquoi je n'emploie pas tout le temps que j'avais à ma disposition, c'est-à-dire les dix minutes.

Mme le Vice-Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, étant donné l'heure tardive, je propose la suspension du débat.

Mme le Vice-Président: Cette Assemblée suspend ses travaux jusqu'à vingt heures ce soir.

(Suspension de la séance à 18 h 1)

Reprise de la séance à 20 h 12

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

Au moment de la suspension des travaux de l'Assemblée, c'est M. le ministre de l'Éducation qui avait demandé la parole.

M. le ministre.

M. Jacques-Yvan Morin

M. Morin (Sauvé): Mme le Président, le gouvernement a maintes fois manifesté son intention ferme de faire adopter la Charte de la langue française cet été même. Par la voix du premier ministre, par la voix du ministre d'État au développement culturel, par la mienne, il a rappelé sans cesse, depuis plusieurs mois, l'importance que revêt ce projet de loi à ses yeux. Aussi ne serez-vous pas étonnée que je m'élève contre cette motion du député de Verdun dont le député de Beauce-Sud a dit, avec raison cet après-midi, qu'elle était essentiellement destinée à retarder les travaux de cette Chambre.

J'ai été quelque peu étonné d'entendre un représentant de l'Union Nationale, parti pourtant légitimement sensible au baromètre de l'opinion publique, donner son appui à cette motion.

S'il est nécessaire de rassurer les membres de cette Chambre et en particulier les membres de l'Union Nationale, sur les intentions du gouvernement à l'égard de l'application de la loi, je dirais qu'elle s'inspire de deux principes fondamentaux.

M. Ciaccia: Mme le Président, question de règlement.

Mme le Vice-Président: Oui, M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: Je doute s'il y a quorum ici ce soir. Je demanderais à la présidence de vérifier si nous avons le quorum.

Mme le Vice-Président: Nous allons vérifier, M. le député de Mont-Royal.

Il y avait effectivement quorum, M. le député.
M. le ministre.

M. Morin (Sauvé): Mme le Président, j'étais à dire que notre attitude s'inspire de deux principes. Premièrement, la nouvelle charte doit être appliquée dès qu'elle aura été adoptée. Elle doit être appliquée, en particulier, à la rentrée scolaire.

Autrement, nous nous trouverions devant une sorte de vacuum juridique. En effet, le résultat serait que le libre choix s'appliquerait de facto puisque, d'une part, la loi 22 ne s'appliquerait plus et que, d'autre part, l'application de la charte serait reportée aux calendes grecques ou canadiennes. Il faudrait alors songer à la réaction de ceux qui se sont, de bonne foi, mais parfois à contrecœur, inclinés devant la loi 22 et qui ont accepté, après que leurs enfants eussent échoué les tests, de les envoyer à l'école française. Sur ce point il ne sau-

rait donc être question de différer l'entrée en vigueur de la loi.

Le second principe dont nous nous inspirons est celui du bien des enfants et du respect de leurs droits. Ils ne doivent pas faire les frais de nos querelles d'adultes dans le domaine linguistique, particulièrement s'il s'agit d'enfants anglophones à qui la charte reconnaîtra bientôt le droit de s'inscrire à l'école anglaise. C'est pourquoi le premier ministre disait hier que nous sommes disposés à faire preuve de la plus grande souplesse possible dans l'application de la future charte et des règlements qui en découlent.

J'ai rencontré, depuis quelque temps, plusieurs groupes représentatifs des citoyens anglo-québécois, notamment le comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation. Je les ai assurés que nous appliquerions la nouvelle loi avec le plus grand souci d'équité. Il est dans l'intérêt de tous, et particulièrement des enfants, que la rentrée scolaire soit paisible et ordonnée dans les écoles anglaises du Québec.

D'ailleurs, j'ai tout lieu de croire que les choses vont se dérouler assez bien, en définitive. Il existe, bien sûr, quelques personnes qui s'agitent et qui voudraient revenir à l'époque de la liberté de choix de la langue d'enseignement. Néanmoins, la grande majorité des commissions scolaires se comportent fort bien.

M. Lavoie: Mme le Président, question de règlement.

Mme Le Vice-Président: Sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Je ne veux pas être désagréable à l'égard du ministre de l'Éducation, vice-premier ministre, mais je crois qu'il a déjà fait un discours en deuxième lecture, il fait un second discours de deuxième lecture actuellement. Il faudrait qu'il nous dise pourquoi il faut adopter ce projet de loi immédiatement en deuxième lecture et non pas dans trois mois.

M. Morin (Sauvé): Mme le Président, il a été dit clairement, et à plusieurs reprises, par les membres de l'Opposition et à l'extérieur de cette Chambre qu'il convenait de remettre ce projet de loi, parce que son application à la rentrée scolaire pourrait entraîner des désordres. D'aucuns nous ont même menacés de violence, dans cette Chambre même! Au contraire, j'ai lieu de croire que les choses vont se passer paisiblement. La grande majorité des commissions scolaires se conforme déjà à l'arrêté en conseil du 8 juin. J'ai pu constater au cours de mes entretiens avec les porte-parole des Anglo-Québécois que la grande majorité ne pense plus que le libre choix soit une solution raisonnable au problème de la langue au Québec.

Les plus perspicaces ont d'ailleurs compris depuis longtemps qu'il faut régler le problème à la satisfaction de la majorité et qu'il est dans l'intérêt de tous, et de la minorité en particulier, que s'ap-

aise le front linguistique. L'intervention du député de Westmount, cet après-midi, dans laquelle il s'est dissocié clairement de tout mouvement de non-respect de la loi constituée, je le pense, un pas dans la bonne direction. Il reste maintenant au député unioniste de Pointe-Claire à nous dire où il loge exactement à ce sujet. Peut-être son chef voudra-t-il nous faire part de son attitude également là-dessus.

En conclusion, Mme le Président, je voudrais réitérer la volonté du gouvernement d'adopter une attitude réaliste, et équitable dans l'application de la nouvelle charte. Peut-être irons-nous jusqu'à modifier, si nécessaire, et apporter des correctifs à la réglementation qui a déjà été déposée devant cette Chambre et qui découle du projet de charte. Sur ce point, d'ailleurs, j'écouterai, avec beaucoup d'intérêt, les suggestions constructives qui pourront nous venir de l'Opposition.

Sans verser dans la naïveté, Mme le Président, j'ose espérer que les anglophones du Québec, nourris comme ils l'ont toujours été de la tradition du respect de la loi et du Parlement qui caractérise les institutions britanniques, prendront le temps d'étudier la charte avec plus d'attention que cela n'a été le cas jusqu'à maintenant et se rendront compte que somme toute, elle leur garantit leurs écoles, leurs collèges, leurs universités.

Mme le Président, je conclus en disant que je n'hésite pas à croire qu'ils se comporteront alors comme de bons citoyens et coopéreront avec le gouvernement en vue d'assurer les droits qui leur sont reconnus, et pleinement reconnus, par le projet de charte.

Je vous remercie, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Jean-Talon.

M. Raymond Garneau

M. Garneau: Mme le Président, je voudrais, dans les dix minutes qui sont mises à notre disposition par le règlement, vous donner les principales raisons qui m'amèneront à appuyer la motion du député de Verdun quant au report de l'étude de ce projet de loi à trois mois.

Il est évident que l'Opposition officielle est contre le projet de loi no 101. Il me semble qu'il y a assez d'intervenants de ce côté qui ont pris part au débat pour que notre position concernant le projet de loi no 101 tel que présenté soit bien connue.

D'un autre côté, le gouvernement qui est en face de nous, depuis le dépôt du livre blanc jusqu'à la présentation, dans le tour de passe-passe que l'on connaît maintenant, du projet de loi no 101, a tenu mordicus à garder ses positions, à l'exception de quelques amendements. La plupart des commentateurs qui ont analysé le projet de loi no 101 l'ont qualifié de blanc bonnet et de bonnet blanc avec le projet de loi no 1 qui est encore au feuillet de cette Assemblée.

Il n'y a donc pas lieu de se surprendre que l'Opposition officielle soit contre ce projet de loi.

Et comme il s'agit d'une loi fondamentale, nous allons prendre tous les moyens pour faire connaître à l'opinion publique notre opposition à ce projet de loi que nous trouvons injuste et déraisonnable pour les droits des individus.

Même si le ministre de l'Éducation viendra nous répéter son discours de deuxième lecture, même si nos amis de l'Union Nationale changent de cheval dans le milieu de la rivière et décident de ne pas approuver ou d'approuver la motion de report à trois mois, il y a une chose certaine: l'Opposition libérale, pour des raisons de principe, s'oppose à ce projet de loi et nous allons mener la bataille tant et aussi longtemps qu'il y aura une virgule dans le règlement de cette Assemblée qui nous permettra de le faire.

La situation est claire, et même s'il y a des gens qui se posent des questions, il me semble que les discours qui ont été prononcés en cette Chambre sont suffisamment précis et la position qui a été prise par le chef du Parti libéral, le leader de l'Opposition, il y a quelques jours, est également explicite et claire.

Il ne s'agit donc pas de questions secondaires, de questions de détail mais de questions de fond et nous allons certainement continuer à nous battre. L'une des raisons qui motivent cette motion du député de Verdun, c'est qu'elle est reliée directement au projet de loi et à certaines attitudes que prennent nos amis d'en face. Si nous obtenions que ce projet de loi soit remis à trois mois, cela permettrait sans doute au ministre responsable du développement culturel et sans doute au premier ministre de relire le projet de loi et d'essayer de s'entendre et de transmettre devant l'opinion publique le même son de cloche.

Le premier ministre déclarait en cette Chambre avant-hier ou hier, les journaux d'aujourd'hui en faisaient état, que le gouvernement était prêt à faire preuve de souplesse dans l'application de cette loi. Mme le Président, j'ai été responsable de l'application d'une loi sur la langue officielle. Je me rappelle, au moment où j'étais responsable et que je siégeais sur les banquettes gouvernementales, qu'il y avait de ce côté-ci un député, le député de Sauvé, qui nous demandait de faire appliquer rigoureusement la loi et les règlements, même si les décisions que j'avais prises comme ministre de l'Éducation ne touchaient ni la loi ni les règlements. C'était une interprétation que je voulais souple. A ce moment on demandait la rigueur et aujourd'hui le premier ministre vient nous dire qu'ils appliqueront la loi avec souplesse. Comment pouvez-vous appliquer une loi avec souplesse lorsque le texte de cette loi dit qu'il faut qu'un des parents ou les deux aient été à l'école anglaise pour pouvoir choisir l'école de son enfant? Mais, c'est vrai ou ce n'est pas vrai cela, Mme le Président.

M. Morin (Sauvé): Ce n'est pas la même loi!

M. Garneau: Si on peut avoir pendant cette période de trois mois une espèce d'accord des violons du côté du gouvernement, peut-être que le

débat pourrait être beaucoup moins long qu'il ne le semble à nos amis d'en face. Si la loi dicte et écrit clairement que, pour envoyer un enfant à l'école, comme je viens de le dire, il faut que les parents aient été à l'école anglaise, il n'y a pas de souplesse là-dedans. Je demande au gouvernement et au premier ministre comment ils vont faire pour dire: Non, c'est écrit dans la loi qu'il faut avoir été à une école anglaise pour envoyer vos enfants à l'école anglaise, mais on va administrer cela avec souplesse, envoyez-les pour cette année. Si c'est cela le genre de loi, cela ne vaut pas la peine de la voter. Cela ne donne absolument rien de se débattre ici et de faire des discours et des interventions. Une des raisons pour lesquelles nous voudrions que cette loi soit retardée c'est que, s'il y a des souplesses qui doivent être apportées à cette loi, il est temps de le faire.

Une fois qu'elle aura été ratifiée, votée par cette Chambre en deuxième lecture, en commission parlementaire et en troisième lecture, la souplesse c'est dans l'esprit des gens d'en face qu'elle pourra peut-être être exercée pour gagner quelques appuis, au moment de la discussion en deuxième lecture, en commission parlementaire. Mais connaissant fort bien le député de Sauvé, connaissant les attitudes qu'il a prises dans l'Opposition et connaissant surtout sa philosophie et la philosophie de son collègue de gauche, quant au type de société que l'on veut bâtir au Québec, Mme le Président, la souplesse, je pense que ce ne seront certainement pas ces gens-là qui vont pouvoir l'appliquer. Je dis que si nous pouvions convaincre le gouvernement de prendre cette période de trois mois pour apporter dans les textes législatifs eux-mêmes, parce que ce n'est pas une loi que l'on peut donner à des fonctionnaires, pour dire par la suite: Prenez donc les décisions administratives selon votre bon plaisir... Il ne peut pas y avoir de souplesse là-dedans, il va falloir que la loi soit adoptée, soit appliquée telle quelle, sans quoi cela ne vaut pas la peine d'adopter une loi.

Mme le Président, je dirai que si le gouvernement est véritablement sérieux dans ce désir d'apporter de la souplesse dans la loi 101, il faudra qu'il accepte cette motion et profite de cette période de trois mois pour apporter les amendements au texte législatif et permettre aux députés de cette Chambre d'en discuter la teneur, pour finalement, si c'est possible, avoir, non seulement du côté ministériel, mais du côté des oppositions, un appui qui donnerait à cette loi, que j'appelle loi fondamentale, toute l'autorité légale et morale nécessaire pour être appliquée avec bon sens et dans les meilleurs intérêts de l'ensemble des enfants québécois et l'ensemble des contribuables, parce qu'il y a d'autres aspects que l'aspect de la rentrée scolaire.

Mme le Président, j'entendais tout à l'heure le ministre de l'Éducation parler des anglophones. Il n'y a pas que les anglophones qui sont frappés par cette loi, il y a des francophones aussi. Certains membres de cette Chambre sont intervenus, ont fait part, par exemple, de leurs préoccupations face aux droits des francophones dans certaines

de leurs décisions administratives, dans des domaines qui ne touchent absolument pas l'éducation. C'est un problème aussi sérieux et en même temps aussi complexe, pour une petite entreprise de 50, 60 employés, qui fonctionne dans un milieu strictement francophone, où les propriétaires sont francophones, les employés francophones, et qui, à un moment donné a besoin d'une secrétaire bilingue pour être capable de répondre à la clientèle des autres provinces ou des autres pays. Pour avoir le droit d'engager cette secrétaire bilingue, il va falloir que les gens partent de je ne sais où dans la province et obtiennent dans les bureaux qui seront peut-être à Montréal, ou peut-être à Québec, l'autorisation de fonctionnaires de la régie pour avoir le droit d'engager une secrétaire bilingue.

Je dis que c'est une atteinte aux droits fondamentaux, non pas des anglophones, mais des francophones à ce moment-là, de pouvoir administrer leur entreprise avec la liberté de manoeuvres dont ils ont toujours joui et qui est nécessaire à l'efficacité de cette entreprise. Il y a d'autres raisons que je qualifierais de raisons économiques.

Mme le Président, plusieurs députés avant moi ont dit que ce débat linguistique durait depuis longtemps et que cela empêchait cette Chambre de discuter de projets de nature économique que nos amis d'en face pourraient avoir à faire adopter.

C'est vrai qu'il y a des choses beaucoup plus importantes pour le moment, compte tenu du chômage qui existe, compte tenu de la baisse des investissements réels qui existent au Québec, non pas des intentions d'investir, mais des investissements réellement à effectuer chez nous qui créent un problème sérieux au niveau de l'emploi.

Motion d'ajournement du débat

M. Garneau: Mme le Président, ce n'est pas nous qui avons décidé de parler de question linguistique à ce moment-ci, c'est le gouvernement. Afin d'aider ce gouvernement à proposer à l'attention de cette Chambre d'autres mesures qui sont plus directement reliées aux problèmes quotidiens de la population du Québec, plus directement reliées aux questions économiques, je voudrais, en vertu de l'article 77 de notre règlement, proposer l'ajournement du débat, afin de donner la chance au leader adjoint du gouvernement d'appeler, pour les fins de la discussion, des projets de nature économique que le gouvernement pourrait avoir à présenter.

Mme le Vice-Président: Cette motion d'ajournement du débat est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Je ne sais pas, Mme le Président, si elle est adoptée.

Une Voix: Qu'on demande le vote.

M. Lalonde: Est-elle adoptée? Le gouvernement a-t-il l'intention de l'adopter, de voter en faveur de cette motion d'ajournement?

M. Duhaime: Pardon?

M. Lalonde: Le gouvernement a-t-il l'intention d'intervenir?

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée? Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: Mme le Président, si je comprends bien l'intervention de l'honorable député de Jean-Talon, il propose l'ajournement du débat sur la motion d'amendement. C'est bien cela?

M. Garneau: Sur la motion qui est en discussion.

M. Duhaime: Comme leader du gouvernement, Mme le Président, je vous dirai que nous tenons à la poursuite du débat sur la motion d'amendement. Si d'autres orateurs de l'Opposition veulent adresser la parole sur la motion d'amendement, nous allons les entendre. Autrement, nous sommes prêts à procéder au vote sur la motion.

Mme le Vice-Président: Qu'on appelle les députés.

M. Lalonde: Un instant!

Mme le Vice-Président: Voulez-vous intervenir sur la...

M. Lalonde: La motion d'ajournement.

Mme le Vice-Président: D'accord. Vous avez dix minutes.

M. Lalonde: Je ne le prendrai sûrement pas, à moins que l'inspiration change dans les dix minutes qui me sont accordées par le règlement, mais je dois avouer que je suis un peu...

Mme le Vice-Président: ... les dix minutes qui sont...

M. Lalonde: Au nom du parti.

Mme le Vice-Président: Au nom du parti. D'accord.
M. le député.

M. Morin (Sauvé): Un peu dépassé par les événements?

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Je suis un peu surpris, Mme le Président de l'attitude du gouvernement sur cette motion d'ajournement. Non pas que je ne sois pas convaincu du bien-fondé de cette motion, surtout de la sincérité du député de Jean-Talon quand il a fait cette motion, mais j'aimerais quand même, tout en me remémorant les paroles que le député d'Outremont nous a dites cet après-midi à l'occasion du débat sur la motion d'ajournement présentée par le leader du gouvernement à ce moment, à savoir d'ajourner le débat sur le projet de loi no 48 pour appeler le projet de loi no 101, tout en me rappelant le bien-fondé et la pertinence des propos du député d'Outremont qui a invoqué, à l'appui de son opposition à cet ajournement, des motifs qui intéressent tous les Québécois, à savoir qu'ici, ce 28 juillet 1977, on nous impose, du côté du gouvernement, un débat sur une question linguistique alors que des centaines de milliers de chômeurs, de travailleurs québécois sont actuellement en chômage, alors que des centaines de milliers de Québécois attendent du gouvernement des mesures concrètes pour aider l'économie, pour aider les gens à travailler, cela m'a surpris de voir le geste du gouvernement.

Je dois remercier le député de Jean-Talon d'avoir présenté cette motion parce que, probablement comme moi, il aurait cru que les quelques heures d'ajournement du débat que nous avons eu entre 18 heures et 20 heures auraient inspiré au gouvernement de changer d'attitude à propos des Québécois qui sont en chômage, à propos de notre économie qui s'en va à la débandade, et lui inspirer des pensées positives et concrètes en faveur des agriculteurs, de tous ceux qui, actuellement, souffrent d'une économie dont le gouvernement ne s'occupe pas.

Je suis tout à fait surpris de l'attitude du leader adjoint du gouvernement. C'est un peu pour cela que je vais prendre le temps qui m'est alloué à la réflexion pour tenter de le persuader de changer d'idée.

Peut-être que le député de Jean-Talon a apporté sa motion sans la présenter de façon aussi complète qu'il aurait voulu le faire? Il faut dire que le règlement le limite à dix minutes, et c'est à la fin de son intervention sur la motion de report à trois mois qu'il a fait cette motion d'ajournement. Il n'a peut-être pas eu le loisir de convaincre le leader adjoint du gouvernement, qui a peut-être été pris un peu de court. Mais je pense que je peux faire appel au leader adjoint du gouvernement, et d'ailleurs le leader en chef est arrivé pour y songer...

Une Voix: Il n'est pas bête.

M. Lalonde: ... pour se souvenir de l'erreur qu'ils ont faite cet après-midi en ajournant le débat sur le projet de loi no 48, qui, comme le disait le député d'Outremont, tout en n'étant pas la fin du monde, avait des chances d'apporter quelques avantages, au point de vue économique, à tous nos Québécois.

M. Burns:... davantage, calez-vous davantage!

M. Lalonde: Quelques avantages, d'ailleurs.

M. Burns: Vous êtes des masochistes, c'est votre problème. Calez-vous par en bas.

M. Lalonde: Je pense, que, contrairement à l'habitude, le leader du gouvernement vient de faire une interruption pertinente. Il dit, en m'interrompant, que ce projet de loi no 48 a plusieurs avantages. C'est fort possible, et c'est pour cela que j'appuierais, si j'étais à leur place, la motion d'ajournement du député de Jean-Talon pour qu'on puisse immédiatement examiner les avantages du projet de loi no 48, ou une autre loi à caractère économique. Il y en a quelques-unes, il n'y en a pas beaucoup, je l'avoue.

M. Burns: Il y en a un paquet.

M. Lalonde: L'imagination du gouvernement est à la baisse au niveau économique, mais, quand même, on serait prêt — étant donné que c'est au gouvernement de proposer des mesures à cette Assemblée — à examiner soit le projet de loi no 48 ou le projet de loi concernant le développement coopératif, enfin tout ce qui touche réellement, concrètement les Québécois.

Et dans cette mesure, Mme le Président, j'invite tous les membres de cette Assemblée...

M. Burns: Nous étions bien meilleurs que cela, nous autres. Nous avons de l'imagination.

M. Lalonde: ... à considérer de façon très positive cette motion d'ajournement.

M. Ciaccia: Question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Oui, M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: J'invoque le règlement 100, Mme le Président. Quand un député a le droit de parole, il ne peut être interrompu par un autre député. Je vous demanderais très respectueusement d'appliquer ce règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Oui, M. le député de Mont-Royal. C'est ce que j'avais d'ailleurs fait. M. le député de Marguerite-Bourgeoys, c'est vous qui avez le droit de parole, vous avez encore trois minutes.

M. Lalonde: Merci, Mme le Président, de protéger mes droits. En effet, quand on parle d'économie, quand on parle de chômage, tout ce qu'on provoque en face, ce sont des rires et des quolibets. Ce ne sont pas des farces! Ce ne sont pas des blagues qu'on fait ici, nous sommes dans cette Assemblée nationale pour prendre soin des problèmes des Québécois. Quand on veut discuter des questions économiques, quand on supplie le

gouvernement de nous offrir des démarches qui vont sortir le Québec du pétrin économique dans lequel l'élection du 15 novembre l'a mis, tout ce qu'on a, ce sont des quolibets, ce sont des rires. L'inconscience de ces députés me fait prévoir le pire.

Est-ce que j'ai terminé?

Une Voix: Non.

Mme le Vice-Président: Sur la motion d'ajournement, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Mme le Président...

M. Proulx: ...pas la parole, vous n'avez rien dit.

M. Lalonde: Question de règlement, Mme le Président. Mme le Président, j'espère que ce temps, vous ne le compterez pas avec le mien parce que c'est une question de règlement que je veux soulever, s'il vous plaît. J'aimerais, Mme le Président, comme vous le faites avec beaucoup de grâce, toujours, que, quand même, vous imposiez l'autorité de la présidence à ces députés qui, depuis les quelques minutes qui me sont accordées, ne font que m'interrompre et qui devraient plutôt appliquer leur attention à se demander pourquoi ils devraient voter en faveur de cette motion d'ajournement. J'ai terminé ma question de règlement, Mme le Président. Je présume que j'ai encore le droit de parole et je conclus dans les quelques minutes qui me restent en insistant sur le sérieux de cette motion d'ajournement.

Ce n'est pas à la blague qu'on est ici ce soir, le 28 juillet, alors qu'il y a des centaines de milliers de Québécois qui sont en chômage. Naturellement, on entend des rires de l'autre côté parce que l'inconscience dans laquelle...

M. Burns: Voyons donc! On rit de vous, voyons donc! Vous ne vous en rendez même pas compte.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Votre temps est écoulé, M. le député. Il y a maintenant devant cette Assemblée une motion...

M. Burns: Mme le Président, comme le temps du député de Marguerite-Bourgeoys est "écroulé", je n'ai pas l'intention de faire de réplique au nom du gouvernement.

M. Lavoie: Mme le Président, je crois que l'honorable député de Maisonneuve n'a aucune intervention à faire parce que déjà le leader "adjoint adjoint" du gouvernement s'était exprimé sur cette question, et il y a un intervenant par parti.

Mme le Vice-Président: C'est d'ailleurs ce que j'allais dire, il y a maintenant devant cette Assemblée une motion d'ajournement du débat et le vote a été demandé.

M. Lavoie: Un instant, le droit de réplique.

M. Garneau: Mme le Président...

M. Burns: Ils n'ont pas le droit. Mme le Président, je vous réfère à l'article 77. C'est un débat restreint. C'est un débat qui ne peut faire l'objet que d'une discussion sur une base de dix minutes par parti politique.

M. Lavoie: Pas de réplique?

M. Burns: Je ne vois pas qu'il y ait de réplique là-dessus. L'article 101 ne fait pas de référence à l'article 77.

M. Lavoie: Mme le Président, sur la question de règlement. Je pense bien que l'article 77 est bien clair: "Une motion non annoncée d'ajournement du débat peut être faite en tout temps; une telle motion, sauf si elle est faite par un ministre, etc." Je vais un peu plus loin: "Elle est mise aux voix... un représentant de chaque parti reconnu peut prononcer un discours de dix minutes, le proposeur pouvant exercer un droit de réplique de même durée".

Mme le Vice-Président: Vous avez raison, M. le leader de l'Opposition officielle. M. le député de Jean-Talon, votre droit de réplique sur cette motion d'ajournement du débat.

M. Ciaccia: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: ...demandant l'ajournement du débat.

M. Ciaccia: ...avant le droit de réplique, s'il vous plaît, question de directive. Est-ce que je pourrais demander à la présidence, Mme le Président, si elle pourrait demander pourquoi l'autre parti de l'Opposition, l'Union Nationale, ne juge pas à propos d'intervenir sur cette motion, puisqu'on parle de la question de...

Mme le Vice-Président: M. le député de Mont-Royal, je vous en prie. Personne ne s'est levé du parti de l'Union Nationale. C'est donc qu'il n'a pas l'intention d'intervenir et je respecte sa décision.

M. le député de Jean-Talon, c'est à vous d'intervenir maintenant.

M. Lavoie: Question de règlement.

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Lavoie: ... encore le président de l'Assemblée. Je vais m'asseoir lorsque le président sera debout.

M. Lessard: Vous n'avez pas d'ordre à donner à la présidence.

Mme le Vice-Président: Je me lèverai donc, pour rappeler les gens de cette Assemblée à l'ordre. M. le leader de l'Opposition officielle, vous vous leviez sur une question de règlement?

M. Lavoie: Oui, sur la question de règlement.

M. Brochu: Question de privilège, Mme le Président. Question de privilège.

M. Lavoie: Je crois qu'il n'y a aucune question de privilège.

M. Brochu: L'ancien président n'a pas d'affaire à discuter de ma question de privilège.

M. Lavoie: Qui a la parole Mme le Président?

M. Brochu: Mme le Président, question de privilège.

M. Lavoie: Je ne regarde pas en arrière.

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition officielle, s'il vous plaît! M. le député de Richmond s'est levé sur une question de privilège. M. le député de Richmond.

M. Brochu: Mme le Président, je me dois de me lever en invoquant une question de privilège, puisqu'on a attaqué le parti de l'Union Nationale...

M. Lavoie:... immédiatement. C'est une question de règlement sur la question de privilège.

M. Brochu: Un instant. Je n'ai pas fini ma question de privilège.

Mme le Vice-Président: Sur une question...

M. Lavoie: ... lorsqu'on attaque un parti...

M. Brochu: Je n'ai pas établi ma question de privilège.

M. Lavoie: Sur la question de règlement.

Mme le Vice-Président: Je pense que nous allons devoir prendre un peu de temps pour que les sangs se rafraîchissent un peu.

M. le leader de l'Opposition officielle, vous vous levez sur une question de règlement et vous empêchiez M. le député de Richmond de parler. C'est donc ce dernier qui a la parole, mais pour le moment... C'est ce dernier qui avait la parole. Pour le moment, c'est vous qui vous levez sur une question de règlement.

M. Lavoie: Bien calmement. J'ai laissé l'occasion au député de Richmond de soumettre, comme il doit le faire, sa question de privilège.

M. Brochu: Question de règlement, Mme le Président.

M. Lavoie: Et je vais répéter exactement ce qu'il a dit.

M. Brochu: Question de règlement, Mme le Président.

M. Lavoie: Il a dit que le chef de son parti avait été attaqué.

M. Brochu: Question de règlement, Mme le Président.

M. Lavoie: Dois-je vous dire...

M. Brochu: Question de règlement, Mme le Président.

M. Lavoie: Tant que vous ne serez pas debout, je vais rester debout, Mme le Président.

M. Brochu: Question de règlement, Mme le Président.

M. Lavoie: Le règlement dit que si vous vous levez...

Mme le Vice-Président: Si vous insistez... Je vous ferai remarquer... A l'ordre, s'il vous plaît!

Je vous ferai remarquer, M. le leader de l'Opposition officielle, que j'ai bien vérifié et le fauteuil est réparé.

M. Lavoie: C'est très bien.

Mme le Vice-Président: M. le député de Richmond, sur la question de règlement.

M. Brochu: Merci, Mme le Président. Nulle part, dans le règlement, est-il indiqué qu'un parti ou un membre doit prendre la parole sur quelque question que ce soit, premièrement.

Deuxièmement, on n'a pas d'ordre à recevoir du Parti libéral à ce sujet, d'une part. Je ne veux surtout pas être associé à quelque chose qui descend et...

M. Pagé: Le parti créditiste ou présidentiel...

M. Brochu: Le parti créditiste ou présidentiel, justement je ne suis plus là. C'est justement pour cela que je ne m'associe pas aux partis qui descendent, si vous avez remarqué.

Une Voix: Vous vous associez à n'importe quoi!

Mme le Vice-Président: M. le député de Richmond, voulez-vous intervenir sur votre question de règlement, s'il vous plaît.

M. Brochu: Merci, Mme le Président. Je reviens à la question de règlement pour vous dire ceci. Si l'Union Nationale a jugé bon, comme c'est son droit...

M. Ciaccia: Mme le Président, question de règlement.

M. Brochu: ... de ne pas intervenir à ce moment-ci...

M. Ciaccia: Mme le Président, question de règlement.

M. Brochu: Et je me dois de rétablir les faits parce qu'on a été attaqué par le député...

Mme le Vice-Président: Un instant. A l'ordre, s'il vous plaît! Exactement.

Je me demande, M. le leader de l'Opposition officielle, si j'avais bien entendu, mais cette fois, M. le député de Richmond ne s'est plus levé sur la question de privilège mais bien sur la question de règlement. Je le laisse terminer et je vous demanderais votre collaboration. Laissez donc terminer M. le député de Richmond sur sa question de règlement.

M. Lavoie: Ce n'est pas une question de règlement.

Mme le Vice-Président: De toute façon, nous avons bien entendu que M. le député de Richmond disait que c'était à l'Union Nationale elle-même de décider si elle voulait intervenir sur une motion, et nous respectons ce droit.

M. Brochu: Merci, Mme le Président de me donner la parole.

Mme le Vice-Président: Toujours sur la question de règlement, M. le député?

M. Brochu: Pour terminer, j'indiquerai donc simplement que nous allons maintenir ce droit et que je ne continuerai pas plus longtemps mon exposé pour ne pas permettre à chacune de mes paroles, aux membres — pas aux positifs—négatifs du Parti libéral de s'en servir pour mettre du sable dans l'engrenage de l'Assemblée nationale et pour retarder nos travaux. Je n'interviendrai pas à ce sujet, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Richmond, je comprends que vous soyez un peu saisi par cette procédure, mais vous êtes intervenu sur la question de règlement. J'aurais aimé autant que vous vous en teniez à la question de règlement.

Il y a maintenant devant cette Assemblée une motion d'ajournement du débat et le vote est demandé.

M. Garneau: Non, mon droit de réplique.

Mme le Vice-Président: Pardon. Je vous avais d'ailleurs déjà donné la parole, M. le député de Jean-Talon, c'est votre droit de réplique et nous appellerons les députés après.

M. Garneau: Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Garneau: Mme le Président, je viens de comprendre pourquoi les gens de l'Union Nationale ne sont pas intervenus, ils ont compris que l'intervention du leader "adjoint adjoint" était

dans le même sens que leur parti et ils continuent dans cette direction, M. le Président, c'est-à-dire de se considérer comme...

Le Président: M. le député de Jean-Talon, je m'excuse de vous interrompre. Si je le fais, ce n'est que parce que je voudrais signaler la présence, dans les galeries d'une délégation de cinq parlementaires de l'Assemblée nationale française.

M. le député de Jean-Talon, vous avez maintenant vos dix minutes, et je suis sûr que vous allez vous efforcer d'impressionner nos invités.

M. Raymond Garneau

M. Garneau: M. le Président, mon travail ici est certainement d'être heureux de voir qu'il y a, dans les galeries, d'autres parlementaires. Ils sont peut-être mieux placés que tout autre visiteur pour comprendre le sens des débats qui ont cours, à l'occasion, dans les Parlements. Le but de mon intervention n'est pas tellement d'impressionner la galerie, mais surtout d'essayer de convaincre les gens d'en face, les membres du gouvernement, de la députation ministérielle de l'à-propos de cette motion pour que nous puissions, une fois ou deux, au cours de cette session, aborder des questions autres que des questions d'ordre linguistique comme c'est le cas depuis presque le tout début de la session.

A l'exception de quelques débats que j'appellerai de routine, même si leur importance est très grande, comme le débat de 25 heures sur le discours inaugural, le débat de 25 heures sur le discours du budget, il n'y a pas eu, dans cette Assemblée, depuis le début, depuis le 8 mars, de véritable occasion pour les membres de cette Chambre de discuter de questions économiques. On peut peut-être faire exception pour le projet de loi concernant SIDBEC qui était beaucoup plus un problème d'ordre financier pour la société qu'un problème économique ou une solution à des problèmes économiques de l'ensemble de notre collectivité, compte tenu du fait que ce projet de loi n'ajoutait pas à des investissements, n'ajoutait pas à la structure industrielle du Québec, mais réglait plutôt un problème financier de cette société d'Etat.

Le but de cette motion d'ajournement, M. le Président, est justement d'essayer d'aider le gouvernement pour lui permettre quelques discussions de nature économique. J'aurais voulu faire des recommandations précises à partir du feuilleton. Notre règlement ne permettait pas, dans ma motion, de faire référence au projet de loi no 48. Je suis certain que la présidence ne l'aurait pas permis et c'est pourquoi j'ai laissé ma motion complètement ouverte. Mais, en regardant le feuilleton, je dois considérer qu'il y a peu de choses de nature économique.

Nous serions prêts, M. le Président, si le gouvernement acceptait notre motion, à entreprendre immédiatement le projet de loi créant la société de développement coopératif. Cela fait longtemps

que le sujet est en discussion. Cela a commencé par le système coopératif en 1974, plus le rapport Parenteau, il y a eu des discussions en long et en large. On pourrait entreprendre ce projet, même si ce n'est pas un projet de loi miracle; au moins cela permettrait à notre secteur coopératif de peut-être bénéficier de certains avantages qui seraient susceptibles d'aider l'économie.

M. Burns: Vous allez travailler longtemps.

M. Garneau: Je regarde les autres projets évidemment, le projet de loi 48, et j'aimerais bien cela si le leader du gouvernement changeait d'idée...

M. Burns: Les vacances au mois de septembre, bye-bye. Ta famille avec, hein!

M. Garneau: ... et décidait de l'appeler après avoir accepté notre motion. Les députés d'opposition, à l'unanimité... Nous avons trouvé assez généreux et assez compatissants les députés de l'Union Nationale, qui sans doute n'avaient rien à dire sur la motion qu'ils avaient présentée. Ils ont sauvé la face en offrant le mercredi au gouvernement. C'est commode, cela arrive parfois que les clubs fermes envoient des joueurs au club principal et cela a été un coup de main qui se comprend entre personnes de même opinion.

Mme le Président, nous serions prêts, si le gouvernement voulait étudier le projet de loi 48. A part cela je regarde le feuilleton, je trouve la loi autorisant des prêts à certains pêcheurs commerciaux qui aurait une certaine incidence économique, même si c'est très marginal. Il y a trois choix, parce que ce gouvernement n'est pas très, très loquace et son imagination est très peu fertile, lorsqu'il s'agit de questions économiques. Pourtant, M. le Président, il serait tellement impérieux, pour ce gouvernement, de se pencher sur ces questions économiques. Nous avons eu, il en a été question en Chambre, des débats, des périodes de questions sur le sens des statistiques.

Si l'on ne s'entend pas ou si on a de la difficulté à interpréter les intentions d'investir des entreprises québécoises ou des hommes d'affaires québécois, il y a une chose qui est certaine, c'est qu'il y a des statistiques qui nous disent comment il y a eu d'investissements de faits dans la province de Québec, en particulier dans la région de Montréal, les six premiers mois. Et la raison pour laquelle je propose cette motion, c'est justement pour tenter de trouver une solution à ce problème.

Quand je vois que dans le secteur industriel, les six premiers mois, il y a une baisse de 60% dans les contrats accordés pour fins de construction...

M. Burns: Toi tu n'en as pas trouvé de solution.

M. Garneau: ... 60% de baisse...

Le Président: Je m'excuse, M. le député, M. le leader parlementaire du gouvernement, je vous demande bien de restreindre votre bonne humeur.

M. Garneau: Il me semblait qu'il était en vacances. M. le Président, si cette motion était adoptée, peut-être que le gouvernement pourrait se forcer et trouver des mesures pour tenter de contrer cette baisse dramatique dans les investissements effectivement réalisés. On peut avoir des intentions d'investir, mais c'est une chose d'avoir des intentions dans trois mois, six mois et de le faire et de réaliser dès maintenant ses intentions d'investir. Quand je vois les chiffres de la Communauté urbaine de Montréal, où 45% de la population réside, où c'est le cœur en quelque sorte de l'activité économique québécoise...

M. Burns: Ah! c'est effrayant!

M. Garneau: M. le Président, lorsqu'on voit qu'il y a une baisse de...

M. Burns: Je vais me choquer. Je vais être obligé de parler d'autre chose avant longtemps. On parle...

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, je vous rappelle à l'ordre.

M. Burns: Je m'en excuse, M. le Président.

Le Président: Merci.

M. Garneau: M. le Président, une baisse de 60% dans les investissements avait lieu au secteur industriel, une baisse de 66% au cours des six premiers mois dans les investissements engagés en 1977 par rapport à 1976, 66% de baisse, je crois que c'est suffisamment sérieux.

Quand on constate également l'état du chômage qui règne chez nous, je crois que la situation est véritablement sérieuse et qu'il faut que cette motion que j'ai proposée soit adoptée pour permettre au gouvernement de faire adopter ou, du moins, de présenter pour discussion les quelques mesures qui sont inscrites au feuilleton et qui pourraient avoir une certaine connotation économique et aider, même si c'est marginalement, un peu les travailleurs québécois.

M. Lavoie: Vote enregistré.

Le Président: Suivant les dispositions de l'article 77, nous allons maintenant mettre aux voix la motion de M. le député de Jean-Talon. Qu'on appelle les députés.

Vote sur la motion d'ajournement

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Nous allons maintenant mettre aux voix la motion d'ajournement du débat de M. le député de Jean-Talon. Que ceux qui sont en faveur de cette motion d'ajournement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-

Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Caron, Picotte, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Samson.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Que ceux qui sont contre cette motion d'ajournement veuillent bien se lever s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Laurin, Morin (Sauvé), Léonard, Lessard, Proulx, Duhaime, Tardif, Garon, Paquette, Alfred, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellet, Perron, Clair, Lefebvre, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Gagnon, Jolivet, Biron, Grenier, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois.

Le Président: Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 23—Contre: 43 — Abstentions: 0

Le Président: Alors cette motion est rejetée.
M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Mackasey: Merci, M. le Président.

Le Président: Je m'excuse, M. le chef de l'Union Nationale, j'avais d'abord donné la parole à M. le député de Notre-Dame-de-Grâce; je m'empresserai de vous la donner tout de suite après.

M. Brochu: J'ai une autre question additionnelle, à part cela, M. le Président.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

Motion de report à trois mois (suite)

M. Bryce Mackasey

M. Mackasey: Merci, M. le Président, c'est rare que je partage les sentiments du ministre de l'Éducation, mais il faut dire que je ne pense pas que la violence soit la solution aux questions du projet de loi 101 à Montréal. J'étais fier, cet après-midi, quand le député de Westmount s'est levé, en cette Chambre, et a dit que lui-même ne pensait pas que la violence était la solution aux problèmes que pose le projet de loi 101 aux minorités de l'île de Montréal.

Mr. President, violence solves nothing in a democracy, and as a Canadian whose ancestors came from Ireland where independence was reached 55 years ago, I am conscious that every day of the week, every week of the year, somebody dies in the name of false nationalism in Ireland. So, I would be the last to say that violence is the answer as long as we have courts. If people feel the law is unjust, then, they must, if they believe in democracy as the minister of Education says, use the courts of this land.

But, Mme le Président, it is very difficult for citizens to respect the law when a government refuses to do so, and it is obvious to anybody who understands parliamentary procedures that the regulations which were passed by Order in council some weeks ago are completely and utterly illegal. They indicate that this government is prepared to use the legal means to obtain whatever ends they want to, and this is unfortunate because it is extremely difficult to tell people to obey the law when the government will not. This is the tragedy of the Parti québécois in the present government.

Their willingness forgets parliamentary procedures when it suits their own individual rights or needs and then to appeal to the Canadian population, the Québec population, in the name of Parliament procedure of British tradition to respect the law when the government will not respect the law. And among them is the House leader, who is a respected person, who knows the law, who is experienced parliamentarian who sits quiet in his place and sees that Cabinet adopt regulations that are not based on any existing law presently on the books of the province of Québec. This is a flagrant example of a government who thinks that their collective rights should be greater than those of the individual citizens. And it is very difficult for those who speak for the minorities, and are of the minorities, to tell the people that, regardless of the insults to the language, regardless of what they consider to be an injustice, they must respect the law of the land by appealing to the courts. And I agree with that principle; I am a pacifist, I deplore anybody who would even flirt with the concept of violence, because I have seen too many countries wrecked by violence. It is the last thing we want in this country, the last thing we want in this province.

At the same time, it is time that the government start practicing what it preaches. Mme le Président, I happen, and many others, to believe that the democracy cannot function unless there are rules and regulations. If we do not, in the future, adopt the parliamentary system of Britain, then we must adopt the American system or some other system. But, regardless whether Quebec separates, it must have a system that protects the individual rights of people. And I come back again and again to the point that if you expect your citizens to respect the law, and they must, even if the law is unjust, then you have a moral and legal obligation, in the government, to respect the law yourself. And the regulations that the minister of Education passed through the Cabinet several weeks ago, requesting the school board of this city to gather pertinent private confidential informations on the lives and educational background of parents, are completely illegal. And when that is challenged before the court, I am sure the courts of this land will decide that the government and the minister of Education have flagrantly disregarded the laws of this country.

It is extremely difficult, Mme le Président, to appeal to individual citizens to respect the law when a government democratically elected is quite

prepared to ignore the law and pass regulation in anticipation of a law that has not yet passed second reading.

Mme le Président, ten minutes are very short and one or two speakers have suggested—and the Union Nationale—that we are postponing through the amendment of the member for Verdun, the passage of Bill 101. Of course, we are. We are doing it because it is a bad bill. We are doing it through the parliamentary procedures that are placed at our disposal, parliamentary procedures that are placed to protect the right of the individuals of this province.

We are not suggesting to people to break the law, like some members of the House have done. We are using the democratic methods that are at our disposal in order to delay the passing of a piece of legislation that in a short term will hurt the minorities in Quebec and that in a long term will limit the French-speaking Canadians of this province to the largest ghetto in the world, because the French-speaking Canadians that I grow up with, whether in Verdun, in Pointe-Saint-Charles, in Saint-Pierre, Côte-Saint-Paul, N.D.G., unlike the minister who babbles, do not have the finance to put their children in private schools to learn a second language.

They must depend on the school system which is deficient in this particular area. As I said the other evening, the easiest thing in the world for this government to accomplish is the creation of a society based on one culture, one language. It will hurt me, it will hurt my children. The biggest problem would be to retain that society once it has been reached. How will you retain it, Mme le Président? The Minister of Education knows. You will have to interfere daily with the live of the French-speaking Quebecers in the field of education, in the field of commerce, on the job site, in the field of finance, in the field of communication. You will have to censure what they read. You will have to censure what they hear. You will have to censure their television programs. You will have to control their radio programs in order to retain that one language, one culture society and in order to prevent it from being contaminated by another language or another culture.

It is sad that in 1977 a group of well-meaning, misguided people elected by 40% of the population can be devoting their energies for eight months to this concept when hundred of thousands of French-speaking Canadians and English-speaking Quebecers are out of work and crying for legislation which this government will not pass because another has established the priorities that are needed for this country.

It is tragic but the history books of the world are filled with people who think that, in the name of collectivity, they know what it is best for individual people. They are prepared to abolish the individual rights of everybody in this province, French, English or wherever you come from, and it is tragic. This is what the immigrant is afraid of. He

ran away from that kind of society when he came to Canada and when he settled in Quebec. He does not want some fancy bureaucrats sitting in his business two weeks before collective agreement determining whether francisation has moved fast enough. He does not want bureaucrats moving around his little... one or two or ten or twenty men industry determining whether the signs over the door can be determined as unilingual, bilingual... trilingual, Chinese, greek or whatever.

What is the Minister of Education afraid of? Where were he educated?

M. Morin (Sauvé): Le député me permettrait-il une question?

M. Mackasey: Avec plaisir, but I want to get my time back.

M. Morin (Sauvé): Voudriez-vous commenter l'histoire du Canada, maintenant que vous avez parlé de celle du Québec?

M. Mackasey: I wish I had 20 minutes, because in that one question, the Minister has shown that this bill is based on his own sense of history.

I might suggest that the minister of Cultural Affairs is a good doctor and a poor historian but obviously the minister of Education, through one Bill, in 1977 in attempting to rectify all the admitted injustices that have occurred since 1608 or 1500 or whatever, when Jacques Cartier arrived here, side by side with a man from Dublin, Ireland, named Talbot, there has been many Talbots here ever since.

But, my last few words, I am allowing for the interruptions...

Mme le Vice-Président: M. le député m'avez-vous entendu? Vous devez conclure maintenant.

M. Mackasey: Here is an other one. Let us go.

M. Duhaime: J'invoque le règlement parce que je pense que le député de Notre-Dame-de-Grâce a déjà pris plus de dix minutes de son temps.

Mme le Vice-Président: C'est d'ailleurs l'objet de mon intervention, je demandais au député de Notre-Dame-de-Grâce de conclure, voulez-vous le faire rapidement, s'il vous plaît, M. le député?

M. Mackasey: Oui, je vais conclure en disant que l'intervention du ministre est la première chose positive qu'il ait faite en Chambre depuis huit mois.

Mme le Vice-Président: Sur l'amendement, M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: Mme le Président, je voudrais parler, mais très brièvement, sur cette motion dilatoire de

mon ami, le député de Verdun. Je suis quand même surpris que cette motion ait été présentée par un député aussi modéré que le député de Verdun; mais je voudrais savoir les raisons exactes qui font que l'Opposition officielle présente une telle motion ce soir, ou hier, pour retarder les débats sur ce projet de loi très important, et que, tous ensemble à l'Assemblée nationale, nous pouvons améliorer grandement, au niveau de la commission parlementaire.

Je me souviens que nous avons présenté des sous-amendements à ce projet de loi en disant que ce projet de loi mérite des amendements, de nombreux amendements bien sûr, mais ils méritent d'être discutés. Surtout que la population du Québec attend après nous. Elle attend que nous prenions des décisions et que nous passions à l'action dans ce problème, en particulier, pour le régler d'une façon définitive, pour s'attaquer, ensuite, aux réels problèmes que nous avons au Québec.

Toutes les autres motions présentées par l'Opposition officielle nous font aussi perdre énormément de temps dans cette Assemblée nationale alors que nous pourrions passer à l'action. Je trouve curieux que mon ami, le député de Jean-Talon, d'un coup sec, se préoccupe de l'économie du Québec, lui qui au cours des dernières années ne s'en est pas tellement préoccupé. Je trouve curieux qu'on nous présente une motion, ce soir, qui fait en sorte que nous devons retarder certains projets, parce qu'il faut s'occuper d'économie au Québec. Pourtant le 15 novembre dernier, la population du Québec a décidé que l'économie allait mal et elle a décidé de changer de gouvernement à cause de cela.

Une Voix: Cela va mieux, cela va beaucoup mieux, n'est-ce pas?

M. Biron: Je ne suis pas prêt à dire que cela va mieux, mais cela ne peut pas être pire, en tout cas, qu'avec vous.

Même si nous allons voter contre la proposition du député de Verdun, cela ne veut pas dire pour autant que nous voulons accepter en bloc le projet de loi 101. Au contraire, à l'occasion de la deuxième lecture, je m'attends d'intervenir personnellement, pour expliquer pourquoi nous ne pouvons appuyer ce projet de loi et à quelles conditions nous pourrions l'appuyer, mais d'une façon positive et non d'une façon négative. Donc, dans sa forme actuelle, tel qu'il est présenté, nous ne pouvons voter pour le projet de loi, quoique nous sommes pour la prééminence du français, nous sommes pour le français au travail et le français dans la vie, le français partout au Québec. Mais, nous voudrions y voir de nombreuses améliorations. Cela ne veut pas dire que nous allons retarder les débats à l'Assemblée nationale, parce que nous voulons nous prononcer contre le projet de loi tel que présenté par le ministre d'Etat au développement culturel.

A quoi cela servira-t-il de remettre à trois mois l'étude de ce projet de loi? J'ai essayé de trouver

de bonnes raisons pourquoi nous devons remettre son étude à trois mois.

Mme le Président, si j'étais membre du Parti libéral du Québec, j'aurais des raisons pour retarder de trois mois, parce qu'on n'a pas défini de politique claire, dans ce domaine, au Parti libéral, alors que, pourtant, ce projet de loi traîne sur les tablettes depuis assez longtemps qu'on aurait pu définir quelque chose puis au moins présenter au gouvernement du Québec, de façon positive, le genre de travail que l'Union Nationale...

M. Gratton: Le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: ...elle, a voulu présenter au gouvernement du Québec, en suggérant des amendements puis les raisons pour lesquelles nous voulions ces amendements. Mais au Parti libéral, j'ai l'impression qu'on est capable de dire beaucoup de mots, mais souvent on manque d'idées. Cette position qui ferait que l'Opposition officielle veut retarder le débat leur donnerait peut-être une chance de s'ajuster et de faire l'unanimité autour des différentes options. Je sais qu'à l'intérieur de l'Opposition officielle, il y en a qui veulent véritablement faire quelque chose, je le sais par les discussions que j'ai avec plusieurs de mes collègues de l'Opposition, qui veulent véritablement construire un Québec meilleur, qui veulent participer. Mais malheureusement, il semble qu'il y a une certaine majorité, à l'intérieur du caucus, qui fait que, finalement, on retarde intentionnellement les travaux de l'Assemblée nationale.

Les seules raisons pour lesquelles j'ai trouvé qu'on pouvait peut-être voter pour la motion de retarder de trois mois les travaux, c'est afin de permettre au Parti libéral, finalement, dans trois mois, de se faire une idée et de décider, une fois pour toutes, quelle va être sa position sur la question de la langue et de se présenter en deuxième lecture et en commission parlementaire avec des positions claires, nettes et précises.

Quant à nous, nous sommes prêts à aller en commission parlementaire demain matin, si le gouvernement le veut. Nous sommes prêts demain matin, à aller en commission parlementaire et suggérer des amendements nécessaires. Cela ne veut pas dire qu'on va accepter tous les amendements ou tous les articles suggérés par le gouvernement, mais à chacun de ces articles, nous allons suggérer des amendements possibles, afin qu'on puisse en faire un projet collectif où tous les Québécois sans exception vont pouvoir se reconnaître.

Et, ici, à l'intention, encore une fois, de l'Opposition officielle, je dois dire qu'on n'a pas attendu au mois d'août pour se réveiller d'un coup sec et dire qu'il y a quelque chose qui ne marche pas dans la rentrée scolaire du mois de septembre, que cela ne fonctionnera pas. Je me souviens des nombreuses questions posées à plusieurs reprises par mon collègue, le député de Mégantic-Compton, au mois de mai, au mois de juin, au ministre de l'Éducation, concernant la rentrée scolaire du mois de septembre. Cela aussi nous

préoccupait. Là aussi on comprend qu'il y a certains problèmes dans certaines commissions scolaires. Et lorsqu'on veut dire, même du côté du gouvernement, qu'il n'y a pas de problème et qu'au mois de septembre cela va rentrer dans le calme, que tout va rentrer dans l'ordre, je doute fortement de cela, parce qu'il y a véritablement des problèmes. Mais ce n'est pas parce qu'on va retarder de trois mois l'étude du projet de loi que cela va rentrer dans le calme au mois de septembre, ce n'est pas vrai, au contraire.

Si, ensemble, on veut trouver des solutions concrètes et positives aux différents problèmes qui s'en viennent rapidement pour le mois de septembre, on va pouvoir faire la rentrée scolaire dans le calme et dans l'ordre, au mois de septembre. L'Union Nationale, elle, a prévu cela et à même notre projet de contreproposition au bill 101, nous avons un article, l'article 564, qui dit qu'au mois de septembre, si véritablement on veut s'attabler ensemble et discuter, "peuvent recevoir l'enseignement en anglais pour l'année scolaire 1977/78, les enfants qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, étaient déjà inscrits à une commission scolaire ou à une institution dispensant l'enseignement en anglais selon les normes d'inscription en vigueur avant cette date".

On sait que les enfants sont déjà inscrits à l'école, depuis le mois de juin ou quelque chose comme cela, mai, juin. Alors tous ceux qui sont inscrits déjà, à mon point de vue, sont inscrits selon l'ancienne loi et on devrait leur permettre à eux de continuer pendant un an, en attendant de prendre le temps nécessaire pour voir clair dans notre affaire. Mais, encore une fois, ce n'est pas retarder de trois mois l'étude de ces différentes propositions qui va régler le problème. Au contraire, on peut tout de suite aller en commission parlementaire et s'il le faut, même, nous allons faire la suggestion au gouvernement de s'attaquer, premièrement, au chapitre 8 qui regarde la langue d'enseignement. Cela va peut-être aider même nos amis de l'Opposition officielle à se faire des idées plus rapidement sur le reste. On pourrait s'attaquer à ce chapitre crucial et faire en sorte que, pour le mois de septembre, tout soit réglé afin qu'on sache véritablement à quoi s'attendre au niveau de l'enseignement au Québec et afin que les parents, les enfants, les commissions scolaires, les administrateurs de commissions scolaires puissent véritablement savoir à quoi s'attendre lors de la rentrée scolaire.

Il y a d'autres méthodes par lesquelles on pourrait fort probablement faciliter la rentrée scolaire, si on allait en commission parlementaire immédiatement avec cette loi et étudier ses implications précises.

On pourrait possiblement poser des questions au ministre de l'Éducation pour savoir combien d'élèves sont véritablement touchés ou seront touchés par les changements de la nouvelle loi. S'il y a quelques centaines d'élèves, je pense bien qu'au mérite, au ministère de l'Éducation, on pourra décider finalement pour ceux qui resteront. Mais ce n'est pas la grande majorité des élèves qui

sont touchés par cela, parce qu'on sait que tous les élèves francophones vont à l'école française et que tous les élèves véritablement anglophones vont à l'école anglaise.

Il reste véritablement quelques centaines ou peut-être quelques milliers d'élèves, mais je crois qu'à la commission parlementaire, avec la présence du ministre de l'Éducation, on pourra ensemble discuter de ces problèmes et les régler au fur et à mesure qu'ils viendront. Il y a moyen, au gouvernement du Québec, de faire quelque chose pour régler, d'une façon définitive, les problèmes qui nous sont présentés quand ils viennent. Mais, encore une fois, ce n'est pas en retardant les problèmes de trois mois qu'on va régler ce qui va nous arriver. Retarder de trois mois, cela me fait penser un peu à ce qui arrivait au cours des dernières années. C'est toujours ce que le Parti libéral au pouvoir a fait, retarder les problèmes de trois mois, et retarder encore de trois mois, mais on n'a pas réglé les problèmes, ils sont ici aujourd'hui en face de nous et nous devons les régler.

Mme le Président, au cours de la deuxième lecture, j'explicitai la position de l'Union Nationale d'un bout à l'autre de ce projet de loi 101. Mais, pour le moment, je veux tout simplement répéter qu'il y a des problèmes au Québec pour la rentrée scolaire, et nous en sommes conscients. Nous demandons au gouvernement énormément de flexibilité, énormément de patience dans son approche pour régler ces différents problèmes. C'est un avertissement sérieux au gouvernement. Encore là, je ne veux pas faire de chantage, mais c'est un avertissement sérieux de ce qui se passe à l'heure actuelle dans plusieurs de nos commissions scolaires. Peut-être par réaction émotive ou autrement, il y a des problèmes véritables. Ce n'est pas en disant qu'il n'y a pas de problèmes ou en se cachant la tête dans ses mains qu'on va régler les différents problèmes; il y en a des problèmes véritables. Mais ces problèmes véritables, on peut les régler ensemble, si on s'y attaque tous ensemble, d'une façon positive, non pas d'une façon négative. Il faut discuter de ces problèmes et non pas faire de la procédure parlementaire pour retarder la solution des problèmes.

Il y a possibilité de faire en sorte qu'au Québec tous et chacun de nous, nous soyons véritablement fiers d'avoir la prééminence du français chez nous, fiers d'avoir l'application du français, fiers de voir que les différents groupes ethniques et culturels sont respectés chez nous pour ce qu'ils sont, pour ce qu'ils ont été, pour ce qu'ils nous ont aidés à bâtir au Québec. Mais aussi que chaque francophone du Québec soit véritablement fier d'être francophone au Québec et qu'il puisse le prouver partout, qu'il puisse le prouver dans ses écoles, qu'il puisse le prouver aussi dans ses contacts, dans ses discussions avec les autres autour de lui, ceux des autres langues, des autres ethnies.

C'est véritablement important, Mme le Président, que nous nous attaquions tout de suite aujourd'hui, sans trop retarder nos débats en faisant de la procédure, aux véritables problèmes aux-

quels nous avons à faire face, spécialement dans le domaine de la langue et de l'éducation.

En terminant, je peux peut-être me permettre de dire au gouvernement une phrase qui m'a été répétée déjà à quelques reprises. On a un projet de loi qui peut devenir excellent, si ensemble nous voulons le corriger, l'amender pour en faire un projet collectif de tous les Québécois. Souvent, on veut trop faire. Qui trop embrasse mal étreint. Merci.

M. Gratton: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: Sur l'amendement, M. le député de Portneuf.

M. Gratton: Gatineau, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Vous allez devoir avoir le sens de l'humour, vous aussi.

M. le député de Gatineau, c'est vous qui avez la parole.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Merci, Mme le Président. J'aimerais tout de suite répondre à la question du député de Lotbinière, chef de l'Union Nationale, à savoir pourquoi le Parti libéral a présenté cette motion de report à trois mois.

M. Biron: Enfin, on va le savoir.

M. Gratton: C'est simple, c'est qu'on est contre l'adoption du projet de loi 101, tel qu'il existe présentement, comme vous vous dites contre, l'Union Nationale, sauf que, nous du Parti libéral, on est un peu plus réaliste que certains des membres, en tout cas que le chef de l'Union Nationale.

Une Voix: Plus honnête.

M. Gratton: Oui, plus honnête justement, dans nos propos, parce qu'on ne s'est pas engagé, en campagne électorale...

M. Biron: Question de privilège.

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale, sur une question de privilège.

M. Biron: Je crois que, comme député à l'Assemblée nationale, j'ai le droit de me prononcer; j'ai le droit de porter des jugements et de dire exactement ce que je pense sans me faire accuser par un autre député, un autre membre de l'Assemblée nationale d'être malhonnête dans les propos que j'ai tenus.

J'ai toujours, depuis que je suis en politique, Mme le Président, été honnête à la fois envers les autres partis politiques, envers mon parti et aussi envers tous les citoyens de ma province ou de mon pays. Je ne voudrais pas que ce soit un autre député d'un autre parti — qui peut peut-être se

poser des questions sur son passé — qui m'accuse de malhonnêteté pour les propos que j'ai tenus à l'Assemblée nationale.

M. Gratton: Je dirai tout de suite, Mme le Président, que le chef de l'Union Nationale n'a probablement jamais été malhonnête dans ses propos, mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il a été naïf. Lorsqu'en campagne électorale, il n'y a pas de cela huit mois, il disait aux anglophones dans sa publicité payée dans les journaux qu'il abolirait la loi 22...

M. Brochu: Question de règlement, Mme le Président.

M. Gratton: ...qu'il ferait en sorte que les deux langues soient reconnues officiellement...

M. Brochu: Question de règlement, Mme le Président.

M. Gratton: ...et qu'en français.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, M. le député de Gatineau! M. le député de Richmond s'est levé sur une question de règlement.

M. le député de Richmond.

M. Brochu: Question de règlement pour rappeler au député qui a la parole qu'il a le droit d'utiliser son droit de parole à l'intérieur des cadres prévus par le règlement. Actuellement, Mme le Président, le sens dans lequel le moulin à paroles est parti est complètement hors du contexte du débat. Il n'a aucunement rapport...

M. Lamontagne: Question de règlement, Mme le Président.

M. Brochu: ...un instant, je n'ai pas fini. ...avec la motion qui est en cours...

Mme le Vice-Président: Un moment, M. le député de Richmond.

M. Brochu: ...qui est celle de reporter, à ce que je sache, à trois mois...

Mme le Vice-Président: M. le député de Richmond. Je dois vous arrêter sur la question de règlement parce que le whip de l'Opposition officielle s'est levé sur la question de règlement.

M. Lamontagne: Mme le Président, justement, je m'étais levé sur la question de règlement de l'honorable député de Richmond. Cela me fait rire de voir le chef de l'Union Nationale tout insulté qu'on parle de son parti alors qu'il a passé la moitié de son intervention à parler du nôtre. Je ne vois pas la leçon d'honnêteté à recevoir surtout de vous.

Mme le Vice-Président: Sur la question de règlement, M. le chef...

M. Biron: Sur cette question de règlement, je veux faire comprendre au whip du Parti libéral que mes propos de tout à l'heure ont été en fonction de la motion présentée par mon ami le député de Verdun. Ils n'ont pas été du tout en fonction d'attaquer un parti qui n'existe à peu près pas.

M. Lamontagne: ...depuis une couple de jours...

M. Biron: Mme le Président, j'ai essayé d'analyser les raisons par lesquelles...

M. Gratton: Question de règlement, Mme le Président.

Le chef de l'Union Nationale a déjà fait son discours. On peut se passer d'une deuxième version.

Mme le Vice-Président: Je regrette, M. le député de Gatineau. M. le député de Richmond s'était déjà levé. Je lui avais promis de lui redonner la parole sur sa question de règlement.

Sur la question de règlement, M. le député de Richmond.

M. Brochu: Sur la question de règlement, je termine très brièvement. Je reconnais à mon ami le député de Hull, je pense, dans ce bout-là, quelque chose du genre, de Gatineau, pardon. Je m'excuse du lapsus. Je reconnais son droit de parole. L'Union Nationale va respecter son droit de parole, mais tant et aussi longtemps qu'il restera à l'intérieur des cadres normaux. Lorsqu'on fait appel à ce qui s'est passé lors de la dernière campagne électorale, c'est une chose, et la motion de reporter à trois mois, c'en est une autre. S'il faut s'en tenir à cette question, s'il faut revenir sur la question du 15 novembre, on y reviendra. On parlera seulement des familles qui restent très peu nombreuses, d'ailleurs, des amis intimes et proches pour appuyer ce parti moribond. On y reviendra.

M. Lavoie: J'aurais une courte question — je suis sûr que le député de Richmond va me l'accorder — est-ce que M. Bellemare doit revenir bientôt?

M. Brochu: Est-ce que je peux répondre? On m'a posé une question.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Il y a trois députés qui sont debout pour demander la parole. Je vous demanderais de cesser ces querelles.

Je regrette, M. le député de Richmond. Un moment, s'il vous plaît!

M. le député de Richmond, à l'ordre! Je dois vous rapeler à l'ordre, M. le député de Richmond. Je pense, d'ailleurs, que la question du leader de l'Opposition officielle ne devait pas se faire, à ce moment-là, parce que ce n'est pas vous qui aviez la parole.

M. Lalonde: Question de règlement.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Avant que vous rendiez votre verdict sur la question de règlement soulevée par le député de Richmond, je vous prierais de remarquer, de vous souvenir que les propos, soit du chef de l'Union Nationale qui a parlé de la politique linguistique du Parti libéral, soit du député de Notre-Dame-de-Grâce...

Mme le Vice-Président: Parlez-vous toujours relativement à votre question de règlement, M. le député de Marguerite-Bourgeoys?

M. Lalonde: Oui, parce que le député de Richmond a accusé le député de Gatineau d'avoir des propos qui n'avaient pas de pertinence à la motion, alors qu'il semblait désirer que vous appliquiez le règlement d'une façon tellement stricte qu'il ne pourrait pas parler de l'Union Nationale. Alors, je fais appel à votre sagesse dans l'application de ce règlement. Si vous me permettez de terminer, jusqu'à maintenant, dans ce débat, la pertinence a été mesurée d'une façon assez libérale. Je pense que les propos du député de Gatineau sont pertinents et que vous devriez le laisser continuer, avec une bonne largesse, à adresser la parole sur cette question.

Mme le Vice-Président: Je vous ferai remarquer, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, que quand il y a une intervention pour demander qu'on s'en tienne à la question qui est en cours, soit maintenant les interventions sur l'amendement, je me dois de le rappeler au député qui pourrait déroger un peu. J'espère, M. le député de Gatineau, que tout ce que vous disiez, c'était vraiment pour justifier le fait que vous appuyez la motion, pour changer le mot "maintenant" pour "dans trois mois". M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Mme le Président, vous qui me prenez pour le député de Lotbinière, vous me permettrez sûrement de dire au leader intérimaire, en attendant la venue du député de Rouyn-Noranda de l'Union Nationale, ex-président du parti présidentiel...

Mme le Vice-Président: M. le député de Gatineau, vous me permettrez de me tromper quelquefois en nommant chacun des députés, cela peut arriver. Je ne suis pas très sûre que vous pourriez nommer tous les députés ici par leur nom de comté, et vous me laisserez me rétracter quand j'aurai fait l'erreur de vous nommer autrement que par votre nom de comté. Je vous demanderais d'intervenir sur la question d'amendement.

M. Marchand: Il se trompait!

Mme le Vice-Président: A l'ordre, M. le député de Laurier!

M. Gratton: Je disais donc, Mme le Président, en réponse à une question que le chef de l'Union

Nationale nous posait à savoir pourquoi le député de Verdun avait présenté cette motion de report à trois mois, c'est tout simplement qu'on est contre l'adoption du projet de loi 101. Mais on n'est pas naïf au point de croire, comme semble le croire l'Union Nationale, et cela, je ne suis même pas prêt à affirmer qu'il est aussi naïf que cela... Je pense qu'il sait ce qu'il fait, Mme le Président. Quand il fait des suggestions qu'il dit positives au gouvernement, je voudrais bien qu'il nous donne un seul exemple, depuis le 15 novembre, d'une suggestion soi-disant positive qu'il a faite au gouvernement, que le gouvernement a retenue, une seule.

M. Brochu: Un seul cas.

M. Gratton: Ce gouvernement qui se plaît à tapoter aussitôt que le chef de l'Union Nationale dit qu'il va appuyer le gouvernement sur ceci, lancer des fleurs sur cela, se réjouit de telle ou telle mesure du gouvernement. Mme le Président, il n'est pas naïf à ce point, le chef de l'Union Nationale, il sait fort bien qu'en commission parlementaire, lorsqu'on y ira, il n'y a pas une seule de ses suggestions qui va être retenue par le gouvernement. Le premier ministre qui est tiraillé de tous les côtés, tiraillé par l'option Québec, tiraillé par ici et par là, a-t-il fait un seul changement d'envergure entre le livre blanc et le dépôt du projet de loi no 1?

Entre le projet de loi no 1 et le no 101, est-ce qu'il y a eu un seul amendement d'envergure autre que de faire sauter l'article 172? Cela allait de soi, Mme le Président. Le chef de l'Union Nationale va venir nous dire, ce soir, que, lui, est tellement positif qu'il va aller faire des suggestions en commission parlementaire et que le gouvernement va dire: Mais oui, cher chef de l'Union Nationale positif. On va accepter cela tout de suite. Il le sait bien qu'ils vont rire de lui, comme ils le font aujourd'hui. Ils rient de lui dans le moment, les députés ministériels, Mme le Président. Et ils vont continuer à le faire en commission parlementaire. Mais l'Union Nationale, pour la frime, aura donné l'impression à la population qu'elle est une vraie Opposition positive. Ils sont positifs. À l'extrême droite, aujourd'hui, à l'extrême gauche demain. Pour deux langues officielles aujourd'hui, une seule demain. Envoyez par là, Mme le Président, pas de problème.

Je lirai simplement un extrait d'un journal des Débats. Comment on appelle cela, c'est son chef spirituel, j'imagine, le ministre de l'Éducation. Si vous aviez été là, Mme le Président, il n'aurait pas dit M. le Président, il aurait dit, Mme le Président. "La motion du député — pas de Verdun, à ce moment — du député de Lafontaine afin de remettre l'étude de ce projet de loi à trois mois est parfaitement fondée. Si le gouvernement, se dépouillant un instant de cette espèce d'entêtement orgueilleux qui le caractérise à l'égard de ce projet de loi — vous voyez cela, cela ne s'applique-t-il pas bien mutatis mutandis, Mme le Président, comme on dit dans le jargon? — si ce gouvernement pre-

nait, pendant deux minutes, une attitude objective, une attitude qui tienne compte des réalités sociales de l'heure, le gouvernement se rangerait à cet avis tout à fait raisonnable".

C'était sur la motion de report du projet de loi no 22, Mme le Président, en 1974, page 1743 du journal des Débats. Je cite ce brillant personnage: "Nous n'avons pas demandé que le projet de loi soit remis à un an ou à six mois... — nous non plus, Mme le Président — mais simplement qu'on se donne le temps de la réflexion et qu'on le remette de trois mois". Nous aussi, c'est ce qu'on dit, Mme le Président, dans la motion du député de Verdun. "Le gouvernement n'entend pas s'inspirer de cette sagesse". Cela n'a pas l'air que le gouvernement actuel non plus. Cela n'a pas l'air que l'Union Nationale a compris grandchose dans tout cela non plus." "Nous pensons qu'en remettant ce débat à l'automne, nous aurons le loisir de réfléchir davantage à tout ce que nous avons entendu devant la commission, ainsi qu'à tous les témoignages qui vont être imprimés dans les débats, mais dont personne n'a pris connaissance encore".

Cela ne s'applique-t-il pas mutatis mutandis, Mme le Président? J'en suis amené à me demander — c'est le chef de l'Opposition d'alors qui parle — si le gouvernement, au fond, n'a pas peur de l'opinion publique dans cette affaire. C'est clair, de plus en plus. Toute la procédure suivie jusqu'ici fait que le bill ne nous a été présenté que fin mai".

M. Duhaime: Mme le Président, je m'excuse auprès de mon collègue, l'honorable député de...

Une Voix: Gatineau.

M. Duhaime: Suivant ce que j'ai noté, je crois, Mme le Président, que vous lui avez accordé la parole à 9 h 31 et qu'il y a eu échanges sur des questions de règlement. Il est 9 h 47. Je vous en supplie, Mme le Président, délivrez-nous de ce supplice et qu'on en entende un autre.

M. Lalonde: Mme le Président, c'est sur la question de règlement. J'ai eu l'occasion de chronométrer le débat et d'enlever la question de privilège et les questions de règlement du versatile député de Richmond, je pense. Il reste...

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, je vous remercie de votre intervention, mais j'ai déjà consulté celui qui s'occupe du temps et j'allais dire au député de Gatineau qu'il lui reste une minute maintenant pour conclure.

M. Lalonde: Question de règlement, Mme le Président. Est-ce que vous comptez dans le temps...

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, j'ai déjà dit à M. le député de Gatineau, à moins que vous n'en appeliez de ma décision, j'ai déjà dit à M. le député de Gatineau qu'il a maintenant une minute pour conclure.

M. Lalonde: Mme le Président, je n'en appelle pas de votre décision. Vous savez que le règlement ne me le permet pas. Maintenant, il reste que j'ai besoin d'une directive. Est-ce que vous comptez, dans le temps des députés, les interruptions, les questions de règlement soulevées par d'autres députés et les questions de privilège?

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, il m'est arrivé d'enlever une partie de mes interventions sur les questions de règlement. Je dis maintenant au député de Gatineau qu'il lui reste une minute pour conclure.

M. Caron: Mme le Président, pourrais-je avoir une directive, vu que c'est sur ma motion? Comme le député de Gatineau est tellement intéressant, si on demandait unanimement aux membres de la Chambre s'ils ne lui donneraient pas dix minutes additionnelles!

Mme le Vice-Président: M. le député de Verdun, je pense que votre intervention n'était pas nécessaire parce que vous savez fort bien qu'il n'y aurait pas consentement unanime. C'est d'ailleurs celui qui intervient comme leader ce soir qui avait demandé qu'on s'en tienne aux règlements.

Je vous en prie, veuillez coopérer, s'il vous plaît!

M. le député de Gatineau, votre minute pour conclure.

M. Gratton: Mme le Président, peut-être bien que je pourrais suggérer à l'adjoint du leader adjoint du gouvernement de me permettre de me limiter strictement à ne lire que des passages du journal des Débats, des passages qui citeraient les paroles des membres du Parti québécois alors dans l'Opposition; je n'ajouterais absolument aucun commentaire personnel. Peut-être me donnerait-on alors cinq minutes de plus pour que je puisse citer le député de Saguenay, par exemple. Le député de Maisonneuve me fait signe que non parce qu'il a honte. Il aurait honte que je lise ce qu'il a dit.

M. Lessard: Il veut citer parce qu'il n'est pas capable de dire autre chose.

M. Burns: Vous viderez la question en commission.

M. Lessard: Il faut qu'il cite. Il faut qu'il lise.

Mme le Vice-Président: M. le député de Gatineau...

M. Alfred: En commission. En commission.

Mme le Vice-Président: ... votre temps est à peu près terminé. Je ne crois pas que vous devriez commencer. Je vais devoir vous arrêter. Il vous reste quelques secondes.

M. Gratton: Dans les quelques secondes qu'il

me reste, je dirai tout simplement qu'on pourrait reprendre toutes ces paroles dites en 1974 pour faire valoir qu'on est en plein milieu de l'été, qu'il fait chaud, que les Québécois sont en vacances. Ils ne savent même pas — c'est le député de Maisonneuve qui le disait en 1974 — la grande majorité de la population ne sait même pas que le Parlement siège présentement. Pourtant on est en train de débattre une des lois les plus importantes pour l'avenir du Québec et cela, j'y concours. Je dirai simplement que la motion du député de Verdun va dans le sens qu'on reporte à trois mois ce débat, stérile dans le fond, puisque personne ne nous écoute, semble-t-il. Surtout, cela permettrait au gouvernement de présenter une législation qui résoudrait les problèmes d'ordre économique, les problèmes de chômage. Alors, on deviendrait une vraie Opposition positive, non pas des "faiseux" de slogans comme l'Union Nationale.

Vous avez chaud là-bas? Vous vous évenez?

Mme le Vice-Président: M. le député de Gatineau, votre temps est maintenant écoulé.

Mme le député de L'Acadie, sur la motion d'amendement.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Je suis heureuse de pouvoir parler sur la motion d'amendement qui a été présentée par mon collègue de Verdun parce que je la crois tout à fait justifiée.

Au départ, je voudrais vous dire que — et vous avez dû le constater vous-même — le parlement et les bâtiments qui l'entourent sont propices aux rumeurs. Il y a des rumeurs qui disent que peut-être le député de Saint-Maurice pourrait devenir leader du gouvernement. Il y a d'autres rumeurs qui disent que l'Union Nationale pourrait peut-être contracter un pacte d'amitié très profond avec le Parti québécois, quoiqu'on ne soit pas sûr que tous ses membres soient de cet avis puisque cet après-midi on a vu certaines dissensions. Mais les rumeurs, on ne sait jamais si c'est fondé ou non.

Mais je peux vous dire qu'il y a une certitude qui existe. Le Parti libéral a tout à fait l'intention de continuer son rôle d'Opposition et de le faire d'une façon constructive, et de le faire dans le meilleur intérêt de tous les Québécois et non en essayant de frayer en dessous de la table avec des politiques du gouvernement, qui, à notre point de vue, ne répondent pas aux meilleurs intérêts de la population.

Mme le Président, le Parlement s'apprête à adopter une loi extrêmement importante et je pense que tout le monde le reconnaît, d'un côté et de l'autre de la Chambre. Malheureusement, il s'apprête à l'adopter à un moment qui m'apparaît peu propice, comme je le mentionnais il y a quelques jours, à une discussion responsable, compte tenu de l'époque où le débat se situe, compte tenu que, même de l'extérieur, on ne permet pas à tous les Québécois qui vont être touchés d'une façon significative par ce projet de loi d'y participer.

Evidemment, je réalise fort bien qu'il y a un problème du côté de l'éducation relatif au chapitre

de l'enseignement, comme d'autres l'ont mentionné avant moi. Ce problème est urgent. C'est dans cet esprit que nous avons proposé il y a déjà plusieurs mois, même avant que l'Union Nationale s'inquiète des inscriptions — je dois signaler en passant qu'elle n'est pas la seule — qu'immédiatement nous touchions à ce problème de l'enseignement pour ne pas retarder indûment des solutions qui auraient dû être trouvées beaucoup plus rapidement et ne pas être des solutions qui finalement sont improvisées.

Je veux bien accepter la réassurance que nous exprime le ministre de l'Education, mais le ministre de l'Education sait fort bien, parce qu'il l'a vécu de ce côté-ci de la Chambre, toutes les difficultés que la loi 22 a eu à subir à ce chapitre-là, même si l'application de la loi avait été retardée d'un an. Je pense que c'est très noble peut-être de la part du chef de l'Union Nationale de dire: On va s'asseoir, il y a quelques centaines de cas ici et quelques milliers là, et là on va couvrir tout cela, on va les laisser passer par la porte d'à côté.

Je voudrais que le gouvernement nous explique alors pourquoi il a ajouté cette disposition à la loi 101 qui prévoit que l'enfant doit être inscrit légalement, si ce n'est que le ministre de l'Education, fort reconnu pour sa souplesse, va sans nul doute, tout à coup, faire abstraction d'une nouvelle disposition qu'il a pris la peine d'ajouter au moment de la révision de la loi 1. Je doute à ce moment-ci des intentions du gouvernement à cet égard.

Il y a un autre motif qui nous justifie de demander de retarder l'adoption de cette loi, au chapitre de la langue d'enseignement. Je suis d'accord pour que nous concourions — et je pense que le besoin y est — à un amendement qui pourrait temporairement régler le problème des admissions de l'entrée scolaire de 1977/78. Mais, à plus long terme, le gouvernement se propose de légiférer d'une façon très rigide à l'égard de tous les anglophones du Canada, et on sait fort bien que les données démographiques ou statistiques que le ministre d'Etat au développement culturel nous a servies périodiquement à l'Assemblée nationale ont été l'objet de contestations sérieuses. Je ne suis pas certaine que nous ne disposions pas d'ailleurs, en septembre, d'autres données supplémentaires qui pourraient changer les données sur lesquelles le gouvernement s'apprête à baser sa décision quant à l'accès à l'école anglaise ou pas des enfants venant des autres provinces.

Il y a une autre raison qui nous motive à vouloir retarder l'adoption de cette loi. Il y a d'abord les modifications, même si elles sont mineures, de plusieurs articles que l'on retrouve dans la loi 101. Je pense que la disposition que les services sociaux et de santé d'une partie importante de la population a prise quant à la nouvelle disposition, encore une fois, qui est incluse dans la loi 101 et qui ne l'était pas dans la loi 1, voulant que les services de santé et les services sociaux soient traités sur la même base que les entreprises et que les industries, peut présenter des problèmes d'application très sérieux. Si les gens n'ont pas le temps

de discuter avec qui de droit des implications d'une telle clause, ce n'est pas de la collaboration, une fois de plus, que vous allez obtenir, mais c'est de la résistance que vous allez accentuer.

On sait que dans l'application d'une loi linguistique, l'expérience l'a prouvé. Au moins les membres du gouvernement actuel qui formaient l'ancienne Opposition ont assez vécu cette expérience, il y a une période de transition à aménager, il y a une période de temps à accorder aux gens pour qu'ils s'habituent à l'idée de changement. Quand vous arrivez à la toute dernière minute avec une modification de la loi 101 qui avait été totalement ignorée dans la loi 1 et que même on avait donné des assurances à cette égard, savoir que les services sociaux et de santé ne seraient pas touchés et tout à coup, à la dernière minute, on arrive avec une disposition comme celle-ci, si vous causez le chahut, si vous trouvez des difficultés, vous n'aurez qu'à vous en prendre à vous-mêmes.

Il y a aussi une autre raison pour laquelle on devrait retarder de trois mois l'adoption de cette loi ou l'étude en commission parlementaire de cette loi, article par article, c'est le fait qu'au chapitre de l'enseignement, on devrait asséoir sur des assises solides les politiques qu'on s'apprête à voter. Tout le monde sait que durant les auditions parlementaires, tous les groupes ethniques, tant la fédération italienne que la communauté grecque, que la communauté juive, ont montré, très honnêtement, un désir de se prêter aux nouvelles dispositions de la loi qui serait adoptée, mais exigeaient qu'au moins on les assure d'un enseignement de la langue seconde qui soit vraiment fécond et qui les satisfasse. Je dois dire qu'à cet égard, en dépit des questions que nous avons posées, dans cette Chambre, au ministre de l'Education et de celles que j'avais eu l'occasion de lui poser au moment de l'étude des crédits du ministère de l'Education, ses réponses ont toujours été tellement vagues et à aucun moment encore, il n'a donné une assurance à cet égard. S'il ne veut pas l'inclure dans la loi, c'est une chose, on pourra en discuter en commission parlementaire, mais au moins une assurance, une prise de position ouverte, directe, indiquant que ses intentions d'assurer aux enfants cet enseignement de la langue seconde ne soient pas reportées en 1978 ou 1979, mais que des mesures immédiates seront prises, est nécessaire.

Mme le Président, je ne suis pas très optimiste quant au sort qui attend cette motion, mais néanmoins, si j'ai parlé sur cette motion d'amendement, c'est que je sentais que c'était une responsabilité d'au moins mettre en garde le gouvernement contre les inconvénients d'adopter trop rapidement une loi qui serait mal acceptée par une grande partie de la population. Au moins, la population ne pourra pas nous faire ce reproche de ne pas avoir été assez vigilants pour le signaler au gouvernement.

En terminant, M. le Président, je répète, une dernière fois, mon invitation au gouvernement, je sais que la question de la rentrée scolaire est une question épineuse, la plus épineuse, tout le monde s'entendra là-dessus, et nous serions prêts, si un

amendement convenable pouvait faciliter cette rentrée scolaire pour qu'elle se passe dans les meilleures conditions possible pour les enfants, y apporter notre collaboration et y souscrire. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Claude Forget

M. Forget: M. le Président, l'expérience des quelques derniers mois consacrés à l'étude de deux versions successives du projet de Charte de la langue française, nous montre l'évolution qui peut s'accomplir en l'espace de quelques semaines ou de quelques mois. Il ne fait pas de doute que le but de la motion présentée par le député de Verdun est essentiellement dilatoire, mais il n'est pas sans intérêt de regarder cette expérience des derniers mois, pour se demander ce qui pourrait se produire durant un délai additionnel de trois mois.

En effet, je me souviens fort bien que le ton qui se dégageait de la lecture du livre blanc sur la langue française était un ton qui ne laissait aucun doute quant à la vision que le gouvernement se formait à ce moment-là du but à réaliser quant à l'implantation d'une politique linguistique au Québec.

Pour le gouvernement du mois de mars, cet objectif était sans aucune ambiguïté, c'était l'affirmation sans équivoque et sans nuance de l'identité uniquement et essentiellement, je dirais même exclusivement française du Québec. On se souvient de cette phrase malheureuse mais, malgré tout, célèbre qui faisait du français la langue des Québécois et qui niait implicitement, par cette référence, toute espèce de statut de citoyens à part entière aux résidents du Québec qui ne sont pas des francophones.

Pourtant, en quelques semaines, on a vu la nature de l'argumentation gouvernementale se modifier. Depuis le début de juillet, on a été littéralement débordé, inondé par des études statistiques. Il semble que l'expérience de quelques semaines de commission parlementaire a permis à la majorité gouvernementale de cesser de se parler les uns et les autres et d'écouter, peut-être pour la première fois de leur vie, des Québécois qui ne partagent pas leurs prémisses, qui ne partagent pas leurs opinions politiques. C'est ce qui les a amenés — c'est une éducation dont il faut leur rendre hommage — à s'intéresser subitement aux statistiques.

Ils se rendent compte que le Québec français qu'ils veulent exprimer par une loi, ce n'est pas un Québec à 100% français, ce n'est pas un Québec qui est absolument homogène, contrairement à leurs meilleurs désirs. Nous avons donc eu des études qui, encore une fois, se sont multipliées sur différents aspects des tendances démographiques, et nous avons vu, même, le parrain du projet de loi, dans son discours de deuxième lecture, s'arrêter, malgré tout, de façon substantielle à décrire jusqu'à la première décimale les constata-

tions qu'il croyait déceler dans la situation linguistique du Québec.

Je ne sais pas, M. le Président, en guise de parenthèse, si le gouvernement a jugé que la prose bien connue du professeur Fernand Dumont avec laquelle il avait défendu sa première vision des choses, dans son livre blanc, a été un effort inutile. Il semble bien, d'un autre côté, que cet universitaire de service pour le parti au pouvoir va bientôt trouver sa récompense dans la présidence d'une commission d'enquête sur l'enseignement universitaire.

De toute façon, cette évolution dans la façon de considérer la réalité nous apporte maintenant des données qu'il faut digérer, qu'il faut comprendre et, à ces études gouvernementales, à ces études inspirées politiquement, il faut ajouter des études de chercheurs indépendants et il faut concilier ces deux séries de chiffres qui deviennent soudainement, aux yeux du gouvernement lui-même, un élément déterminant de sa politique. Alors qu'on voulait affirmer un Québec qu'on prétendait français à 100%, on est pris maintenant, du côté gouvernemental, à se demander si on est francophone à 70%, 82%, 76% ou 66%. On se met à s'interroger sur l'avenir; on se met à faire des prédictions pessimistes, les plus pessimistes possible parce qu'il faut, malgré tout, sauvegarder les conclusions auxquelles on est arrivé sans connaître les chiffres.

Il y a, dans toute cette utilisation des services gouvernementaux pour produire des statistiques, une question fondamentale quant au caractère approprié ou non de l'utilisation qu'on veut faire des deniers publics pour défendre une cause partisane. Ceux qui ont un peu d'expérience de la vie parlementaire et de la vie politique au Québec se souviendront qu'il y a une dizaine d'années, lorsque les ministères ont mis sur pied, pour la première fois, des services d'information, on a eu droit, et à juste titre d'ailleurs, à des controverses nombreuses au sujet de l'utilisation de ces services d'information que leur premier créateur voulait, sans aucun doute assez naïvement, mais de façon humainement bien compréhensible, utiliser pour faire la propagande de certains projets de loi. Certaines règles du jeu ont été convenues et il n'a pas été nécessaire, au cours des dix années subséquentes, d'y revenir bien souvent. Mais il semble que cette question qui a été réglée dans le domaine de l'information se soulève à nouveau du côté de l'utilisation des services de recherche, des services de planification et des services statistiques du gouvernement.

En effet, parmi les études qu'on nous a servies et qui sont préparées par les services gouvernementaux avec les deniers de l'Etat se trouvent certaines analyses prospectives démographiques, l'exploration de certains scénarios sur l'avenir possible du Québec.

Or, il devient évident, pour celui qui étudie ces scénarios, qu'il s'agit là, inévitablement, puisqu'il s'agit de prospectives, de tout un échafaudage d'hypothèses politiquement inspirées et très soigneusement choisies pour démontrer les fins auxquelles on veut arriver.

M. Marchand: M. le Président, je m'excuse auprès du député de Saint-Laurent, qui fait une intervention très bonne, mais je vous ferais remarquer qu'il n'y a pas quorum. Je demanderais au député de Saint-Jean de faire son travail et de rallier ses troupes puisque l'Opposition tient le quorum depuis le début de la journée.

Le Président: Il y a maintenant quorum. M. le député de Saint-Laurent, vous pouvez continuer.

M. Forget: M. le Président, je crois qu'il est nécessaire d'avoir un délai non seulement pour analyser les données contradictoires qui sont sous-tendues par des hypothèses extrêmement douteuses, mais pour s'interroger également sur le caractère approprié ou non de l'utilisation qu'on fait des derniers publics. Ne serait-il pas plus justifiable que les services de recherche et le budget de recherche du Parti québécois soient utilisés pour financer des études qui sont essentiellement partisans, essentiellement politiques non seulement dans leurs conclusions, mais même dans les hypothèses utilisées?

M. Burns: C'est cela.

M. Forget: D'autre part, il y a eu dans les modifications introduites par le ministre dans le projet de loi 101 des divergences, des différences qui sont parfois de détail, mais qui peuvent être substantielles, mais dont le caractère est difficile à percevoir. Cette modification en cours de route des intentions gouvernementales sur plusieurs points importants, il faut non seulement être en mesure de les analyser, mais également de donner aux organismes qui sont impliqués dans leur mise en vigueur le temps de se concerter sur ces changements.

Ma collègue de L'Acadie vient d'y faire allusion, nous avons eu un changement majeur du côté des exigences applicables aux hôpitaux, exigences d'un plan de francisation qui n'a pour but que de modifier les règles applicables aux communications internes de ces établissements puisque de toute manière, ils étaient déjà astreints à desservir leur clientèle dans la langue de la majorité ou de la minorité selon le cas. Ces règles nouvelles ont de telles implications qu'à la fois le président de la Corporation des médecins et l'Association des hôpitaux de la province de Québec ont cru bon de souligner les dangers inhérents dans une telle exigence juridique.

En effet, comme le soulignait le président de la Corporation professionnelle des médecins, peut-on imaginer, sans risque que des professionnels, qui, depuis peut-être 25 ou 30 ans, rédigent dans les dossiers hospitaliers leurs notes sur l'état des malades, sur les protocoles opératoires dans leur langue à eux, puissent subitement être requis de le faire dans une autre langue et ceci sans danger pour les patients étant donné que le dossier...

M. Duhaime: Je regrette de devoir interrompre le député de Saint-Laurent. Les dix minutes sont écoulées.

Mme le Vice-Président: D'accord, j'allais d'ailleurs intervenir. Il vous reste à peu près une demi-minute, M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: Le dossier est l'instrument de communication par excellence et toute erreur qui s'y glisse lie non seulement la responsabilité juridique des professionnels et de l'établissement mais, de façon encore plus substantielle, peut engager la santé des personnes dont il est question.

Des changements aussi substantiels non seulement créent des problèmes de substance pour ceux qui sont directement visés, mais constituent un changement des règles parlementaires qu'il est nécessaire de considérer en faisant une pause sur leur signification et en donnant à tous la chance de les analyser.

Mme le Vice-Président: M. le député de Charlevoix.

M. Burns: Même lui se rabaisse à cela.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, M. le député.

M. Raymond Mailloux

M. Mailloux: Mme le Président, je sais bien qu'il existe en cette Chambre une certaine tradition qui amène presque toujours ce genre de motion lors de l'étude de projets de lois controversés. Le député de Maisonneuve, d'ailleurs, en est bien conscient.

Ce n'est pas mon habitude d'intervenir dans des débats dilatoires en cette Chambre et, si aujourd'hui je le fais, c'est que je crois profondément qu'il y aurait, dans les circonstances et compte tenu des expériences passées dans le domaine linguistique, vraiment lieu, cette fois, que le gouvernement évite de bousculer l'Assemblée et de télescoper, dans une certaine mesure, l'opinion publique en forçant l'adoption de son projet de loi au cours des mois de juillet et août.

En effet, Mme le Président, avec les amendements que le gouvernement consentira à apporter au projet de loi 101, amendements que l'Opposition proposera, elle souhaite que ce projet de loi sur la langue soit le dernier que nous ayons à vivre au Québec. En conséquence, je crois honnêtement que le gouvernement doit mettre les chances de son côté et permettre que le débat se fasse en pleine lumière et que l'on évite de placer un nombre considérable de Québécois actuellement en vacances devant le fait accompli. D'autant plus que plus de 60% des groupes qui ont demandé à être entendus devant la commission parlementaire ne l'ont pas été et qu'ils doivent se satisfaire de vagues promesses du gouvernement à savoir qu'il sera tenu compte de leur point de vue.

Quand on prend connaissance de la similitude des projets de loi 1 et 101, on sait ce que cela veut dire lorsque le gouvernement affirme qu'il tiendra compte des représentations de ceux qui n'ont pas été entendus en commission parlementaire. Je pense, d'ailleurs, que déjà un certain nombre de

groupes, dont la Chambre de commerce de la province de Québec, ont adressé dans le même sens que la motion du député de Verdun une demande au gouvernement. Je sais, par ailleurs, que la tentation est grande pour le gouvernement d'en finir au plus tôt avec ce problème linguistique, dans la mesure où, dans toute la province, les Québécois se demandent qu'elles peuvent bien avoir été les raisons du gouvernement péquiste de se lancer, dès le départ, dans la question linguistique, alors que le Québec fait face à des priorités bien plus urgentes, comme la hausse du chômage et la baisse des investissements, cela étant particulièrement aigu dans certaines régions du Québec.

M. Burns: Sur une question de règlement, Mme le Président, je m'excuse...

Mme le Vice-Président: M. le leader du gouvernement.

M. Burns: ...je pense que la pertinence du débat doit être rappelée au député de Charlevoix, à ce moment-ci...

M. Mailloux: Mme le Président, pourquoi retarder à trois mois?

M. Burns: Même si son texte est rédigé.

M. Mailloux: Je demande infiniment pardon au député de Maisonneuve...

Mme le Vice-Président: M. le député de Charlevoix.

M. Mailloux: ...il m'a fallu le changer trois fois en écoutant... Mme le Président, pourquoi retarder à trois mois, pour satisfaire le député de Maisonneuve? Pour permettre au gouvernement d'assumer ses responsabilités et proposer dès maintenant des mesures d'urgence de nature économique qui permettraient aux travailleurs québécois d'éviter de connaître le sort qui les attend au cours de l'automne et de l'hiver prochain. Pourquoi retarder à trois mois? Pour permettre aux membres du gouvernement de scruter, pourquoi eux, ces ministres, ont jugé bon de devenir de parfaits bilingues. Pourquoi, eux, ont-ils fait le nécessaire pour que leurs enfants la possèdent également, la langue seconde? En retardant à trois mois, on conviendrait peut-être que ce qui fut bon pour eux et les leurs vaudrait peut-être également pour nous, unilingues français, à qui on parle depuis vingt ans de religion et de langue, laissant aux autres le choix d'occuper les postes administratifs importants et de gagner davantage parce que mieux préparés.

Ils pourraient peut-être également, en retardant à trois mois, demander au ministre de la Justice qui, lui aussi, est unilingue français, quelles sont les difficultés qu'il rencontre actuellement dans ses discussions avec les gens des autres provinces. Pourquoi retarder à trois mois? Cela m'a toujours frappé, j'ai toujours été estomaqué

par le fait que la très grande majorité — je les appelle souvent les "pisse-vinaigre" — de ceux qui prônent l'unilinguisme français ont jugé bon, eux, être de parfaits bilingues. C'est quand même troublant de constater que ce qui est bon pour eux, c'est de la foutaise pour ceux qui ont peine à gagner leur vie.

M. Charbonneau: Vous n'avez rien compris.

M. Mailloux: Mme le Président, pourquoi retarder à trois mois? J'ai dit, pendant la deuxième lecture, les difficultés que j'avais rencontrées comme unilingue français. J'ai reproché à la loi 101 le peu de cas que l'on faisait de la langue seconde. L'unilinguisme français de mes commettants, à leur grand regret, n'en a pas fait une collectivité des plus riches. Dans le Québec, la majorité de ceux-ci auraient rêvé parler la langue seconde, comme certains de ceux qui me font face. Reporter le projet de loi 101 à trois mois aurait sans doute permis au gouvernement de constater que nous ne sommes en rien menacés dans l'Est du Québec par la langue anglaise; nous aurions avantage à la posséder. Le ministre délégué à l'environnement, le député de Lafontaine, disait d'ailleurs dans cette Chambre qu'il valait peut-être mieux mourir plus pauvre en français mais mourir en français.

J'espère, Mme le Président, qu'à ce moment-là, il ne prophétisait pas et que tel n'était pas son objectif. Tantôt, le ministre de l'Éducation, faisant référence aux paroles que prononçait le député de Beauce-Sud, traitait de l'objectivité avec laquelle le député de Beauce-Sud avait parlé avant moi.

Il disait que c'était une attitude objective parce que celui-ci n'appuyait pas la motion du député de Verdun de reporter à trois mois l'étude du projet de loi 101. Dans le même laps de temps, Mme le Président, je relisais — d'ailleurs une lecture de chevet que doit avoir le député de Maisonneuve, de temps en temps, de 1974 — les paroles du député de Beauce-Sud que le ministre de l'Éducation vantait et je n'ai pas scruté les reins et le cœur du député de Beauce-Sud, mais si l'on se rapporte au 15 juillet 1976, page 1897, sur la motion présentée par le présent ministre de la Justice, de reporter également le projet de loi 22, il votait contre l'amendement du PQ qui combattait la loi 22. Était-il pour autant pour la loi 22 ou pour la loi 101?

Ces propos de cet après-midi n'indiquaient pas que je sache, la conclusion à laquelle en venait, tantôt, le ministre de l'Éducation. Mme le Président, en conclusion, j'appuie la motion du député de Verdun. Elle m'apparaît profondément légitime, éminemment raisonnable et peut s'inscrire dans le cadre d'une saine prudence législative dont le gouvernement devrait faire preuve, dans les circonstances actuelles, au sujet du projet de loi 101. Qu'il se rappelle la loi 22 et ce qui est arrivé au Parti libéral. C'est ce qui arrivera à l'actuel gouvernement.

Mme le Vice-Président: M. le député de Pontiac-Témiscamingue.

M. Jean-Guy Larivière

M. Larivière: Mme le Président, la motion présentée par le député de Verdun de remettre à trois mois la deuxième lecture du projet de loi 101, Charte sur la langue française, est d'après moi une motion très logique que le gouvernement ne devrait pas retarder d'accepter. Très logique, parce que ce projet de loi, qui a fait couler énormément d'encre depuis deux ou trois mois dans le Québec, à travers le Canada et même à l'extérieur du pays, affecte la liberté de 20% de la population du Québec et met dans un carcan le reste de sa population.

Cette motion est très logique, parce que trois mois vont donner au ministre d'Etat responsable le temps de réfléchir, vont lui permettre de se reposer la tête pour un bout de temps, car on sait que le ministre a été très préoccupé par ce projet de loi depuis le 15 novembre. Comme tout humain, c'est difficile de faire un travail efficace lorsqu'on est épuisé. Trois mois lui donneraient le temps de prendre un bon repos en oubliant tout cela pour quelques semaines et, lorsqu'il aura la tête bien reposée, il pourrait relire attentivement les cent et quelques mémoires qui n'ont pas été entendus en commission parlementaire. Je suis certain qu'il va trouver, dans ces mémoires, des points très importants qui vont le faire réfléchir. Enfin il pourrait éclairer le cabinet des ministres et son caucus de plusieurs articles du projet de loi qui vont à l'encontre des désirs de la majorité des Québécois.

Mme le Président, encore là, je le répète, cette motion de reporter à trois mois le projet de loi est nécessaire parce que cela donnerait le temps au ministre d'Etat responsable, au ministre d'Etat au développement économique et au ministre de l'Industrie et du Commerce de rencontrer les chefs d'entreprise du Québec et prendre le temps nécessaire de les écouter attentivement, de rencontrer, avec le ministre du Travail, les travailleurs et les citoyens dans les différentes régions du Québec comme l'a fait le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, aussi de rencontrer, avec le ministre de l'Education, toutes les commissions scolaires régionales, les parents et écouter ce que ces gens ont à dire chacun dans leur milieu qu'ils connaissent très bien.

Trois mois donneraient une occasion idéale au ministre responsable d'accompagner le premier ministre et le ministre de l'Education à la rencontre des premiers ministres. Je suis convaincu que le ministre pourrait obtenir de ces personnes expérimentées de très bons conseils. Trois mois donneraient le temps au gouvernement d'attaquer les réels problèmes du Québec immédiatement.

Des milliers de Québécois sont sans travail. Des centaines d'industries ferment leurs portes. C'est important.

M. Jolivet: Nommez-les.

M. Larivière: Comme des milliers de Québé-

cois nous le répètent, on veut du travail pour faire vivre notre famille. Une charte de la langue française n'apporte pas de nourriture à notre famille.

Enfin, cela donnerait aux députés ministériels le temps de faire le tour de leur comté pour sonder réellement la population qu'ils représentent, parce que je suis sûr que ces derniers ainsi que les députés de l'Union Nationale auraient une différente idée lorsqu'ils reviendraient. Je crois que la population...

M. Jolivet: L'avez-vous fait, vous autres?

M. Larivière: ...est contre le fait que le gouvernement surtout s'attaque à ce projet de loi lorsqu'il y a tellement de problèmes qui existent et qui sont urgents au Québec.

Pardon?

Mme le Vice-Président: C'est vous qui avez la parole, M. le député de Pontiac-Témiscamingue.

M. Larivière: J'ai mentionné, en premier lieu, le carcan qu'on mettait à 80% des francophones, c'est-à-dire en ne leur permettant pas d'apprendre la langue seconde ce qui les empêche de s'épanouir à travers le Canada et qui les limite à la province de Québec. Je suis convaincu que le gouvernement devrait penser sérieusement à accepter la motion du député de Verdun, et je peux vous garantir que je vais l'appuyer.

Merci.

Mme le Vice-Président: M. le député d'Outremont.

M. André Raynauld

M. Raynauld: Mme le Président, je voudrais appuyer la motion de — merci, Mme le Président — du député de Verdun de reporter à l'automne l'étude du projet de loi no 101. A cet effet, je pourrais invoquer, je suppose, plusieurs prétextes, plusieurs mauvaises raisons telles que la chaleur de l'été, qui fait d'ailleurs contraste avec le manque de chaleur des sentiments que manifeste ce projet de loi, tel que le danger d'adopter un projet de loi par épuisement ou par défaut de combattants, surtout du côté ministériel...

Une Voix: Ils sont partis en vacances?

M. Raynauld: Oui, justement, mais je ne le ferai pas. Je ne le ferai pas parce qu'il y a des circonstances d'une importance capitale qui militent en faveur d'un ajournement de ce débat de façon à clarifier un certain nombre de données qui me paraissent fondamentales et sur lesquelles, depuis le début de l'examen, par exemple, des mémoires présentés en commission parlementaire, font l'objet d'un débat interminable parce que, ni d'un côté, ni de l'autre, il n'apparaît clairement que la situation démographique prévue pour les prochaines années soit clairement établie.

Cette confusion sur cette situation de la population dans son ensemble, de l'évolution de la po-

pulation par langue maternelle, par exemple, les conséquences que ces mouvements de population peuvent avoir sur les inscriptions scolaires, selon la langue, me paraissent être des sujets de débats qui sont vraiment fondamentaux.

Ce sont des études qui manquent, qui n'ont pas encore été faites, ni à la satisfaction du gouvernement, pas plus qu'à la satisfaction de l'Opposition ou de la population en général. Cette confusion qui existe peut nous faire commettre à tout le monde — à tous les Québécois — des erreurs d'appréciation qu'on pourra regretter pendant des années et des années. Je pense en effet que, sur presque tous les aspects de l'évolution démographique, nous manquons, à l'heure actuelle de données sûres, par exemple, sur les migrations, qu'elles soient interprovinciales ou internationales. Or, ces migrations sont d'une importance considérable pour savoir si vraiment la communauté francophone du Québec est en danger d'être assimilée ou non. C'est cette hypothèse d'assimilation éventuelle qui est à l'origine de ce désir qui apparaît dans le projet de loi d'apporter une protection supplémentaire à la communauté francophone. Supposons que ce danger d'assimilation n'existe pas; il y a beaucoup de stipulations de ce projet de loi qui sans doute seraient abandonnées au profit d'une ouverture un peu plus grande sur les communautés qui pourraient venir se développer et s'épanouir au Québec.

Les migrations, c'est un sujet, les transferts linguistiques, c'est la même chose. Ces deux sujets, ces migrations et ces transferts linguistiques, ont fait l'objet de révision en profondeur. Il y a deux semaines seulement Statistique Canada vient de reproduire toute une étude sur les migrations interprovinciales et internationales suivant la langue maternelle. Il y a deux semaines seulement, jusqu'à ce moment, la plupart des mémoires qui ont été soumis en commission parlementaire ne pouvaient pas s'appuyer sur ces données les plus récentes. Statistique Canada a repris toutes les données depuis 1960 jusqu'à 1976. Cette image qui est donnée de ces migrations est complètement différente de l'image que nous avions tous auparavant. Je pense donc qu'il vaut la peine de s'arrêter et d'examiner ces données statistiques pour qu'on sache mieux quelle est la situation démographique au Québec.

M. Jolivet: Celles-là sont bonnes.

M. Raynauld: A partir des données que nous avons qui ont été préparées par les services du gouvernement, parmi ces données que nous avons il y a des estimations qui sont faites, par exemple, de l'impact d'une loi qui donnerait accès à l'école anglaise seulement aux anglophones et qu'on appelle la solution du Conseil supérieur de l'éducation. Il y a des écarts considérables entre les estimations qui sont présentées. Il y a certaines estimations qui indiquent qu'en vertu de cette option la proportion des francophones augmenterait jusqu'à 82,4%; d'autres études disent: 86% ou 87%. On regarde l'impact du projet de loi 101. Sur le projet de loi 101 on a des estimations qui indi-

queraient que la proportion des francophones monterait jusqu'à 86,3% en 1986/87; d'autres estimations la font monter jusqu'à 88%.

Vous pensez peut-être que cela n'a aucune espèce d'importance, bien sûr cela n'a pas d'importance parce que vous n'êtes pas intéressés du tout à connaître les faits et à savoir ce qui se passe dans cette province. Vous préférez apporter des solutions idéologiques et imposer des dogmes à cette société plutôt que d'examiner de quoi il retourne. Dans une matière qui met en danger, en cause la survie de la communauté québécoise, je pense qu'on n'a pas le droit de se tromper sur l'appréciation de ce qui se passe.

A plus long terme, par exemple, un mémoire nous a été présenté en commission parlementaire par l'Association des démographes; on se rappellera que ce mémoire a été fort apprécié par le gouvernement. Il s'agit d'une association de professionnels qui travaillent dans ce domaine et je voudrais ici citer ce que ce mémoire a proposé au gouvernement; je cite: Nous n'aimerions pas que se répète la situation actuelle où il s'agit de remplacer une loi dont les effets sont peu connus, où il n'y a pas d'étude sérieuse sur les effets possibles des diverses options scolaires qui s'offraient aux législateurs. Cette association recommande pour l'avenir que des études se fassent. C'est cette association de démographes et de professionnels qui est si fortement appréciée par le ministre d'Etat au développement culturel. Cela vient d'eux, cela ne vient pas simplement de nous. Le besoin, donc, de compléter certaines études.

Une deuxième raison, c'est que nous voudrions aussi faire autre chose que de nous occuper de la langue, parce que entre-temps, pendant que ce débat se déroule, l'activité économique au Québec est au ralenti, parce que le gouvernement ne s'en occupe pas. Nous avons, depuis quelques jours, essayé d'amener le gouvernement à examiner les projets de loi de nature économique. On a eu une motion cet après-midi, pour tâcher d'amener le gouvernement à examiner le projet de loi 48. Est-ce qu'il est concevable, par exemple, qu'il y ait trois projets de loi relatifs au budget qui ne sont même pas présentés pour étude avant l'ajournement cet été? Le ministre est parti en vacances pour un mois.

Cela n'a aucune espèce d'importance. Ce sont des projets de loi qui sont fondamentaux pour l'avenir économique, pour l'activité des gens, mais cela n'est pas pressant. On peut continuer à examiner le projet de loi 101, en plein été, parce que cela ne dérange personne, quand en réalité il y a des problèmes considérables sur le plan économique, dont on ne s'occupe pas. C'est pour cela que je pense qu'on a une bonne raison d'essayer d'ajourner ce débat pour le reprendre un peu plus tard.

Enfin, il y a une troisième raison que je voudrais apporter, et je terminerai là-dessus. Probablement que les gens n'attacheront pas une très grande importance à ce fait, mais en septembre, on aura aussi les résultats du recensement de 1976 suivant la langue maternelle de la population.

On a aujourd'hui des données qui remontent à

1971. Le recensement a été fait en 1976 et les données ne sont pas encore publiées, ne sont pas encore complétées. Je pense que nous avons là une excellente raison d'attendre pour être capables de vérifier si les hypothèses qui sont utilisées à l'heure actuelle sont des hypothèses qui sont conformes à la réalité ou si ce sont seulement des inventions de l'esprit. Il y a un recensement qui va sortir au mois de septembre. Est-ce que le Québec ne peut pas se payer le luxe d'avoir une vue un peu plus correcte des choses et est-ce que ce projet de loi ne pourrait pas être retardé de quelques mois, pour qu'on puisse utiliser ces données nouvelles qui seront publiées?

A ce moment-là on pourrait vérifier, suivant la langue maternelle, ce qui se produit du côté de l'immigration; essayer de réviser les données sur la fécondité, qui sont fondamentales; réviser les données que nous avons sur les transferts linguistiques, qui sont également fondamentales et qui inspirent à l'heure actuelle le projet de loi 101.

Je répète enfin ces trois raisons que j'ai données; la confusion que nous avons sur les données démographiques proprement dites, le besoin aussi de s'occuper un peu des gens qui sont chômeurs, pendant que nous, nous faisons des débats sur la langue et, enfin, troisièmement, la publication de ce recensement en septembre qui nous donnerait l'occasion de vérifier si ce que le gouvernement nous présente est une vérité concrète, conforme aux faits ou si c'est simplement encore un nouveau dogme imposé à la société québécoise.

Mme le Vice-Président: M. le député de Robert-Baldwyn.

M. John O'Gallagher

M. O'Gallagher: M. le Président, il me fait plaisir d'appuyer la motion du député de Verdun. The reason why I consider that this legislation should be delayed for three months... Vous n'avez pas d'objection que je parle en anglais?

M. Lessard: Non, non, mais cela démontre la nécessité du projet de loi 101.

M. O'Gallagher: Ecoutez...

Une Voix: C'est parce qu'il ne comprend pas.

Mme le Vice-Président: A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! Je vous demanderais de respecter le droit de parole de M. le député de Robert Baldwin, c'est lui qui intervient maintenant.

M. le député de Mont-Royal...

M. Springate: Mme le Président, s'il vous plaît, une question de règlement.

Mme le Vice-Président: ... de Westmount.

M. Springate: Mme le Président, le ministre des Transports vient de...

Mme le Vice-Président: M. le député de Mont-Royal, je regrette, de Westmount, je regrette, votre question de règlement, je pense que c'est déjà réglé. J'ai demandé au ministre de ne pas intervenir, je l'ai rappelé à l'ordre. Est-ce que c'est le motif de votre intervention?

M. Springate: Mme le Président, s'il vous plaît, si vous ne voulez pas me donner une directive, peut-être que je ferais mieux de vous poser une question de privilège.

M. Lessard: Il n'y a pas de question de privilège.

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount. M. le député de Westmount...

M. Springate: Si je comprends très bien les propos du ministre des Transports, il ne veut pas que l'anglais soit utilisé dans cette Chambre, c'est ce qu'il vient de dire. C'est là-dessus qu'il vient d'attaquer mon copain, le député de Robert Baldwin...

M. Jolivet: Non, non.

M. Lessard: Mme le Président, question de privilège.

M. Springate: En autant que je sache, Mme le Président, il y a deux langues officielles en cette Chambre, c'est l'anglais et le français.

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount, M. le député de Westmount, à l'ordre s'il vous plaît! Je vous remercie de votre intervention. J'avais d'ailleurs déjà rappelé le député à l'ordre. A l'ordre, s'il vous plaît! C'est M. le député de Robert Baldwin qui a la parole et je demanderais à chacun des membres de cette Assemblée de l'écouter sans intervenir, s'il vous plaît! M. le député.

M. O'Gallagher: Merci, Mme le Président. Merci, mon collègue aussi, parce qu'au moins là j'ai un auditeur. Comme je le disais, pour appuyer la motion du député de Verdun, j'ai trois raisons principales.

Firstly, the anglophone school boards are upset because of the question of school registration, on regulations imposed in virtue of a law that is not yet adopted, not even passed the second reading. A three month delay, Mme le Président, would at least avoid the useless confrontation that is inevitable between the government and some members of these school boards.

We must use this precious time to let cooler our heads prevail and this on both sides of the issue. Why impose this legislation and their premature regulations that affect school boards within a few weeks, days or hours "à la vapeur, Mme le Président" when the government has already antagonized this part of the population unduly with the whole inept scenario of the livre blanc, bill 1 and now bill 101?

Mme le Président, let us take the three months to study this bill in a normal manner. Such an important bill should not be precipitated solely by a school registration date. I can certainly understand that the nerves of the government leaders are frayed but let us not rush head long into this legislation just because of a September 1st dead-line.

All we want to do, Mme le Président, is to remove the intolerable pressure that is upon the government leaders at this time, pressure that fogs their very logic.

Another point to consider, Mme le Président, is that in light of the intentions of the government to modify article 69, the Canadian option that is, are not the famous premature regulations no longer valid, non applicable to the government latest attitude.

Secondly, Mme le Président, the minister of State for cultural development has deposited impressive guestimates prepared by his crystal ball gazing demographers. These musings that supposed various hypothesis and scenarios regard the future manipulations of the francophone, anglophone and allophone people of this province.

It is very important, Mme le Président, that in the light of the Paramount importance that the minister of State for cultural development has given to these opinions, that we consider during the next three months some or all of the possible alternatives, hypothesis or scenarios that could affect the future of this province.

It is essential that the population be informed of all the facts. The government would be well advised to use the three months period for further crystal ball gazing.

Mme le Président, it would be important to know:

a) En considération de la dénatalité ou de la natalité plus ou moins de la province, que sera la composition de Montréal, pas dans l'année 2001, mais dans l'année 2101? Surtout avec le bill 101, c'est très important.

Mme le Président, j'ai pris en considération ces facteurs. J'ai consulté les étoiles, les entrailles d'un castor et même la merde d'une alouette, pas une alouette de Montréal car ce sont quasiment tous des Américains.

Mes observations, Mme le Président, m'indiquent que dans l'année 2101, la population de Montréal sera sans doute francophone, mais la majorité de la population aura une origine allophone ou anglophone. C'est intéressant.

b) Another hypothesis that should be considered, Mme le Président, in the three month period to come, is what would be the effect of world evolution on these figures? Particularly in the light of the minister's statement in this House, resulting from the mission he sent to Europe that English was rapidly becoming the esperanto of the world.

c) What also will be the forecast of the demographers on the linguistic position of this province in the next generation? Should the PQ

philosophy take on the fervour and powers of a new religion...

M. Charron: Sur une question de règlement, Mme le Président.

M. O'Gallagher: Je vais finir avec troisième-ment.

M. Charron: J'ai l'impression que ces propos historiques ont déjà duré dix minutes.

Mme le Vice-Président: Je viens justement de demander au député de Robert Baldwin de bien vouloir conclure.

M. O'Gallagher: Troisièmement et finalement, Mme le Président, I think we should consult the population within the next three months as to whether this is the no 1 priority of all the people. Is it really necessary? Would it really influence world evolution? And, finally, will it really work without force, make real true French Canadians out of Greek, German, and Italian immigrants? Thank you.

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount.

M. George Springate

M. Springate: Mme le Président, je suis heureux d'avoir cette occasion de parler ce soir sur l'amendement de reporter l'étude du projet de loi no 101 à trois mois, et je vais vous dire, dès le début, que je vais appuyer l'amendement du député de Verdun. Il y a plusieurs facteurs...

Des Voix: Oui.

M. Proulx: Qui sont en grève!

M. Springate: Peut-être que ce serait bon si vous autres étiez en grève. Au moins la population du Québec pourrait être fière de son gouvernement parce que, maintenant, elle n'en est pas fière, et vous savez comme moi...

M. Proulx: On restera au travail.

M. Springate: Comment la population du Québec peut-elle être fière d'un gouvernement qui a coupé avec la guillotine? C'est ce que vous avez fait, vous n'avez pas voulu entendre 204 groupes, associations qui voulaient vous présenter leur projet de loi, leurs considérations. Non. We have enough. After 62, that is enough! They did not even want to get to that famous number 63, and stopped at 62. And this from a government that calls itself democratic, this from a government that was always going to listen to the population. What did they say during the election? There will be neighbourhood consultations, if my memory serves me correctly. Some neighbourhood consultations! The first opportunity they had to have neighbourhood consultations was way back

in December. And what happened? I see him sitting there, the minister of the various municipalities of this government: No, there will not be a committee to hear people coming to bring briefs when we are going to tax Montrealers basically out of house and home for \$214 millions. Remember that! You ought to live in the wrong neighbourhood! I guess it is that. Ils sont démocratiques? On devrait aussi reporter cette étude à trois mois parce que, peut-être si on fait ceci, cela permettrait au gouvernement de laisser plusieurs de ses députés et de membres du cabinet parler, parce que, si je ne me trompe pas, j'ai lu quelque part que seulement douze...

M. Proulx: C'était dans le Soleil.

M. Springate: Vous l'avez vu?

M. Jolivet: Dans le Montreal Star, peut-être.

M. Springate: Le Montreal Star? Il y a seulement douze membres du gouvernement qui vont parler en deuxième lecture...

M. Dussault: Peut-être.

M. Springate: Le premier ministre est parti en vacances.

M. Jolivet: Peut-être.

M. Dussault: Oui, deux semaines.

M. Springate: Deux semaines de vacances! Nous autres, on est ici, nous autres, on travaille et eux autres de l'autre bord, ils prennent des vacances. C'est pas mal. L'Opposition est ici ce soir, 26 sur 26. On est ici. Et eux autres, ils sont en vacances.

M. Jolivet: Pour une fois.

M. Springate: I know why they do not want more than twelve to talk. They are afraid. They are afraid because they know that someone sitting in the back room over there, someone sitting here and someone sitting over there is going to get up and talk against their terrible bill 101 because even though they are PQers, I know that in their hearts, they know that the bill is bad.

M. Jolivet: La violence!

Mme le Vice-Président: M. le député de Mont-Royal... M. le député de Westmount, mon Dieu, qu'est-ce que j'ai ce soir?

M. Springate: Je suis plus beau que le député de Mont-Royal.

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount, c'est vous qui avez la parole.

M. Springate: Merci, Mme le Président. Je

demande si on pourrait reporter l'étude du projet de loi 101 à trois mois. Peut-être que cela donnerait l'occasion à des députés et des ministres de parler pour ou contre le projet de loi. Est-ce qu'en réalité ils sont tous en faveur? D'après les journaux, ils sont divisés de l'autre bord, de l'autre côté de la Chambre. C'est cela qu'on voit, c'est de cela qu'on entend parler. Des rumeurs? Peut-être. Une autre chose, Mme le Président, si on peut reporter l'étude du projet de loi 101 à trois mois, peut-être que cela nous donnerait l'occasion dans cette Chambre de discuter le bill qui a été présenté dernièrement — ce doit être par le ministre des Finances — pour taxer les vêtements et les souliers des enfants du Québec.

M. Jolivet: La violence, la violence, la violence!

M. Springate: Cela nous donnerait l'occasion de parler de cela. Le ministre des Transports rit et finalement il va payer une taxe sur ses vêtements et ses souliers.

M. Lessard: Mme le Président, question de privilège. Je ne peux pas intervenir. Je suis en conflit d'intérêts.

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount.

M. Springate: C'est une suggestion que je fais au gouvernement, mais on rit ce soir. Il est presque 23 heures mais, there is a serious matter and that is the entry of the school year starting in September. The government, in a dastardly action, has requested in a dictatorial fashion that School Boards obey a law that still has to be enacted by this body and that is supposed to be...

We laugh. We have fun sometime, but I will not accept that someone in this body calls me Mussolini. That is not a laughing matter. Anyone who knows history, anyone who knows what that man stood for and has the audacity and the gall to call me that, not from his seat, but when he is running out down into the pool room so he can have a smoke... There is fun. There is enjoyment. We can understand the actions of an Opposition at times in this body, but to be called what I was called this evening, I will not accept that, and I will humbly ask before doing it in a more direct fashion at this time that the honourable member from Saint-Jean retract the statement that he made at that particular time, a few moments ago, when he called me Mussolini.

M. Pagé: Venez vous rétracter.

M. Springate: Mrs. Speaker, I believe that at this particular time, there is a mechanism available in the orders and rules and regulations of the National Assembly that I can prevail myself of to insure that words that are unparliamentary, that attacks my privileges and status as a member representing a county in the Province of Quebec

and I would ask, Mrs Speaker, once again that the honourable member withdraw the remark that he made.

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount, j'avais déjà rappelé à l'ordre le député de Saint-Jean. Son intervention ne devrait même pas avoir été notée parce qu'il n'était pas à son siège. J'espère que tout le monde ici a reconnu que cette intervention ne devait pas être notée.

M. Charron: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Saint-Jean, vous n'êtes pas à votre siège.

M. Springate: Mme le Président, si les paroles du député de Saint-Jean ne sont pas dans le journal des Débats et si le député n'était pas à son siège, je peux attendre pour l'entendre et pour lui donner l'occasion de s'excuser.

M. Proulx: Je retire mes paroles.

M. Pagé: Pardon.

M. Springate: Mme le Président, je crois qu'il est 11 heures, puis-je demander l'ajournement?

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount, votre temps est déjà écoulé et il n'est pas tout à fait 23 heures. Veuillez conclure.

M. Springate: D'accord madame, je conclus en vous disant qu'encore une fois je suis heureux d'avoir cette occasion de voter en faveur de la motion du député de Verdun. Je vous remercie madame.

Mme le Vice-Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Duhaime: Je demanderais l'ajournement de nos travaux à demain, 10 heures.

M. Marchand: Avez-vous l'intention d'intervenir, M. le leader, M. le leader des leaders?

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier.

M. Duhaime: Alors je demanderais l'ajournement.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté. Il est maintenant 23 heures, cette Assemblée ajourne ses travaux à demain, dix heures.

(Fin de la séance à 23 h 1)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*